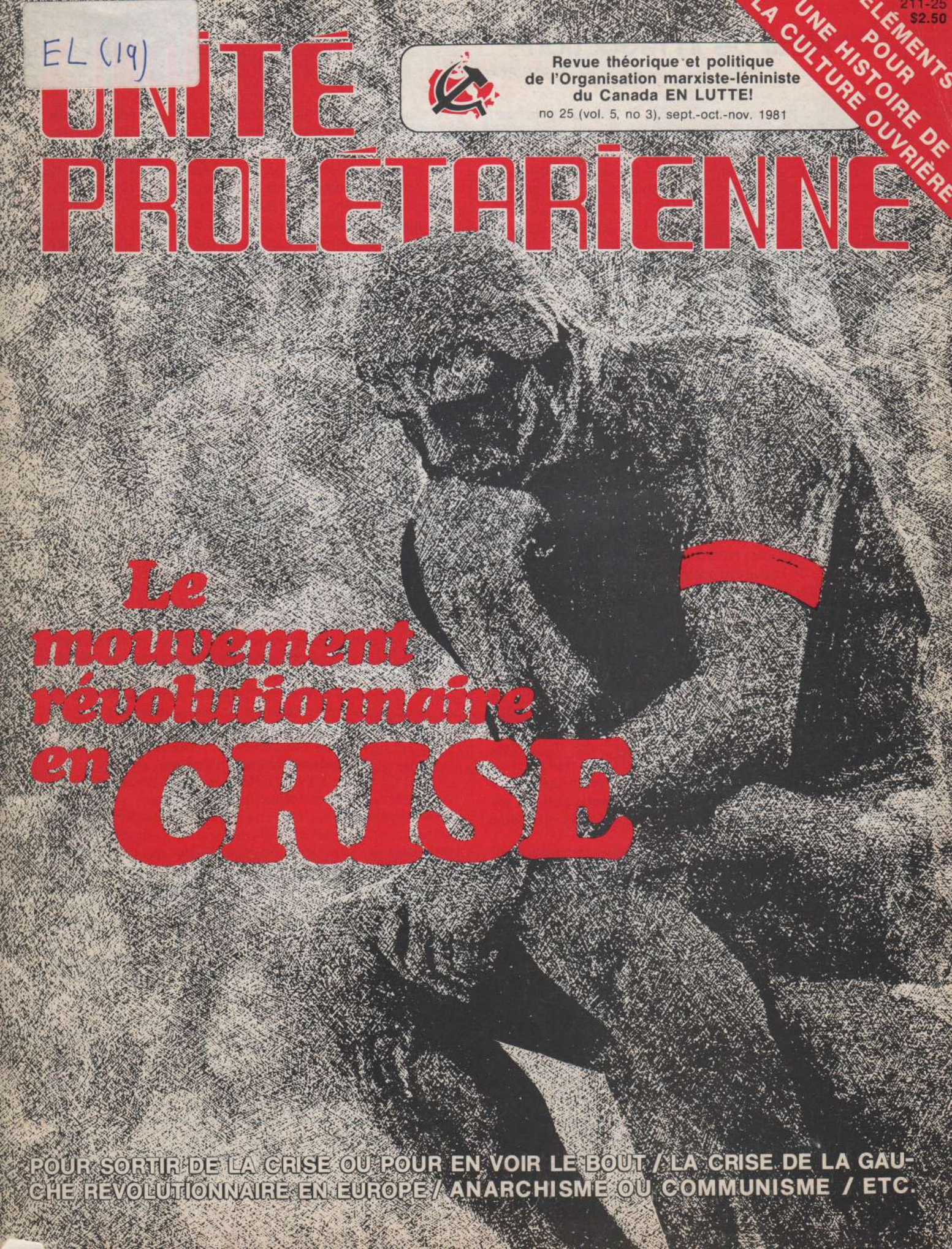
EL (19)

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique et politique
de l'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!
no 25 (vol. 5, no 3), sept.-oct.-nov. 1981

211-25
$2.50

ÉLÉMENTS POUR UNE HISTOIRE DE LA CULTURE OUVRIÈRE



Le mouvement révolutionnaire en CRISE

POUR SORTIR DE LA CRISE OU POUR EN VOIR LE BOUT / LA CRISE DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE EN EUROPE / ANARCHISME OU COMMUNISME / ETC.

Note de la rédaction

La "crise du marxisme", voilà le thème du présent numéro qui présente diverses facettes de cette crise et des courants politiques qui la traversent. On y trouvera une critique du livre d'André Gorz, *Adieux au prolétariat*, un livre publié l'an dernier et qui, comme son nom l'indique, entend démontrer que le prolétariat n'a plus aucun rôle révolutionnaire. En fait, derrière ce livre se profile tout un courant de pensée autogestionnaire actuellement de plus en plus répendu. Dans la même veine, nous reproduisons le texte d'un exposé de Charles Gagnon *Anarchisme ou communisme,* prononcé à Montréal en janvier de cette année lors d'un débat contradictoire avec Dimitri Roussopoulos, un anarchiste canadien. L'entrevue réalisée avec le secrétaire aux affaires internationales d'EN LUTTE! devrait permettre quant à elle de mieux comprendre l'étendue de la crise qui frappe l'ensemble des forces de gauche, du moins dans les pays capitalistes avancés, et les questions de fond qui sont en jeux dans le contexte de la montée de la droite.

Nous poursuivons aussi dans ce numéro la publication de nos documents de recherche sur l'impérialisme aujourd'hui avec un article qui tente de déboulonner certains mythes qui font du tiers-monde une réalité figée. Enfin, avec ce numéro, nous entreprenons la publication d'une série de trois articles retraçant quelques grands moments de l'histoire de la culture prolétarienne et les questions politiques qui y furent chaque fois posées.

Un nouveau nom pour la revue

L'appel que nous lancions dans notre dernier numéro pour trouver un nouveau nom à la revue a provoqué de nombreuses réponses. A l'exception du Bulletin international, un mensuel pro-albanais publié à Paris, qui suspecte là une nouvelle trahison des principes marxistes-léninistes[1], nos lecteurs ont répondu de façon très positive à cet appel. Nous publions ci-bas quelques propositions que nous jugeons intéressantes afin que vous puissiez les commenter ou en envoyer d'autres d'ici le prochain numéro.

- **Alternative communiste — Communist Alternative**
- **Marxisme et révolution — Marxism and Revolution**
- **Communisme aujourd'hui — Communism Today**
- **Des mots pour lutter — Fighting Words**
- **Révolution aujourd'hui — Revolution today**
- **Balises**

Collectif science et technologie Vous connaissez?

Quelles seront les conséquences de la généralisation de l'informatique pour les travailleurs? Qu'est-ce que la socio-biologie? La pollution, qui accuser: la technologie ou le capitalisme? C'est pour aborder ce genre de questions que UNITÉ PROLÉTARIENNE lançait, il y a quelques mois, le projet d'un collectif de recherche.

Déjà, un certain nombre de lecteurs et militants de notre organisation ont répondu à cet appel. Trois sous-groupes se sont constitués. Le premier groupe se concentre sur l'impact de la révolution technologique et travaille présentement sur trois dossiers: la politique de la bourgeoisie canadienne sur la recherche, l'introduction des innovations technologiques dans le travail de bureau et le rôle de la recherche militaire. Un deuxième groupe, dont le travail s'amorce, va aborder les questions d'environnement et de pollution. Le troisième groupe veut surtout discuter des théories sociales qui prétendent se baser sur les sciences de la nature. Plus précisément, c'est le courant "biologiste", socio-biologie en tête, que nous entendons examiner.

Le collectif constitue un cadre large et souple permettant à toutes les personnes intéressées de collaborer à la mesure de leurs moyens au travail de recherche. Cette collaboration peut aller du simple envoi de documents à la rédaction de textes, en passant par une correspondance ou une participation à des rencontres régulières. Déjà, des articles sont prévus pour la revue et aussi pour le journal EN LUTTE!.

Si vous êtes intéressés à collaborer au travail du collectif, n'hésitez pas à nous contacter: **Collectif science et technologie** a/s de UNITÉ PROLÉTARIENNE, C.P. 340, Succ. M, Montréal, Qué. H1V 3M5 (253-2041).

Contribuez aux prochains numéros de la revue

Comme vous pouvez le lire en éditorial, EN LUTTE! est engagé dans la préparation active de son prochain congrès qui portera principalement sur la question des tâches des communistes dans la conjoncture actuelle. Prenez donc vos plumes et faites-vous un devoir de nous écrire et de faire connaître votre point de vue, que ce soit sur nos tâches, la question des femmes, le rôle des communistes, la place de nos tâches théoriques, le ralliement ou la situation des ouvriers dans l'organisation, etc.

UNITÉ PROLÉTARIENNE prépare actuellement en collaboration avec le collectif des femmes mis sur pied il y a quelques mois, un numéro spécial qui portera exclusivement sur la question des femmes. Ce numéro devrait présenter des contributions sur certaines des questions les plus importantes qui confrontent actuellement le mouvement féministe et socialiste au Canada. Dès notre prochain numéro, nous pourrons en dire plus long sur le développement de ce travail. Contentons-nous pour l'instant d'inviter nos lecteurs et surtout nos lectrices à correspondre avec la revue sur ces questions et à contribuer à leur manière à faire de ce numéro un succès.

L'inflation frappe encore

Les lecteurs auront remarqué que le prix de vente du numéro est passé de $2.00 à $2.50. Cette augmentation est destinée à nous permettre de faire face à une augmentation de 21% des coûts de production dans la dernière année. On notera cependant que cela ne modifie pas le prix des abonnements pour le Canada ainsi que pour les Etats-Unis par voie de surface. Cela devrait vous inciter à soutenir concrètement plus que jamais la presse d'EN LUTTE!.

---

1. Voir à ce sujet le Bulletin international, mai 81, p. 3

UNITÉ PROLÉTARIENNE no 25 (Vol. 5, no 3), sept-oct-nov 1981

Sommaire

2
Editorial

3
Correspondance

6
Un mouvement en crise, un mouvement à renforcer et à unir

12
La crise de la gauche révolutionnaire en Europe

20
L'échec d'un certain socialisme

26
Anarchisme ou communisme

30
Le tiers monde, une réalité en évolution

39
Le mouvement populaire au Québec, face à l'Etat, quelle stratégie choisir?

44
Eléments pour une histoire de la culture ouvrière

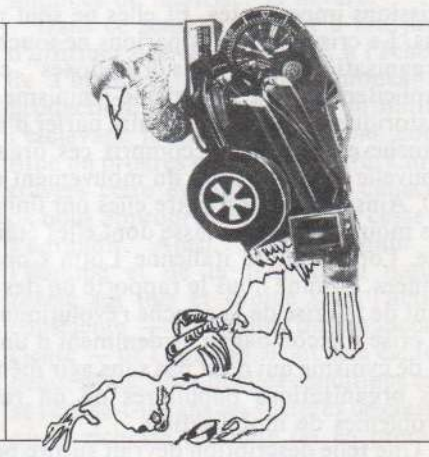
7
Notes de lecture

Editorial

Pour sortir de la crise ou pour en voir le bout. **La période actuelle en est une de confusion et de questionnement pour plusieurs. C'est dans cette conjoncture qu'EN LUTTE! prépare son 4ième congrès et qu'il vous demande d'y contribuer.**

La crise de la gauche révolutionnaire en Europe. **En Europe aussi le mouvement révolutionnaire traverse présentement une période de crise. Cet article qui nous vient d'Angleterre se propose de mieux comprendre les sources de cette crise dans l'évolution de la conjoncture et l'histoire de la gauche depuis plus de 10 ans.**

Le tiers monde, une réalité en évolution. **Le tiers-monde est-il une réalité figée, recouvre-t-il des pays à peu de choses près semblables? On verra que non dans cet article qui fait le point sur certaines des idées les plus couramment véhiculées au sujet du tiers-monde.**



Eléments pour une histoire de la culture ouvrière. **Ce premier d'une série d'articles sur la culture ouvrière s'attache à retracer les origines des diverses formes artistiques développées par le mouvement ouvrier à ses débuts.**

La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique et politique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!. Elle est publiée au Canada à chaque trimestre en anglais et en français. Adressez vos lettres, articles, suggestions, commentaires à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, C.P. 340, succ. M, Montréal, Québec, Canada, H1V 3M5.
Pour contacter directement la revue, téléphoner directement à (514) 253-2041
Editeur: Presses de l'Unité Inc., C.P. 116, Succ. Delorimier, Montréal, Québec, Canada, H2N 2N6

Photocomposition, mise en page, impression: Les Presses Solidaires Inc., 2381 Jeanne-d'Arc, Montréal, Québec, Canada. (514) 253-8331
Distributeur: Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1, (514) 527-7319
Membre de la Canadian Periodical Publishers' Association, 54 Wolseley Street, Toronto, Ontario, Canada
Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec, 3e trimestre 1976
ISSN 0707-7696

ISSN 0707-7696

Vers le 4e congrès d'EN LUTTE!

Pour sortir de la crise ou pour en voir le bout...

Combien de fois avons-nous parlé dans ces pages de la crise..., de la crise économique et politique, bien sûr. Aujourd'hui, c'est d'une autre crise dont nous voulons vous parler: celle que traverse le mouvement révolutionnaire. Et nous tenterons de l'illustrer sous divers aspects dans le présent numéro.

On parle de crise idéologique, de crise du marxisme, de crise d'orientation et certains vont même jusqu'à parler de crise du militantisme. En effet, il faudrait se fermer volontairement les yeux pour ne pas voir la crise qui frappe depuis plusieurs années déjà le mouvement révolutionnaire, à tout le moins dans les pays capitalistes avancés. N'a-t-on pas vu, par exemple, des organisations pro-chinoises mourir de leur belle mort, tandis que d'autres pro-albanaises connaissaient des scissions importantes. Et elles ne sont pas les seules dans ce cas. La crise dont nous parlons ne touche pas uniquement les organisations dites "plus orthodoxes", celles qui se réclament explicitement du marxisme-léninisme et de sa tradition historique. Il faut au contraire parler d'une crise qui frappe la gauche en général, y compris ces organisations dites de la nouvelle gauche, issues du mouvement de révolte des années 60. Ainsi certaines d'entre elles ont fini par se dissoudre dans les mouvements de masse dont elles étaient issues (par exemple, l'organisation italienne Lotta Continua il y a quelques années, comme nous le rapporte un des articles qui suit, traitant de la crise de la gauche révolutionnaire en Europe). Cette crise s'accompagne évidemment d'un climat de défaitisme et de cynisme qui n'est pas sans agir même sur les syndicats et les organisations populaires où on rencontre là aussi des problèmes de mobilisation.

Une telle description devrait suffire pour se convaincre que la crise politique dont nous parlons, et dont EN LUTTE! n'est pas exempt non plus, a des causes autrement plus profondes que la mort de quelque grand personnage ou la trahison de quelque grand principe universel. C'est avec cette conviction que la crise actuelle a des causes beaucoup plus profondes, qu'EN LUTTE! prépare actuellement son 4e congrès, un congrès qui, croyons-nous, devrait nous permettre sinon de sortir de cette crise, du moins d'y voir plus clair et de mieux situer notre action aujourd'hui.

Pour ce faire, il faudra d'abord mieux comprendre les fondements de cette crise dans la conjoncture économique et politique de notre pays et du monde. Nous ne cherchons pas en effet à définir les tâches des communistes russes du début du siècle, ni même celles des militants des années 60 ou 70. Nous avons au contraire à définir nos tâches face à une conjoncture qui a passablement évolué depuis 5 ou 10 ans même. Au Canada, la crise économique a véritablement commencé à s'approfondir au début des années 70. Et contrairement à la situation que nous avions connue durant les années 60 et au tout début des années 70, elle n'a pas renforcé les rangs du mouvement révolutionnaire. Il ne fait pas de doute que les grandes luttes de cette époque ont été progressivement remplacées par des luttes à caractère plus défensif, plus éparpillé. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui a pris l'offensive et qui tient le gros bout du bâton.

Cette situation se répercute inévitablement sur le mouvement révolutionnaire, un mouvement qui a été longtemps habitué à voir la révolution comme un objectif relativement proche et réalisable une fois les conditions subjectives réunies et son parti édifié. C'est à la lumière de ces conditions nouvelles qu'il faudra évaluer et dresser le bilan de l'action des forces révolutionnaires, y compris celle d'EN LUTTE!, dans les dernières années.

Rappelons-nous par exemple que le 3e congrès de notre organisation s'était donné comme priorité d'action le développement considérable du ralliement. C'est un secret de polichinelle que de dire qu'EN LUTTE! n'a pas connu un tel développement dans son travail, malgré toute l'énergie déployée depuis 3 ans. Qu'on se rappelle seulement nos campagnes sur la question référendaire et l'annulation, pour la défense du droit à l'autodétermination au Canada anglais, notre campagne de financement et surtout notre implication beaucoup plus grande dans le mouvement syndical et populaire. Notre influence s'est certainement accrue, mais l'action d'EN LUTTE! a rencontré des problèmes réels qui, pour plusieurs, étaient nouveaux. Non seulement les candidats prêts à joindre les rangs d'une organisation comme EN LUTTE! n'étaient-ils pas très nombreux, mais ils posaient des questions auxquelles nous n'avions pas nécessairement de réponses ou auxquelles nos anciennes certitudes n'arrivaient plus à répondre. Ainsi en est-il des interrogations de plusieurs sur les causes des échecs de la lutte pour le socialisme, sur la nature précise des développements récents de l'impérialisme, sur la nature du parti à construire, sur son lien avec les organisations de masse, sur la participation des femmes à la lutte pour le socialisme et au parti révolutionnaire, sur la place des ouvriers dans notre organisation, pour ne citer que les plus importantes.

On ne répondra évidemment pas à toutes ces questions en une seule fois. Ceci dit, les révolutionnaires de notre pays font actuellement face à ce défi qui consiste à définir une façon d'avancer dans la résolution de ces questions, tout en poursuivant leur action dans une conjoncture qui n'est pas révolutionnaire et qui ne promet pas de le devenir à court terme. Voilà ce que nous entendons quand nous disons que la question des tâches des communistes sera au coeur du prochain congrès d'EN LUTTE! et qu'elle doit être posée en

lien direct avec les conditions de la lutte aujourd'hui. Car, si personne ne nous a encore proposé une meilleure voie que le socialisme et la révolution, il reste cependant à mieux comprendre comment poursuivre ces objectifs dans les conditions qui sont les nôtres.

Voilà le défi que se propose EN LUTTE! et qu'il propose à tous ceux qui suivent de près ou de loin son action depuis bientôt 9 ans. Voilà le défi à relever si on veut sortir de la crise actuelle, ou du moins en voir le bout.

Si on veut en finir avec le désenchantement, avec le cynisme, si on veut contribuer à bâtir une alternative révolutionnaire à la crise actuelle, une alternative qui sache répondre aux questions que nous posent les masses opprimées de notre pays, il faudra que chacun mette la main à la pâte.

Le temps est à l'action et à l'implication active dans un débat à finir. Nos lecteurs, nos membres, les organisations qui s'intéressent aux questions soulevées par EN LUTTE! n'ont donc pas à rester muets. Ils doivent se faire entendre haut et fort et contribuer à leur manière au prochain congrès d'EN LUTTE!. Ce congrès c'est aussi le leur, c'est celui de tous ceux qui cherchent à sortir de la confusion, qui cherchent une alternative révolutionnaire à la crise actuelle.

La rédaction
d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Rectification

Dans le dernier numéro, une erreur s'est glissée dans l'identification des tableaux de l'article intitulé **Au pays des multinationales**. Voici les sources qui auraient dû être indiquées:

Tableau 2: Henri Claude, **Les multinationales et l'impérialisme**, Editions sociales, Paris, 1978, p. 47
Tableau 3: Idem, p. 46
Tableau 4: U.N. Economic & Social Council, **Transnational Corporations in World Development: a Re-examination**, N.Y., 1973, p. 236
Tableau 5: M. Baratt-Brown, Imperialism in our Era, **in Spheres of Influence in the Age of Imperialism**, Spokesman Books, 1972, p. 69
Tableau 6: Idem
Tableau 7: U.N. Economic & Social Council, ouv. cité, p. 242 et 249
Tableau 8: Idem, p. 213 et 214

Correspondance

Déterminisme ou liberté? Une réponse à Charles Gagnon

Dans son numéro d'avril dernier (no 24), UNITE PROLETARIENNE publiait, sous la signature de Charles Gagnon, un article qui se voulait une critique des positions de l'idéalisme en matière de politique. La présentation de l'article, intitulé **Déterminisme ou liberté?**, faisait état des "limites évidentes" de ces "notes sommaires" et de la nécessité, sans doute, de revenir sur la question. Je suis d'accord avec cette mise en garde et entend y donner suite, sommairement à mon tour, dans cette lettre.

Je tiens d'abord à signaler mon accord avec la thèse de fond de l'article de Charles Gagnon, à savoir que la société, comme la nature en général, fonctionne et évolue selon un certain nombre de lois objectives. Aussi, en politique, il ne suffit pas de s'inventer une utopie, un monde idéal où les individus se verraient soudainement débarrassés de toute contrainte sociale, de tout Etat et de tout parti. Car, tant qu'on n'aura pas modifié, transformé par la lutte et le travail, les conditions matérielles et sociales qui peuvent rendre possible cet idéal de liberté, ces promesses du courant libertaire ne vaudront guère mieux que le ciel du Vatican ou le nirvana des gurus!

Ceci dit, la lecture de l'article de Charles Gagnon pose un certain nombre de problèmes qui tournent autour de deux questions: d'abord il y a la notion de "progrès" qui escamote un peu trop rapidement celle des classes sociales. Ensuite, il y a la question plus philosophique des lois de la nature et de l'histoire, et de la capacité qu'on a de les connaître.

Progrès et critique des valeurs

Le grand mérite du marxisme, c'est d'avoir repéré, à travers la multitude des événements historiques et sociaux, une loi fondamentale, celle de l'**évolution** des sociétés qui est, à l'échelle de l'homme et de l'histoire, le pendant de l'idée de l'évolution des espèces en biologie. Les espèces animales évoluent selon leur capacité à s'**adapter** à la nature, et à transmettre génétiquement cet héritage biologique. Les sociétés humaines évoluent selon leur capacité à **maîtriser** la nature par la **production sociale**, par le **travail productif**. Aussi, c'est sur la base des **modes de production** économiques que s'établit tout l'édifice social. En somme, pour comprendre comment évoluent les sociétés humaines, il faut voir comment les hommes s'organisent dans le travail (c'est ce qu'on appele les rapports sociaux de production) et comment cette organisation évolue au fur et à mesure que se développent les forces productives, c'est-à-dire la capacité des hommes de maîtriser la nature.

Dans ce sens, il est tout à fait juste d'affirmer que la succession, à **l'échelle de l'histoire**, des divers modes de production, du communisme primitif à l'esclavage jusqu'au capitalisme, constitue un progrès pour l'humanité. Car, à travers cette évolution, notre capacité de nous approprier la nature ne cesse de s'agrandir. Ainsi, sous la main de l'homme et de la femme, la nature révèle ses lois et évolue sous l'action consciente — les malins diront inconsciente — de l'humain. Tout cela est fort beau. Mais, dans quelles conditions cela se réalise-t-il dans les sociétés de classes où la richesse produite (et en premier lieu les moyens de production) est accaparée par une classe minoritaire qui en fait sa propriété privée? Dans ces sociétés, la classe dominante impose un "progrès de l'humanité" qui veut dire d'abord et avant tout le progrès de sa richesse à elle. Voilà sans doute une réalité que le paysan exproprié qui croupit aujourd'hui dans les bidonvilles de Calcuta, Téhéran ou Rio n'aura pas de difficulté à comprendre.

Il ne faut donc pas oublier que dans la réalité de tous les jours, **le progrès, c'est une notion de classe**. Et, dans une société de classes, le "progrès de l'humanité" passe par le développement de la classe la plus progressiste d'une époque donnée, c'est-à-dire la classe qui est la plus en mesure de développer la production. Il est vrai que la bourgeoisie a déjà été cette classe la plus

progressiste. Mais, qu'en est-il aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme? Pour la bourgeoisie, le progrès, ça veut dire faire plus de profit, ça veut dire produire plus et à meilleur marché. Ca veut dire produire pour produire pour produire toujours plus... de profits. Et, aujourd'hui dans les pays impérialistes à tout le moins, ça veut dire aussi construire des centrales nucléaires et des bombes à neutrons. Ca veut dire aussi produire des pluies acides, des produits cancérigènes, de la poussière d'amiante et d'autres cochonneries. Et tout cela, pendant qu'une bonne partie de l'humanité meurt de faim!

Affirmer que cette production n'est pas un progrès pour la classe ouvrière et l'humanité, ce n'est pas faire preuve d'idéalisme, ce n'est pas vouloir retourner en arrière en larmoyant sur les "bonheurs" de la société médiévale ou primitive. C'est constater un **fait**. C'est constater que les coûts et les avantages sociaux ne rentrent pas dans la comptabilité capitaliste du progrès.

Par exemple, au stade actuel du développement atteint par les sciences de la nature et aussi par l'impérialisme, la possibilité matérielle de la destruction des progrès accomplis par l'humanité est une réalité dont on doit tenir compte. L'évolution de l'armement nucléaire depuis Hiroshima est là pour nous empêcher de voir le progrès matériel comme un absolu sans rapport avec le contrôle du progrès par le capitalisme développé. Seule la prise du pouvoir par le prolétariat et l'édification d'un nouveau mode de production non axé sur le profit peut éteindre cette possibilité de destruction de l'humanité et de ses réalisations.

Tout nous amène donc à nuancer certaines affirmations de Charles Gagnon à propos de la question des valeurs. La polémique de Gagnon s'adresse à ce courant qui, face aux plaies du capitalisme, prêche un retour aux "valeurs primitives", c'est-à-dire aux valeurs de la société primitive. Pour montrer l'idéalisme de ce courant, l'article précise que les valeurs sont toujours le reflet de rapports sociaux et que, par conséquent, "les valeurs primitives" sont le "reflet de rapports sociaux aujourd'hui disparus". La conclusion qui s'en dégage, c'est que ces valeurs sont donc à la mesure des anciens rapports sociaux qui leur ont donné naissance, c'est-à-dire dépassés.

Cette argumentation, qui découle de l'idée de progrès, mérite, à notre avis, des nuances sérieuses. Certes, les valeurs, et plus généralement les idéologies, n'apparaissent que sur la base des conditions matérielles et sociales qu'elles cherchent justement à représenter. Cependant, la critique des valeurs, des idées, ne se réduit pas à décréter qu'elles sont dépassées, parce qu'issues du passé. Ainsi, le marxisme en tant que science, ne se borne pas à étudier le capitalisme ou même seulement la classe ouvrière. Au contraire, le marxisme tire ses acquis de l'étude de l'ensemble de l'évolution des sociétés humaines. Aussi, le système des valeurs qu'il inspire, tel le collectivisme, la solidarité et l'entraide, s'il correspond à ce qu'il y a de meilleur dans la classe ouvrière, traduit aussi certains acquis progressistes des sociétés anciennes, y compris les sociétés primitives. Il n'est d'ailleurs pas anodin de constater que le marxisme considère l'apparition des sociétés de classes comme un mal nécessaire pour que le communisme (système social sans classes) des sociétés primitives, un communisme de pénurie, se transforme dans le futur en communisme intégral, en communisme d'abondance.

Nous ne prétendons pas qu'il existe des valeurs naturelles ou éternelles. Nous disons simplement que ce serait du **matérialisme vulgaire** que de vouloir liquider la critique des valeurs issues du capitalisme, de la société de classes et patriarcale, en invoquant le progrès universel et le primat des rapports sociaux et des conditions matérielles sur les idéologies et les valeurs.

Si les lois existent... elles s'appliquent

La suite du texte de Charles Gagnon contient des affirmations avec lesquelles je suis fondamentalement d'accords. D'abord, le texte affirme que "l'existence des personnes et des sociétés se déroule suivant des lois que l'étude scientifique permet de découvrir (p. 34). Ensuite, l'article ajoute que "la liberté des hommes de transformer la nature est fonction de la connaissance qu'ils en ont" (p. 34). Mais, là où les problèmes commencent à se manifester, c'est quand l'article se met à appliquer ces affirmations. Car, il semble qu'alors nous n'en ayons pas tous et toutes la même compréhension.

Ainsi, Charles Gagnon nous dit que le "socialisme n'est pas une fatalité" (p. 34), que "si le matérialisme historique nous permet de comprendre (...) comment certaines étapes de l'évolution des sociétés se sont déroulées, il ne nous permet pas de dire que ces étapes étaient inévitables" (p. 35). Et, finalement, l'auteur ajoute que le marxisme "ne nous permet pas de prédire l'avenir"[1]. Mais que diable! Ce marxisme-là va-t-il nous servir à quelque chose finalement?

Disons les choses crûment: ce genre d'argumentation a des allures de scepticisme[2]. A quoi sert-il d'affirmer qu'il y a des lois si, en pratique, leur application semble le fruit de on ne sait trop quelles circonstances aléatoires? Quant à moi, je n'ai aucune crainte à affirmer que la société de classes, le capitalisme et le socialisme sont des étapes historiques inévitables — quand on les considère à l'échelle de l'ensemble de l'histoire humaine — de la même façon que nous pouvons affirmer que, dans notre monde, les êtres vivants ont besoin d'atomes de carbone pour se constituer.

Prenons le cas du capitalisme comme exemple. Son apparition dans l'histoire s'explique par le fait que la production sociale s'est développée à un point tel qu'elle exigeait l'échange, le marché, condition à son tour d'une spécialisation plus poussée de la production. De cet élargissement du marché découlait tout naturellement une nouvelle loi, celle de produire pour vendre ou, plus précisément, de **faire** produire pour vendre. Et, c'est cette nécessité même du libre échange des marchandises et des travailleurs qui a créé la nécessité du capitalisme. C'est là une **loi objective** du développement économique, une loi qui, bien sûr, s'applique à travers des circonstances diverses de lieux, de personnes et de situations, mais qui, au-delà de ces circonstances, **s'applique.**

Mais, dira-t-on, telle société primitive est passée directement du communisme primitif au capitalisme, ce qui prouve qu'il n'y a pas d'étapes inévitables. Bien sûr, chaque communauté humaine ne va pas "perdre son temps" à refaire l'histoire en vase clos alors qu'un mode de production plus avancé a triomphé à l'échelle mondiale. Mais, cela ne change rien au fait que ce capitalisme-là est d'abord apparu sur

---

1. Sans tomber dans le fatalisme ou jouer au prophète, on ne devrait pas oublier qu'il est tout à fait possible à la fois pour les sciences de la nature et les sciences sociales de prédire des phénomènes. C'est toute l'utilité pratique des sciences qui est ici en jeux. Pour ne prendre que l'exemple de la physique, rappelons qu'on y trouve de nombreux cas où des phénomènes et des lois ont été prédits bien avant leur découverte. C'est le cas de la découverte de la planète Neptune. Pour rendre compte des anomalies découvertes dans le mouvement d'Uranus vis-à-vis de la loi de l'attraction universelle, Le Verrier conclut à l'existence de Neptune et indiqua à Galle l'endroit où ce dernier la découvrit le 23 septembre 1846. Des calculs basés sur la mécanique céleste de Newton l'avaient ainsi conduit, selon le mot d'Arago, à "voir véritablement au bout de sa plume" la planète Neptune.
2. **Scepticisme:** courant philosophique prêchant le doute quant aux possibilités de connaître la vérité objective; voir Lénine, **Matérialisme et empiriocriticisme,** Oeuvres complètes, tome 14, note 48, p. 387.

les cendres du féodalisme et de l'esclavagisme pour ensuite dominer tous les modes de production antérieurs.

Finalement, c'est quand on discute du socialisme que le relativisme de Charles Gagnon risque le plus d'en porter certains à des conclusions ambiguës. Car, finalement, si les lois s'appliquent si peu en pratique, est-il vraiment nécessaire de les connaître? Et alors, pourquoi devrait-on accorder de l'importance aux erreurs de ligne politique dans la lutte pour le socialisme puisque, de toute façon, on ne doit pas considérer qu'une juste application du matérialisme historique "conduirait inévitablement au socialisme" (p. 35)? On doit constater, et cela indépendamment des intentions de l'auteur, que ce genre d'argumentation risque fort d'alimenter le cynisme et la démobilisation qui se sont emparés depuis quelque temps de plusieurs militants progressistes ou communistes. Car, à force d'insister sur les facteurs objectifs d'une part, mais aussi sur la relativité des lois de l'histoire, on peut en venir à rejeter non seulement l'inévitabilité historique du socialisme mais, en réalité, sa possibilité même, du moins avant nombre d'années. Implicitement, on en arrive à conclure que les révolutions russe et chinoise, pour ne citer que celles-là, ne pouvaient pas réussir, et cela indépendamment de toute considération de ligne politique. En somme, ces échecs seraient bien davantage le résultat d'un déterminisme objectif que d'une liberté mal appliquée. C'est comme si on disait aux ingénieurs de la NASA après l'échec d'un décollage: inutile de retourner à vos tables à dessin pour analyser vos erreurs et parfaire vos connaissances des lois de la nature, l'échec du décollage est dû aux conditions objectives...

Si on étudie le monde, c'est dans un seul but: le changer

"La dialectique matérialiste de Marx et Engels inclut sans contredit le relativisme, mais ne s'y réduit pas; c'est-à-dire qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la relativité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité"[3].

Que doit-on conclure de cette phrase de Lénine? Premièrement, qu'on ne doit pas prendre des vessies pour des lanternes et mettre la relativité de nos connaissances sur le dos de la relativité des lois elles-mêmes. Deuxièmement, que nos connaissances s'inscrivent dans des limites historiquement déterminées et que, par conséquent, l'expérience, les leçons de l'histoire, sont la meilleure façon, en fait la seule, pour rendre nos connaissances plus conformes à la réalité. Contrairement à ce que dit Charles Gagnon, j'affirme quant à moi que le socialisme est une "fatalité" en ce sens que c'est une étape historique inévitable. Je dis aussi que l'erreur dans la lutte consciente pour y parvenir est aussi, inévitable, mais qu'elle peut et qu'elle doit être corrigée en tirant les acquis de la pratique. C'est cela, apprendre à se servir de notre liberté pour maîtriser le déterminisme. Voilà comment je comprends les rapports entre les facteurs objectifs et subjectifs.

Les ouvriers russes, chinois, vietnamiens ne se sont pas battus en vain, pas plus que ceux de la Commune de Paris en 1871. Les batailles perdues sont autant de leçons pour la victoire future.

Fraternellement,
Un militant d'EN LUTTE!,
Montréal, août 81

3. Lénine, ouvrage cité, p. 140

L'école et la reproduction du système capitaliste

UNITÉ PROLÉTARIENNE a abordé pour la première fois dans le No 22 le domaine de la psychologie avec l'article de deux collaborateurs sur l'oeuvre de Jean Piaget. Félicitation aux auteurs pour leur article et pour l'avoir offert à UNITÉ PROLÉTARIENNE. La presse communiste a besoin de la collaboration de tels spécialistes, progressistes ou communistes. (...)

Malheureusement, l'article est entaché d'un certain intellectualisme qui risque d'en diminuer la compréhension et d'en restreindre la portée. Le langage est hermétique, universitaire. (...)

Dans une note, les auteurs de l'article soulignent comment selon les sociétés on atteint le stade de la pensée formelle à des moments différents. Cela est vrai aussi à l'intérieur d'une même société: diverses études ont démontré que même aux Etats-Unis une forte proportion des adultes ne maîtrisent jamais pleinement la pensée hypothético-déductive. L'article de la revue ne le mentionne pas, mais on peut au moins poser la question de la relation entre ce phénomène et l'origine de classe.

Une chose est certaine, la classe ouvrière est nettement sous-représentée au cégep et à l'université (mais surreprésentée dans les profils professionnels au secondaire et au cégep), alors que les fils et les filles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie s'y retrouvent dans une proportion nettement supérieure à leur importance numérique dans la population. Les fils et les filles de la classe ouvrière sont-ils massivement et congénitalement sous-doués, incapables d'atteindre la pensée formelle et prédestinés à la formation manuelle et technique (quand ce n'est pas tout simplement au "dropping out")?

A moins de verser dans le sophisme et le préjugé, il faut chercher ailleurs l'explication de la sélection scolaire. Le fils d'enseignant et de médecin sera probablement plus disposé à l'étude des matières académiques que le jeune issu d'un quartier populaire qui ne vit pas au milieu de bibliothèques bien garnies, mais n'a que la rue pour occuper ses loisirs. Celui-ci sera nettement défavorisé par rapport au fils de médecin car on ne tiendra compte à l'école que de certains savoir-faire avec lesquels il n'est pas familier. Le problème n'est donc pas d'ordre individuel et intellectuel, mais culturel, donc socio-économique et politique. Piaget tient-il compte de l'incidence des conditions socio-économiques sur le processus d'apprentissage?

Aucune théorie de l'apprentissage ne peut sérieusement attribuer le comportement scolaire d'un enfant à ses seules qualités innées, elle ne peut nier l'influence déterminante du milieu sans nier en même temps le droit de la majorité à la scolarisation. (...)

Où en est ce débat actuellement? Il est très clair que la conception bourgeoise de la responsabilité individuelle de l'élève domine nettement dans les rangs des enseignants et qu'elle contribue à l'élimination massive du système scolaire des jeunes issus des milieux populaires. La plate-forme revendicative de la CEQ sur l'école qui propose une conception progressiste, quoique réformiste, de l'école s'est heurtée aux préjugés. Pourtant, sans croire que l'école peut changer la société, j'estime que la plate-forme met de l'avant des revendications immédiates qu'il importe de ne pas négliger parce qu'elles peuvent entraîner un changement dans les conditions subjectives de la révolution (rôle de transmission des valeurs de l'école...). D'où l'importance d'intensifier le débat sur la psycho-pédagogie et la responsabilité de la gauche et d'EN LUTTE! en particulier dans ce débat si on est conscient que l'école contribue à reproduire le système capitaliste.

Un enseignant du secondaire au Québec

Un mouvement en crise... Un mouvement à renforcer et à unir

Au printemps dernier, le secrétaire aux affaires internationales d'EN LUTTE! revenait d'un voyage en Europe qui l'a conduit à rencontrer plusieurs organisations révolutionnaires de différents pays. Parmi ces organisations, citons le MAPU (Parti des travailleurs) du Chili, le PCR-l'exploité de Belgique, Peykar d'Iran, En avant prolétaire de France, qui avaient toutes accepté le projet de conférence internationale proposé par EN LUTTE!.

Le voyage de notre camarade avait pour objectif de discuter de la justesse ou non d'un tel moyen d'action dans la conjoncture actuelle, un moyen que nous avions déjà commencé à questionner. Mais plus important encore, ce voyage, comme ceux réalisés en Italie, en Espagne, au Venezuela, au Nicaragua, au Salvador et en Irlande par divers camarades dans la dernière année, auront permis de tâter le pouls du mouvement révolutionnaire. Ils auront permis de mieux comprendre les points forts et les faiblesses actuelles de ce mouvement dans un contexte où les masses populaires font face à la montée des forces de droite dans presque tous les coins du monde.

Nous avons donc parlé avec lui de cette montée de la réaction, mais aussi de la résistance populaire qu'elle suscite comme l'illustre le mouvement actuel de solidarité avec le Salvador ainsi que des courants politiques nombreux qui animent ce mouvement de résistance. C'est en tenant compte de cette situation que nous avons tenté de mieux comprendre au cours de cet entretien les facteurs politiques et idéologiques de la crise que traverse le mouvement révolutionnaire afin de saisir les terrains sur lesquels il faut agir pour le renforcer et l'unir.

En avril à Brixton, en mai à Bristol et en juillet à Liverpool, les bobbies passent à l'attaque pour réprimer les révoltes spontanées.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: On parle beaucoup de la montée de la droite en Amérique du Nord, mais l'Europe n'est pas non plus exempte de cette réalité. Il y a eu la tentative de coup d'Etat en Espagne, la répression antiterroriste en Allemagne de l'Ouest et en Italie, les attentats fascistes, etc. Comment as-tu pu constater cette montée de la droite et de la répression dans les pays où tu es allé?

En Europe, la montée de la droite est un phénomène de plus en plus évident. C'est particulièrement vrai en Allemagne, un pays où la social-démocratie est au pouvoir, un pays tant vanté ici par le NPD et les dirigeants syndicaux. Dans ce pays existent de nombreuses lois extrêmement discriminatoires à l'endroit de nombreuses couches du peuple. Il existe par exemple une loi qui rend "subversive" toute personne qui sympathise de près ou de loin avec des prisonniers politiques, par exemple ceux de la Red Army Faction, une organisation terroriste. Selon cette loi, tous les individus manifestant leur sympathie publiquement, soit par des écrits ou des manifestations à ces prisonniers qui subissent les pires conditions de détention, peuvent être à la limite condamnés comme membre d'un groupe subversif. C'est une loi qui vise à empêcher tout développement du soutien aux revendications des prisonniers politiques, même si tu ne soutiens pas nécessairement les moyens mis de l'avant et prônés par ces prisonniers. Et cela se passe dans un pays social-démocrate.

Un autre exemple, c'est que la coalition de droite qui avait appuyé Strauss aux dernières élections commence à mettre de l'avant l'idée d'interdire toute manifestation en Allemagne. Et il faut dire qu'en Allemagne, les manifestations sont un moyen important utilisé sur tous les fronts de lutte: logement, femmes, antinucléaire, etc. Ces manifestations sont la plupart du temps violentes.

Un autre terrain sur lequel on assite à une montée de la droite très importante, c'est celui du racisme. En Allemagne et en France, il y a des millions de travailleurs immigrants turcs. Les forces fascistes les attaquent systématiquement. C'est le cas par exemple des "Loups gris" en Allemagne qui tentent

de démanteler tout mouvement progressiste dans la communauté turque. Tout cela évidemment au nom de la lutte contre le chômage ou même, en Allemagne, pour "préserver la race allemande".

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Comment les masses réagissent-elles à cette situation et quelles couches de la population cela touche-t-il? Et qu'en est-il plus exactement du mouvement ouvrier?

La riposte est aussi de plus en plus importante. Par exemple, chez les étudiants immigrés, il y a un bon nombre d'organisations politiques et de défense. Chez les Tucs, il y a plusieurs associations de travailleurs et d'étudiants turcs qui luttent contre la restriction de leurs droits démocratiques et les lois sur l'immigration, et cela pas seulement en Allemagne, mais notamment en France et en Belgique.

Dans certains cas, ces organisations remportent des victoires. En France, l'an dernier, des immigrants turcs ont manifesté contre cette discrimination, ils ont fait des grèves de la faim, de la propagande large et ont réussi à obtenir un adoucissement des lois d'expulsion des travailleurs étrangers illégaux.

Le mouvement antinucléaire en France et en Allemagne mobilise beaucoup les jeunes et ils sont mobilisés d'autant plus que les marges de manoeuvre des bourgeoisies européennes face à l'énergie sont beaucoup plus minces qu'elles ne peuvent l'être dans un pays comme le Canada. Donc, les bourgeoisies européennes s'appuient beaucoup plus sur le développement des sources alternatives d'énergie, en particulier le nucléaire, et sur la nécessité de profiter de la crise énergétique actuelle pour accentuer leur puissance économique dans le monde. La France et l'Allemagne sont impliqués dans le cartel de l'uranium qui a fait scandale l'an dernier. Il y a une résistance importante au nucléaire de la part des jeunes, mais aussi de la population en général. La résistance se développe aussi sur la question des femmes, du logement, etc.

Le problème qui demeure central, c'est que le mouvement ouvrier dans son ensemble reste en Europe dominé ou dirigé par des forces qui ont souvent intérêt, sinon à appuyer toute la bourgeoisie, du moins une fraction, comme celle qui est au pouvoir en Allemagne par exemple.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Ça veut dire quoi concrètement l'intégration des syndicats allemands à l'appareil d'Etat?

Ça veut dire qu'ils sont associés étroitement à la gestion de la crise économique, à la détermination du niveau de salaire, aux politiques budgétaires de l'Etat, etc. C'est ce qu'on appelle ici le tripartisme, mais là il est institutionalisé, ce qui rend la situation tout à fait différente de celle au Canada où cette intégration n'est pas aussi poussée. C'est vraiment une épine au pied du mouvement ouvrier qui limite considérablement son action.

A Plogoff, en France, une population mobilisée contre le nucléaire.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: N'est-ce pas là justement l'une des sources des théories qui disent que le mouvement ouvrier n'a plus de rôle révolutionnaire à jouer, qu'il n'est plus l'avant-garde?

C'est juste. De nombreux jeunes, de nombreux progressistes en général, malgré le caractère positif de leur révolte, ne reconnaissent pas le rôle que devrait jouer la classe ouvrière dans la solution des contradictions du système capitaliste, soit parce qu'ils en ont contre la direction que pourrait offrir les organisations de la classe ouvrière à l'heure actuelle, soit parce qu'ils refusent toute direction prolétarienne dans la lutte pour le socialisme. Ainsi, par exemple, le phénomène des groupes et des organisations autonomes est très important en Italie. Et on peut dire que le développement de ces mouvements est certainement lié à la faiblesse du mouvement communiste européen. Celui-ci n'arrive pas à apporter de réponses aux nouveaux problèmes engendrés par le développement du capital qui pousse de nouvelles racines à l'échelle internationale. Et puisque le mouvement communiste n'a pas de réponses à ces questions, on assiste au développement d'idées selon lesquelles ce n'est plus la classe ouvrière qui devrait être à l'avant-garde de la révolution et des changements radicaux à opérer dans la société aujourd'hui.

Ça va loin, parce que dans le cas de l'Allemagne, ça va jusqu'à favoriser le coopérativisme à une grande échelle. C'est toute une mode actuellement que de favoriser l'autogestion dans des coopératives de toutes sortes, qui se lancent dans la fabrication de biens de consommation, alimentaires par exemple.

Il s'agit d'un courant qui a beaucoup d'influence dans la jeunesse et les couches progressistes de la petite bourgeoisie ainsi que parmi certaines sections désabusées des classes supérieures de la société. Tout cela est vu comme une alternative à un système qu'on refuse et qui se bâtirait à côté du capitalisme. Ces courants dont il reste à faire une évaluation plus précise à mon sens sont souvent très combatifs, mais ils appuient leur action sur le refus de toute

direction de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme.

UNITÉ PROLETARIENNE: Tu nous dit que ces courants se développent faute d'une alternative communiste. Quelle est la force justement de ce mouvement dans les forces d'opposition? Peut-on se contenter d'une évaluation selon laquelle tout va bien sauf quelques déviations de droite comme le prétend chez nous le Parti communiste ouvrier (PCO) par exemple?

Ce n'est pas tout à fait vrai que c'est faute d'alternative communiste que ces courants se développent. Car, indépendemment de l'action des communistes, ces courants se développent dans des couches de la population, y compris même au sein de la classe ouvrière, qui y voient une solution aux problèmes qu'ils vivent présentement; ce sont des courants qui s'appuient sur des problèmes réels vécus par ces couches de la population: chômage, discrimination sexuelle ou nationale, sécurité de vie, etc.

Mais pour parler du genre d'analyse que fait le PCO, ça me fait penser à quelqu'un qui se cacherait la face dans le sable et qui ne la sortirait que pour faire le décompte des amis qui lui restent. Pour ceux qui font ce genre d'analyse, la crise du mouvement communiste international semble commencer au moment où le PC chinois a remis en question les acquis de la Révolution culturelle. C'est dans cette période que les forces troismondistes ont commencé à connaître des scissions et des démobilisations. Par exemple, le KPD allemand s'est liquidé, The Call, le journal du PCML des USA a connu plusieurs problèmes, le PCML de France également. Tout cela serait apparu d'un seul coup parmi ces partis à cause de tendances opportunistes de droite qui seraient liées à l'évolution de la politique des nouveaux dirigeants chinois! Cela peut peut-être en rassurer certains... Sauf qu'au-delà de la crise des forces pro-chinoises, il y a une crise politique profonde qui porte sur l'incapacité du mouvement à fournir une voie révolutionnaire unifiée au combat des masses opulaires dans les pays impérialistes mais aussi dans les pays dominés.

A côté des forces pro-chinoises en crise, qui, plus souvent qu'a leur tour, soutiennent la politique de leur bourgeoisie, il y a aussi les forces dites proalbanaises, il y a celles qui se réclament de la pensé Mao Zédong, il y a aussi des forces qui s'appuient sur le terrorisme, des forces autonomistes, etc. Or, dans les pays capitalistes avancés à tout le moins, ce sont tous des courants qui vivent présentement une crise profonde.

Tout cela fait partie de la réalité de la lutte contre le révisionnisme depuis les années 60 et on ne peut pas se cacher la tête en disant: "Ce ne sont pas des marxistes-léninistes, donc ça n'existe pas". Ça serait se condamner à ne rien comprendre à la réalité.

Manifestation en Hollande contre le déploiement des missiles américains à la base aérienne de Soesterberg.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Si ce ne sont pas les étiquettes qui sont les vraies lignes de démarcations, où sont-elles alors?

Le plus souvent, la crise du mouvement communiste se manifeste par des scissions, des démobilisations, des liquidations, mais ce que cela illustre, c'est qu'il y a des questions politiques de fond qui sont sou-jacents à ces problèmes.

Pour illustrer cela, prenons un exemple au Portugal. En avril 74, au Portugal, le peuple a mis fin à une dictature fasciste qui durait depuis des décennies. Face à l'agitation politique qui a suivi cet événement, la droite a progressivement repris le dessus. Plusieurs forces qui se démarquaient du Parti socialiste et du Parti communiste ont tenté de réaliser leur unité. Elles ont même soutenu un candidat commun aux élections à la présidence du pays. Sauf que les Forces d'unité populaire qui sont nées de cette unité ont éclaté l'an dernier. Une des forces constituantes de ce mouvement était le Parti communiste portugais (reconstruit) (PCP(r)) fondé en 74-75 en plein coeur de la révolution, par l'union de 3 organisations. Ce parti n'était pas une force dirigeante, mais il pouvait compter jusqu'à 2,000 membres et plusieurs milliers de sympathisants; il prônait une sorte de "25 avril du peuple", une "révolution des oeillets populaire". Suite à la défaite du mouvement populaire, des débats importants se sont engagés dans le PCP(r) et il en est résulté une scission vers 78-79. Quel était le fond des divergences? Ce n'est que beaucoup plus tard que nous le saurons, en prenant entre autres connaissance des positions d'autres organisations comme par exemple Unidade Communista, formée d'un bon nombre d'ex-militants du PCP(r).

Les questions majeures portaient sur la voie de la révolution au Portugal et la justesse du mot d'ordre de révolution démocratique populaire. Ce mot d'ordre convenait-il encore au Portugal d'aujourd'hui où le prolétariat s'est développé, l'industrialisation aussi, même si elle est dominée et plus faible que dans d'autres pays? La paysannerie était-elle encore sous le joug du féodalisme? Voilà des questions que pose aujourd'hui Unidade Communista et qui étaient posées au sein du PCP(r) avant la scission et qui ont semble-t-il été résolues par l'expulsion d'un certain nombre de personnes. Ces questions portaient aussi sur le suivisme du PCP(r) à l'égard du Parti du travail d'Albanie, sur le soutien internationaliste de façade du PCP(r).

Des questions semblables sont actuellement posées dans le Parti communiste du Brésil. Elles sont également à la source de plusieurs débats au sein du Parti communiste espagnol (m.-l.).

Sans dresser une liste complète, on peut quand même dire qu'il y a de nombreuses questions en débat dans le mouvement révolutionnaire qui doivent être analysées plus sérieusement et sur lesquelles on doit engager la polémique dans la perspective la plus large possible.

A l'heure actuelle, les difficultés à unir les forces révolutionnaires dans la lutte contre le capital sont très grandes; le plus souvent ces tentatives d'unité sont éphémères. Et les questions de stratégie et de tactique sur lesquelles achoppent l'unité renvoient à l'incapacité plus fondamentale du mouvement communiste de procéder à une analyse concrète de l'impérialisme aujourd'hui, des rapports de force mondieux et des classes sociales en lutte

dans chaque pays et à l'échelle du monde. Par exemple, ce n'est pas uniquement en affirmant que l'impérialisme est en crise et que cela conduira inévitablement à sa perte qu'on pourra élaborer une stratégie et une tactique révolutionnaire concrètes. Les communistes ont déjà affirmé dans le passé que l'impérialisme était engagé dans une "crise générale" et que sa faillite était imminente. On voit pourtant qu'il a survécu à plusieurs crises et qu'il a connu un développement considérable depuis la Deuxième Guerre mondiale notamment. Sans comprendre les caractéristiques spécifiques de la crise aujourd'hui, elles-mêmes liées au développement des rapports de classes, comment est-il possible d'établir correctement une stratégie et des tactiques qui tiennent compte de ces développements?

Ce n'est pas qu'il faut opposer les tâches d'analyse aux combats révolutionnaires concrets que mènent les masses C'est justement le contraire. Il faut faire en sorte que les questions majeures qui se posent dans le développement de la lutte révolutionnaire trouvent des réponses fondées sur une compréhension scientifique de la lutte de classe.

C'est d'ailleurs pourquoi EN LUTTE! s'est engagé dans l'étude et le débat sur l'histoire de la lutte pour le socialisme et dans ce qu'on appelle "actualiser" notre analyse de l'impérialisme. Pour nous, ça demeure essentiel si on veut rompre complètement avec les réponses superficielles et répondre aux arguments de ceux qui remettent en cause le marxisme-léninisme en s'appuyant sur l'échec de son application dans tel ou tel pays.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Quels sont les problèmes qui te paraissent les plus importants à débattre et à analyser présentement?

Un de ceux-là, c'est justement l'analyse de l'impérialisme aujourd'hui. Est-ce principalement un problème de domination étrangère sur d'autres pays ou si l'impérialisme n'est pas plutôt un stade de développement du mode de production capitaliste qu'on peut analyser? Dépendant de la réponse à cette question, on peut envisager la lutte contre l'impérialisme de façon différente. Par exemple, la théorie selon laquelle il y a deux superpuissances qui sont les ennemis principaux découle d'une conception de l'impérialisme où ce qui est essentiel, c'est la domination étrangère d'un pays. Cela a conduit bien des organisations à collaborer avec leur bourgeoisie impérialiste.

Plus fondamentalement que cela, il y a le problème de comment l'impérialisme se développe et est arrivé pourrait-on dire à se ressourcer, des nouvelles formes d'accumulation qui se sont développées depuis la Deuxième Guerre mondiale. C'est une analyse qui doit être faite si on veut comprendre précisément les rapports de force internationaux. Le développement de l'Europe par exemple, son importance politique et économique, cela est lié à des développements économiques importants. On ne peut plus se contenter de voir l'Europe comme un simple allié des USA dans le camp occidental.

Une autre question très importante, c'est la conception même qu'on a du socialisme et en conséquence la voie pour y parvenir. Cela nous ramène au cas de l'URSS. Le socialisme est-il un mode de production donné qui répond à des critères bien définis ou n'est-il pas plutôt un processus de transition où la lutte entre le capitalisme et le communisme se mène continuellement et où les formes particulières du développement économique à un moment donné sont davantage dépendantes du point de départ de chaque pays et de la conjoncture internationale que de critères idéaux ou intégraux qu'il faudrait atteindre?

Aussi, il faut parler du caractère international de la lutte du prolétariat et de ses conséquences pour la lutte aujourd'hui même. Peut-on envisager le succès de la révolution à partir de chaque pays pris séparément à une époque où le capitalisme a étendu les rapports d'exploitation à l'échelle du monde? Cela n'exige-t-il pas que chaque lutte soit située en rapport l'une avec l'autre?

Finalement, la question du parti, de sa construction, a déjà commencé à être débattue de façon importante dans le mouvement.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: C'est cette analyse qui a amené EN LUTTE! à redéfinir son action et à l'élargir au-delà des forces pro-albanaises ou pro-chinoises?

On a été nous-mêmes un peu victimes d'une certaine étroitesse dans notre analyse de l'évolution des contradictions du mouvement. On a découvert des forces qu'on ignorait auparavant. On a pu rencontrer des organisations dont les origines n'étaient pas nécessairement liées à l'évolution des grandes polémiques du mouvement communiste. Pour certaines de ces organisations, la lutte contre le révisionnisme était beaucoup plus liée à la lutte contre les partis et les solutions révisionnistes et collaboratrices dans leur propre pays. Par exemple, les Forces populaires de libération (FPL) au Salvador sont issues du PC salvadorien en 1970 qu'elles ont critiqué pour avoir abandonné la lutte armée et collaboré avec la bourgeoisie salvadorienne. Au Chili, le MAPU (Parti des travailleurs) est issue en partie du mouvement social-chrétien et a rompu d'abord avec la religion et ensuite avec le réformisme et le révisionnisme. Une fraction de l'ex-MAPU des années 70 a adopté des positions se rapprochant de plus en plus

A Berlin, des squatters occupent d'anciens immeubles laissés à l'abandon. Résistants constamment aux autorités, les occupants y ont mis sur pied un atelier de mécanique, une menuiserie et une entreprise de taxis autogérés.

En Italie, au nom de la lutte contre le terrorisme, on réprime tout mouvement populaire. Ci-haut: arrestation d'un leader présumé des Brigades rouges.

du marxisme-léninisme. En Iran, l'organisation Peykar est aussi une organisation du même type, qui origine des Mojahedines et qui a dû rompre avec l'islam.

Ce n'est pas tellement notre définition du mouvement communiste international qui a changée que les forces auxquelles s'adresse notre action. Nous ne cherchons pas à remplacer une définition stéréotypée par une autre. Nous voulons rompre avec cette façon de concevoir le mouvement révolutionnaire comme une réalité figée qui se met en boîte.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Pour illustrer cette situation, prenons l'exemple des positions des diverses organisations face à l'URSS. Peut-on considérer que la démarcation face à l'URSS est un acquis parmi les forces révolutionnaires dans le monde?

Les Chinois et les Albanais ont mené dans les années 50-60 une lutte que nous jugeons toujours positive contre le révisionnisme soviétique. Mais cette lutte n'est pas allée assez loin à notre avis. On a critiqué le pacifisme, la collaboration de classes, le retour au capitalisme en URSS, mais on voit aujourd'hui que cette critique a eu une portée limitée.

Par exemple, de nombreuses organisations n'ont pas adhéré aux thèses soviétiques sur le pacifisme et l'abandon de la révolution armée à l'époque. Mais depuis 74-75 l'URSS se montre plus ouverte à soutenir les mouvements de libération nationale qui mènent la lutte armée, et certains partis comme le PC chilien commencent à faire des autocritiques. Face à cela, des organisations qui soutiennent la lutte armée depuis toujours considèrent ces changements comme positifs, progressistes et conséquents avec l'internationalisme. Elles n'admettent pas que ces changements n'ont d'autre objectif pour l'URSS que de se gagner de nouvelles sphères d'influence.

Il faut reconnaître que l'analyse du retour au capitalisme en URSS reste un problème très actuel. Les analyses à ce niveau restent encore sommaires et peu convaincantes. Des progrès significatifs de ce côté exigent à mon sens que des pas soient franchis dans l'analyse du caractère spécifique du capitalisme soviétique. Le capitalisme ne s'est pas développé en URSS comme aux USA ou en Europe de l'Ouest et comme on y rencontre des formes différentes d'accumulation du capital, plusieurs se demandent si ce ne serait pas le socialisme. L'importance de la centralisation de l'économie, à cause même du passé révolutionnaire de ce pays, est un phénomène à considérer aussi. C'est tout le débat sur la propriété en apparence sociale des moyens de production qui apparaît souvent comme du socialisme.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: N'assiste-t-on pas justement sur ce terrain à un certain mouvement de recul? Par exemple, prenant appui sur des lacunes réelles au niveau de l'analyse comme tu le soulignes, n'a-t-on pas vu des organisations se ranger carrément derrière les positions de l'URSS?

Il y a plusieurs forces qui se rapprochent de plus en plus du point de vue que l'URSS n'est pas un pays capitaliste, ni impérialiste et qu'elle peut avoir une politique progressiste à certains égards. Par exemple, le PCML d'Italie dit qu'i faut réouvrir le débat sur la question de l'URSS dans le sens précis de pouvoir réunir toutes les forces prorévisionnistes, y compris des partis au pouvoir comme en Allemagne de l'Est ou en Hongrie parce qu'ils feraient des choses positives. Le Communist Workers Party aux USA vient aussi de changer de position face à l'URSS. Il dit maintenant que ce n'est pas un pays capitaliste. Le soutien face à l'invasion de l'Afghanistan, la "neutralité" devant les événements de Pologne ou encore le silence sur ce qui se passe en Erythrée, ce n'est pas le seul fait de certaines organisations marxistes-léninistes, mais de nombreuses organisations révolutionnaires dans le monde.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Il n'empêche que les organisations ont des leçons à tirer de la lutte qui se mène aujourd'hui. Peux-tu nous parler des leçons qu'on commence déjà à tirer suite à la lutte victorieuse au Nicaragua et le combat qui se poursuit au Salvador?

Au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a su évidemment tirer profit d'une situation favorable. Pendant que les USA étaient divisés, la chute de Somoza était aussi souhaitée par d'autres puissances impérialistes, en Europe par exemple. Le FSLN a donc su tirer profit de toutes ces contradictions pour mobiliser les couches populaires et même des fractions importantes de la bourgeoisie.

Dans le cas du Salvador, la situation est plus difficile. D'une part, les USA sont prêts au génocide pour empêcher une victoire révolutionnaire. D'autre part, l'Europe et l'Internationale socialiste favorisent quant à eux un gouvernement de type social-démocrate, mais dont seraient exclues les forces révolutionnaires.

Mais dans ces deux cas, plusieurs organisations révolutionnaires tirent comme leçon que les forces qui ont dirigé la lutte ont su réaliser l'unité la plus large. Cela est considéré comme une leçon très importante pour l'action révolutionnaire dans d'autres pays d'Amérique latine. Des camarades chiliens par exemple m'ont dit que plusieurs organisations commençaient à

remettre en cause leurs anciennes pratiques dogmatiques ou sectaires face aux autres organisations, ou même face aux autres couches non prolétariennes.

Mais en même temps, d'autres sont plus prudents avant de tirer des conclusions uniquement positives de ces luttes. Pour plusieurs, l'offensive générale déclenchée au Salvador en janvier 80 l'a été principalement sur la base de facteurs externes, en particulier la venue de Reagan au pouvoir aux USA. Pour eux, l'unité des forces révolutionnaires au Salvador ne conduit pas automatiquement à la victoire du peuple si les bases de cette unité demeurent trop fragiles. Or, on sait qu'il y a des débats intenses parmi les forces salvadoriennes sur la question de la voie à suivre dans la poursuite de la lutte présentement.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Mais ces deux expériences, comme d'ailleurs celle de Cuba, ne repose-t-elle pas la question du rôle du parti dans la révolution?

Il y a des organisations qui tirent comme leçon de ces expériences qu'il n'est pas absolument impossible qu'une révolution soit victorieuse sans être dirigée par un parti prolétarien. C'est une leçon qui est contraire à ce que nous ont appris les expériences russes, chinoise, albanaises ou vietnamienne, où des partis prolétariens ont dirigé la lutte.

L'examen de ces questions ainsi que du rapport entre le parti et les masses est souvent l'occasion d'une critique acerbe de conceptions qualifiées de "staliniennes" où le parti dirige tout de A à Z. C'est aussi l'occasion de critiquer les pratiques antérieures des partis sur la façon dont ils entretiennent leurs liens avec les masses. Dans certains cas, cette critique est même l'occasion de remettre en question la nécessité d'un parti d'avant-garde ou de ne voir sa nécessité qu'après la révolution, comme ça s'est produit à Cuba justement.

Ce qui est encourageant, c'est qu'il commence à y avoir des débats publics sur ces questions et pour notre part, nous avons l'intention d'en rendre compte aussi dans la revue **Forum international.**

Par ailleurs, je pense que le débat sur le parti, sur son rôle avant et après la révolution ne doit pas être mené à coups d'arguments de principe ou encore de réponses du même type, mais en rapport avec les conditions concrètes de la lutte aujourd'hui. Autrement dit, le type d'organisation d'avant-garde nécessaire dans un pays à un moment donné ne devrait pas être défini d'abord en opposition ou non avec ce qu'on appelle la "conception stalinienne" du parti, mais plus en fonction du programme et de l'organisation nécessaire pour vaincre l'ennemi.

Au plan international, c'est aussi une question très importante, car si on peut avoir des hésitations justifiées à recréer une internationale en tout point semblable à l'Internationale communiste (1919-1943), il n'en demeure pas moins que la collaboration ou la seule coordination de la solidarité internationale s'avère toujours insuffisante pour vaincre un ennemi dont la force s'étend à l'échelle du monde.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Concernant le débat public justement, penses-tu qu'il se développe? A-t-on tiré des acquis du "silence" qui avait caractérisé les forces révolutionnaires à l'époque du soutien au Vietnam par exemple?

A cette époque, on ne voyait personne faire la critique des limites de la révolution vietnamienne, ou de la position du Parti des travailleurs du Vietnam (PTV) face à l'URSS, etc. Mais aujourd'hui, il y a des forces qui, tout en soutenant la lutte du Salvador, considèrent qu'il faut aussi faire la critique du programme et de l'analyse des rapports de force qui sont mis de l'avant par les forces révolutionnaires au Salvador. Le mouvement de soutien au Salvador regroupe des courants politiques très différents. Dans ce mouvement, il est nécessaire que ceux qui ont un point de vue critique le faissent connaître sans pour autant ménager leur soutien. Il faut que le débat se mène dans la perspective de tirer toutes les leçons de la lutte et d'éviter que les succès révolutionnaires ne mènent à renouer des liens avec d'autres puissances impérialistes, qu'il s'agisse de l'URSS ou de l'Europe.

Par exemple, le MAPU(PT) a lui-même organisé en France avec d'autres militants chiliens, dont certains du MIR, des débats sur l'expérience du Nicaragua. Lors de la conférence de soutien au Salvador, tenue l'an dernier à Caracas (Venezuela), des débats ont aussi eu lieu sur les alliés de la révolution salvadorienne.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: Pour conclure, EN LUTTE! a élargi ses horizons, en même temps que l'objectif reste toujours d'unir les forces révolutionnaires sur un même programme. Alors quoi faire dans l'immédiat?

Le moyen principal dans la période qui vient, ce sera de mettre l'accent sur la polémique autour des questions politiques de fond. Un instrument important pour cela, c'est évidemment **Forum international** qui devrait aborder plusieurs des questions que j'ai mentionnées et d'autres, comme la lutte armée, les diverses expériences révolutionnaires, etc.

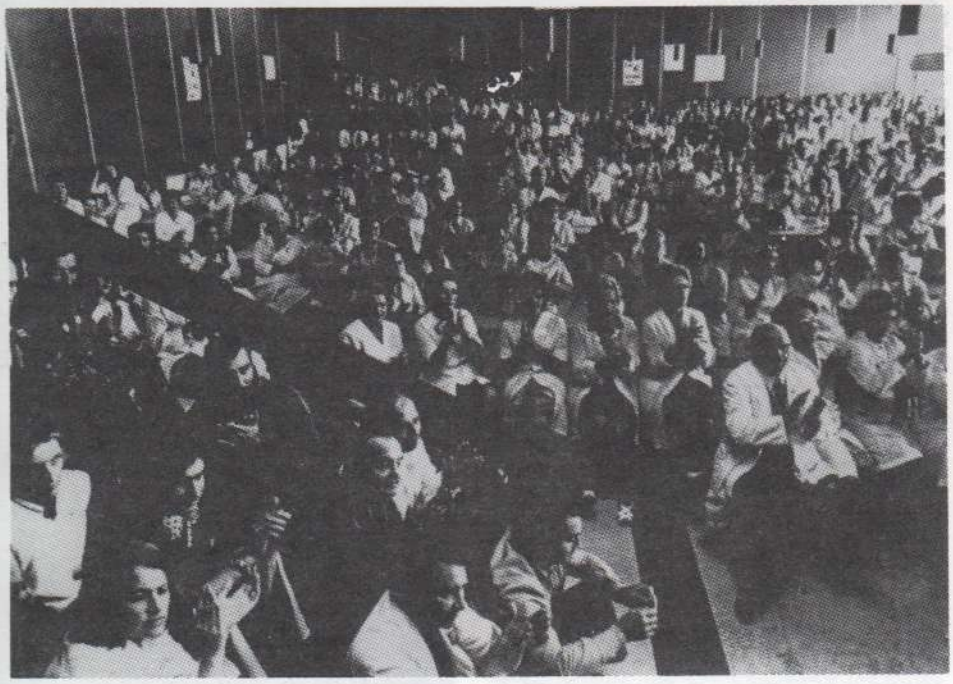
Il faudra aussi organiser des rencontres collectives parmi les forces qui reconnaissent la nécessité d'engager la lutte d'une façon pratique pour l'unité des communistes. Car toutes ces questions, nous entendons bien les clarifier par la collaboration et le débat avec d'autres forces du mouvement international.

Finalement, un autre terrain important, c'est que l'ensemble de ces débats soit lié de plus en plus à notre activité de soutien internationaliste. C'est important parce que si on veut renforcer l'action du mouvement communiste international et surmonter la crise actuelle, ça ne se fera pas indépendemment des exigences concrètes de la révolution aujourd'hui. Le programme qu'on veut élaborer, c'est un programme qui vise à répondre aux problèmes concrets posés par le développement de la révolution.

Assemblée lors du deuxième congrès du Parti communiste portugais (reconstruit) en 1977. L'unité de la gauche n'a pas résisté longtemps aux divergences sur les questions politiques fondamentales.

La crise de la gauche révolutionnaire en Europe

Peter Anderson



Travailleurs de l'usine de montres LIP à Besançon, France, qui ont occupé leur usine en 1973 pour empêcher la fermeture.

En Europe aussi il est devenu courant de parler de la crise du mouvement révolutionnaire. Là aussi la gauche traverse une des périodes les plus critiques de son histoire et le temps est à la réflexion et au bilan de l'action passée. C'est une telle réflexion que nous propose ce texte qui nous vient d'une organisation britannique, Big Flame, et qui a été publié dans sa revue *Revolutionary Socialism*.

Disons tout de suite que Big Flame est une organisation issue du mouvement de la nouvelle gauche des années 60 et 70, alors que les partis traditionnels n'offraient plus aucune alternative révolutionnaire. Cette organisation ne fait cependant pas partie de cette fraction du mouvement révolutionnaire qui devait s'identifier directement au modèle chinois ou albanais dans les grandes polémiques qui ont traversé le mouvement marxiste-léniniste. Aujourd'hui, Big Flame semble active particulièrement dans le mouvement des femmes, dans la lutte contre le sexisme et le racisme et pour le soutien à la lutte du peuple irlandais.

Cette partie du mouvement révolutionnaire à laquelle appartient Big Flame n'échappe pas elle non plus à la crise comme l'illustre amplement ce texte. Il convient donc d'en chercher les causes. Ces causes, et c'est le mérite de l'analyse qui suit, Big Flame tente de les chercher dans la lutte de classe et son évolution dans les dernières années. Elle les cherche aussi dans certaines conceptions qui ont dominé le mouvement révolutionnaire des années 60 et 70 et selon lesquelles la révolution était pour ainsi dire "à l'ordre du jour".

En ce sens, l'analyse qui suit dépasse largement le mouvement révolutionnaire européen ou même une simple fraction de ce mouvement. Elle peut contribuer à éclairer la crise qui frappe aussi les forces révolutionnaires de notre pays.

En terminant, on ne peut que souligner la nécessité de poursuivre ce bilan, de redéfinir l'action des révolutionnaires dans les conditions qui sont les nôtres sans tomber dans le réformisme et, comme le dit si bien le texte de nos camarades, sans considérer que la révolution ce n'était finalement qu'une "folie de jeunesse".

La gauche européenne est de toute évidence en crise. Sans aucun doute, les opinions diffèrent sur le degré de cette crise. Mais, peu nombreux sont les révolutionnaires qui nieraient que la plupart des attentes qu'ils ont nourries depuis "l'âge d'or" de l'après-68 n'ont pas été satisfaites. Selon nous, l'ensemble de la gauche révolutionnaire est en crise; de plus, chaque tendance politique vit cette crise de façon particulière. Nous allons donc procéder de la même façon: nous parlerons d'abord des causes de cette crise générale et ensuite de la façon dont elles ont joué sur notre tendance en particulier.

Bien sûr, cet article traite principalement d'événements qui se sont déroulés en Angleterre. Il est toujours dangereux de généraliser la situation à d'autres pays puisque dans chacun d'entre eux la force des mouvements sociaux diffère comme y diffère également l'implantation de la gauche révolutionnaire. De plus, le rôle des institutions civiles (par exemple l'Eglise) y varie selon qu'on parle du nord ou du sud de l'Europe.

Les raisons de la crise de la gauche révolutionnaire

1- Une analyse erronée de la crise capitaliste

La période qui s'étend de 1945 jusqu'à nos jours en a été une, dans son ensemble, de croissance et d'expansion pour le capitalisme, à la surprise certaine de tous les révolutionnaires. Ce que disait Mandel en 1946 reflète assez bien les attentes de l'époque:

"Il n'y a aucune raison de croire que nous nous trouvions à une époque de stabilisation et de développement du capitalisme. Au contraire, la guerre n'a fait qu'aggraver le déséquilibre entre la productivité accrue de l'économie capitaliste et la capacité du marché mondial de l'absorber"[1]. Après la Deuxième Guerre mondiale, les révolutionnaires ont continué d'attendre une période de turbulence révolutionnaire semblable à celle qui avait suivi la Première Guerre mondiale de 1918 à 1921. Et 35 ans plus tard, certains ne se sont même pas encore rendus compte que même si le capitalisme ne peut éviter les crises, il lui est toujours possible d'utiliser ces crises pour se restructurer et ainsi ouvrir la porte à une nouvelle période de croissance. Cette possibilité dépend du résultat de sa lutte politique entre le

1. Cité dans **The Revolution Unifinished? — A Critique of Trotskyism**, écrit par Paul Thompson et Guy Lewis, publié par Big Flame.

Capital et la classe ouvrière. Il est même possible que la prochaine période, celle de la "nouvelle technologie", annonce une nouvelle période de croissance, même si cela doit se faire avec des méthodes de contrôle social différentes de celles utilisées à l'heure actuelle. Il est donc clair que nous devons rompre radicalement avec un marxisme mécaniste et déterministe qui considère que le socialisme surgit du capitalisme lorsque les forces productives atteignent un degré tellement élevé de développement que les rapports de production ne peuvent plus les contenir. Ce processus n'est aucunement inévitable: il dépend de la classe ouvrière qui est elle-même une force productive capable d'imposer une défaite politique à son ennemi de classe.

2- Le réformisme continue à dominer

Notre incapacité d'évaluer correctement le développement du capitalisme contemporain a eu des résultats désastreux sur notre stratégie. En particulier, elle nous a rendus incapables de comprendre la relation entre d'une part les institutions comme les syndicats, les partis social-démocrates et communistes et, d'autre part, les avant-gardes ouvrières avec lesquelles nous voulions travailler. Nous pensions que le réformisme — que nous considérions, de façon erronée, comme un phénomène extérieur à la classe ouvrière — ne maintenait son emprise sur la classe ouvrière que grâce aux bonbons qu'il lui donnait et que lorsque ceux-ci s'épuiseraient, cette emprise s'affaiblirait[2]. Avec une analyse aussi déficiente, nous avons été complètement pris de court en 1974 alors l'emprise du réformisme a continué à prévaloir malgré l'arrivée de la récession économique et alors que les bonbons se faisaient de plus en plus rares. A vrai dire, l'emprise des directions syndicales sur les membres de la base s'est accrue durant cette période de récession (de 1974 à nos jours). Pourtant, de 1968 à 1974, on avait vu la base syndicale faire preuve d'un formidable militantisme à l'échelle de l'Europe (mai 68 en France, l'automne chaud de 1969 en Italie, etc.) et, conséquemment, la gauche révolutionnaire européenne croître d'une façon exceptionnellement rapide. Depuis 1974, la situation politique connaît un virage à droite, ce qui représente une période difficile pour la social-démocratie et les mouvements syndicaux — **et pour la gauche évolutionnaire.** Cela devrait suffire à enterrer à tout jamais la théorie voulant que lorsque le mouvement syndical et la social-démocratie (et les partis communistes) battent en retraite, la gauche révolutionnaire a les mains plus libres et qu'elle peut combler "l'espace politique" laissé vacant par la social-démocratie. La période de 1974 à 1979 nous montre qu'un tel espace n'existe pas: en période de récession, les avant-gardes ouvrières, à peu d'exceptions près, acceptent "dans l'intérêt national, la nécessité d'un gouvernement d'austérité", comme le prônent les sociaux-démocrates.

Bien sûr, le virage à droite qu'a connu la vie politique durant la période de 1974 à 1979 doit être expliqué. Contentons nous simplement, dans le cadre de cet article, d'identifier un des éléments: la capacité de la droite de s'identifier à "la liberté de l'individu" et de l'opposer à l'intervention d'un Etat totalitaire. Rusés, les médias bourgeois ont pu, en long et en large, faire équivaloir le "goulag" à l'"URSS", la "social-démocratie", "trop de pouvoirs aux syndicats" et ainsi de suite. Et, dans une période où les limites de la théorie keynesienne et l'incapacité des gouvernements capitalistes à éviter et gérer la récession sont apparues clairement, dans une période où le public désire moins d'interventions de l'Etat, la social-démocratie est demeurée avec un programme économique prônant plus d'interventions étatiques dans l'économie. Etant convaincue qu'aussi longtemps que grossit le gâteau chacun peut en avoir de gros morceaux, la social-démocratie connaît de sérieux problèmes quand cesse la croissance économique. En Grande-Bretagne, où les syndicats jouissent d'une indépendance politique considérable face à la représentation politique de la social-démocratie (le Parti travailliste)[3], lorsque les travailleurs ont compris que les gros morceaux étaient désormais chose du passé, ils ont mené une vague de grèves militantes contre le gouvernement travailliste (à l'hiver 78-79). Et lors de l'élection générale en mai 79, davantage de travailleurs ont voté conservateur, particulièrement les travailleurs spécialisés les mieux rémunérés. Dans d'autres pays où le contrôle politique de la social-démocratie (et des partis communistes) est plus étroit, la défection de la classe ouvrière a été moins marquée. Lors de l'élection générale en 1979 en Italie, les votes du Parti communiste ont baissé de 34% à 30%, et en France et en Espagne, les forces politiques de centre-gauche piétinent. Dans aucun de ces pays, la gauche révolutionnaire n'a profité de cette érosion du soutien à la social-démocratie. Au contraire, le virage à droite a affaibli la gauche révolutionnaire autant que la social-démocratie.

Le déclin simultané de ces deux courants politiques nous enseigne deux leçons importantes. Premièrement, il n'est plus possible de prétendre que la classe ouvrière est réformiste simplement à cause du contrôle d'une direction réformiste sur une base qui revendique constamment des actions militantes. C'est pourquoi toute action politique de "dénonciation" qui vise à démasquer la direction réformiste est vouée à la banqueroute. Il faut reconnaître qu'un certain réformisme existe chez les membres de la base qui se rendent compte qu'ils ont quelque chose à perdre lors d'une crise capitaliste. Des études économiques ont démontré qu'il y a souvent un lien entre le militantisme salarial et le taux de chômage: plus le taux de chômage est élevé, moins grande est l'ardeur des travailleurs à faire face aux patrons car leur emploi est menacé. De même, les révolution-

2. Si nous classons comme réformistes les partis sociaux-démocrates et communistes, nous reconnaissons aussi des différences importantes entre leurs liens respectifs avec la classe ouvrière. En réalité, même s'il existe comme en France un parti socialiste et un parti communiste importants, cela donne encore plus de marge de manoeuvre au réformisme. Et, comme en 1978, une (fausse) opposition peut même se créer entre eux.
3. En Grande-Bretagne, les syndicats sont organisés par **métier** et non selon l'affiliation politique comme c'est le cas en France et en Italie. Bien que plusieurs syndicats soient affiliés au Parti travailliste, ce lien n'est aucunement organique et ne peut certainement pas se comparer au lien entre le Parti communiste français et le syndicat CGT.

naires ont souvent souligné aux autres travailleurs qu'il faut protéger leurs emplois. Mais tous les militants savent aussi que, si les termes sont bons, dans tous les lieux de travail les travailleurs seront nombreux à accepter des mises à pied pour figurer sur les listes de surnuméraires et recevoir les compensations à cet effet. Ils savent également qu'il y a un lien direct entre ces compensations et l'absence de luttes contre les fermetures d'usine. Le réformisme a des causes tant matérielles qu'idéologiques, ce que la gauche révolutionnaire a souvent eu tendance à ne pas considérer.

Deuxièmement, il est fort probable que la base reste liée au réformisme en l'absence d'une alternative révolutionnaire qui inspire confiance. L'alternative représentée par la gauche révolutionnaire manque ainsi de crédibilité à deux niveaux: au plan organisationnel, où on se retrouve devant le problème de la poule ou de l'oeuf car nous ne pouvons pas croître sans recrutement; et au plan politique car il semble que nous n'ayons pas beaucoup à offrir. Notre mouvement s'est développé en période de **boom** économique et n'avait donc pas beaucoup de solutions à offrir à la **crise** économique. Nous nous sommes en effet développés politiquement à partir de 1968 jusqu'au début des années 70. C'était une période de militantisme important au niveau salarial et nous pouvions nous en tirer en revendiquant "des salaires plus élevés", "des hausses égales pour tous", "l'abolition des échelles salariales les plus basses", etc. La récession survint alors que nous n'étions pas préparés théoriquement et politiquement. Nous n'avons pu que nous opposer à ce que la classe ouvrière fasse les frais de la crise, d'où nos mots d'ordre "pas de coupures dans les dépenses publiques", "pas de fermetures", "pas de travailleurs en surnombre", etc. Et aux travailleurs qui nous demandaient quelle était notre solution à la crise, nous répondions que les capitalistes en étaient responsables et que c'était leur problème, que ça n'avait rien à voir avec nous. Nous ne nous rendions pas compte que notre réponse était totalement inadéquate. Après tout, les travailleurs subissaient quotidiennement l'inflation, la récession, le chômage structurel; et nous leur répondions que ça n'avait rien à voir avec nous! Faut-il s'étonner alors que plusieurs travailleurs, y compris certains de nos sympathisants, se soient tournés vers la gauche du Parti travailliste et vers les partis communistes qui, eux, affirmaient qu'à l'intérieur du capitalisme il y avait une solution pour la classe ouvrière et qui en offraient une, à savoir la stratégie économique alternative de la social-démocratie de gauche. Face à la crise, nous étions sur la défensive. Comme nous rejetions toute solution globale et nouvelle à la crise, la seule perspective qui nous était ouverte résidait en la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Ceci s'est traduit en général par un soutien aux nationalisations et à une plus grande intervention de l'Etat alors même que plusieurs avant-gardes ouvrières adoptaient des attitudes beaucoup plus sophistiquées envers ces solutions. Par exemple, la gauche révolutionnaire s'est opposée à toute fermeture d'hôpitaux sans demander un changement dans le National Health Service (NHS) (Service de santé national). De leur côté, les plus radicaux dans les services de santé remettaient sérieusement en question la façon d'opérer du NHS et en arrivaient à la conclusion que la lutte contre toute réduction des services du NHS devait comprendre une lutte pour un service médical préventif (comparativement à curatif). Même si nous ne nous en rendions pas compte, nos stratégies défensives militantes se situaient au même niveau que celles de la social-démocratie; et nous étions incapables de rompre avec cette façon d'agir[4].

On peut être pratiquement certain que l'actuelle récession économique est des plus temporaires. C'est une période qui peut offrir d'énormes possibilités aux révolutionnaires mais seulement si nous rompons avec certains de nos dogmes les plus chers. Avant d'élaborer des solutions à la crise, nous ferions mieux d'en comprendre la nature.

3- 1968: un optimisme excessif

Les racines de la gauche révolutionnaire européenne, particulièrement son aile trotskyste, sont sans aucun doute antérieures à 1968. Pour nous tous, 1968 fut une année importante. L'offensive du Têt au Vietnam prouvait avec succès que l'impérialisme américain pouvait être vaincu. Mai 68 en France indiquait clairement qu'une situation pré-révolutionnaire peut rapidement se produire dans ce qui semble être une économie capitaliste "avancée" stable. L'année suivante, l'automne chaud italien venait confirmer nos grandes espérances. Pas étonnant alors, que plusieurs courants de la gauche révolutionnaire (y compris Big Flame) aient prétendu qu'il serait facile de détruire l'emprise des organes de la social-démocratie sur la classe ouvrière et de les remplacer par des organes fonctionnant sur la dualité du pouvoir, à savoir des soviets, etc. En un sens, notre optimisme était justifié: après tout, 1968 avait été une grande année du point de vue de la lutte de classe. Elle rompait radicalement avec les périodes de reconstruction d'après-guerre et la Guerre froide. Elle démontrait vraiment que l'emprise de la direction syndicale sur la base peut être brisée dans une période de militantisme de classe intense. Et elle démontrait vraiment que des liens politiques peuvent être établis entre les avant-gardes du prolétariat industriel et les secteurs radicalisés des nouveaux mouvements sociaux (par exemple, les assemblées travailleurs-étudiants à Turin en 1969).

Mais comme nous comprenions peu le fonctionnement des sociétés où nous vivons, nous avons été incapables de situer les réalisations de 1968-69 dans

4. Nous (Big Flame) avons toujours été conscients que notre travail, oscillant entre le militantisme salarial et le syndicalisme défensif, avait ses limites. C'est ce que montre clairement notre brochure **Labouring Under the Tories — or a Socialist Alternative.** Les socialistes révolutionnaires semblent heureusement être de plus en plus conscients de la nécessité d'une alternative positive.

leur contexte historique. Pour comprendre la société capitaliste contemporaine, nous nous sommes fiés à nos connaissances de la Russie de 1917, d'où nos fabulations d'extrême-gauche. Puisqu'en 1917 des institutions comme la Douma (le parlement) et les syndicats avaient été balayés par les avant-gardes ouvrières qui affirmaient leur autonomie, de même les avant-gardes avec qui nous tissions des liens affirmeraient leur autonomie et balayeraient le Parlement et les syndicats contemporains[5]. Nous n'avons pas réussi à comprendre que dans les démocraties occidentales le consensus existe derrière des institutions comme le parlement et les syndicats, ce qui faisaient totalement défaut à la Russie tsariste. C'est pourquoi notre conception du travailleur d'avant-garde autonome (indépendant) de toute institution de la société dans laquelle il ou elle vivait, constituait un non-sens dès le départ. C'était comme si quelqu'un pouvait grandir en Angleterre aujourd'hui et ne pas être influencé par les valeurs véhiculées par l'école, les médias, les partis politiques, etc. Nous avons surestimé notre propre degré de rupture avec les valeurs de la société bourgeoise, et nous avons pensé que n'importe qui pouvait faire de même. Et comme nous étions dans une période où la base était militante, notre culte ultra gauchiste de la spontanéité et de l'autonomie pouvait encore confondre. Mais après 1974, lorsque la récession s'est fait sentir, notre ultra-gauchisme a commencé à nous coûter cher.

4- La responsabilité de l'ouvriérisme

Comme la gauche révolutionnaire s'était développée dans une période de militantisme chez les travailleurs industriels, elle ne ressentait pas le besoin de remettre en question certaines des croyances fondamentales du marxisme sur la constitution des avant-gardes. Implicitement ou explicitement, il nous semblait évident que la direction de la lutte de classe viendrait de ces secteurs de la classe ouvrière qui, par le passé, avaient joué un rôle d'avant-garde (à savoir les mineurs, les débardeurs, les travailleurs de l'industrie). Et, bien sûr, des événements comme les grèves des mineurs britanniques en 1972 et 1974 venaient, selon nous, confirmer nos attentes. Nous avons eu tendance à oublier certaines des idées centrales de la période qui avait suivi 1968 et qui cadraient peu avec nos idées sur la constitution des avant-gardes. Afin d'établir leur crédibilité prolétarienne, plusieurs organisations révolutionnaires (par exemple le Socialist Workers Party, Lutte Ouvrière, etc) ont nié le rôle fondamental joué par les étudiants lors des événements de mai 68 en France, et même le rôle central joué par les travailleurs non spécialisés des lignes de montage dans le militantisme qui a gagné les usines automobiles d'Europe à la fin des années 60. Et bien sûr, nous avons tellement bien réussi à oublier notre propre histoire que nous avons été totalement dépassés par les réussites fondamentales du mouvement des femmes qui a radicalement remis en question non seulement notre conception de l'organisation révolutionnaire mais aussi notre conception de l'ordre d'importance des diverses questions politiques. Les femmes ont en effet remis sur la carte politique l'avortement, le viol, les femmes battues, la division sexuelle du travail et plusieurs autres questions. Bien sûr, une organisation comme **Lotta Continua** constitue une exception évidente à cette généralisation. Du moins au plan théorique, elle a reconnu l'importance des secteurs de la classe ouvrière dont l'implication dans la lutte de classe constitue une caractéristique marquante de la période suivant 1968 (à savoir les femmes, les prisonniers, les chômeurs, les fonctionnaires des gouvernements locaux et de l'Etat central, etc). Mais **Lotta Continua** a été incapable de traduire ces points de vue théoriques en termes organisationnels, ce qui a entraîné de violentes confrontations entre les féministes et les travailleurs industriels lors de la conférence de Rimini en 1976 qui a entraîné la disparition de cetre organisation[6].

5- La pauvreté théorique

Le vide théorique dans lequel s'est développée la pratique de la gauche révolutionnaire au cours de ces années est assez frappant. Bien sûr, plusieurs raisons expliquent ce vide, mais surtout la division survenue entre la pratique et la théorie du marxisme à la suite des défaites du mouvement ouvrier en Europe au cours des années 20. Cette désastreuse division a fait en sorte que d'un côté les théoriciens intellectuels marxistes continuaient, au sein des universités, à élaborer une théorie en grande partie inapplicable, les groupes révolutionnaires oeuvraient en pragmatiques, au jour le jour, sans se poser les questions fondamentales auxquelles tout révolutionnaire doit répondre. Des questions essentielles comme "Qui compose la classe ouvrière?", "Quelle est la nature de l'Etat capitaliste contemporain?" n'étaient pas posées. Et les meilleures recherches sur ces questions

5. Par exemple, les assemblées autonomes sur les lieux de travail en Italie avec leur point de vue selon lequel "nous sommes tous délégués". Un peu différentes, on retrouve les idées des centres de santé pour "s'aider soi-même" ("self-help "health"), des coopératives alimentaires, des écoles libres: institutions parallèles mises sur pied par les révolutionnaires. Quel qu'ait été leur succès, ces institutions parallèles n'ont jamais impliqué de larges sections de la classe ouvrière.

6. Comme il fallait s'y attendre, dans son article de **International Socialism 4**, Chris Hartman rejette l'idée qu'une autre couche sociale, à part la classe ouvriezre, puisse être impliquée dans le processus révolutionnaire. Par exemple, il rejette l'idée, défendue par Avanguardia Operaia, que la paysannerie puisse être une force révolutionnaire au sein du prolétariat (pp. 62-63). Pour un compte-rendu personnel des conséquences de la conférence de Rimini, voir **Dear Comrades**, Pluto Press, 1980.

ne proviennent sûrement pas de ces groupes révolutionnaires.[9] Cet appauvrissement théorique a fait en sorte que la gauche révolutionnaire non seulement n'a pas eu de stratégie adéquate face aux questions où elle est impliquée mais qu'elle a été également incapable de voir l'importance de certaines des questions politiques centrales de la dernière décennie. Le racisme, le sexisme, l'autonomie nationale, les politiques énergétiques ont toutes été des questions dont la gauche révolutionnaire a été forcée de se préoccuper. En effet, une grande partie de celle-ci a été complètement prise par surprise par les luttes de libération des minorités nationales (à savoir les Basques, les Corses, les Nord-Irlandais) qui constituent un élément capital de la lutte politique actuellement en Europe (même si une analyse adéquate du rôle joué par le Marché commun dans l'intégration des économies capitalistes européennes nous aurait permis d'être moins étonnés). En Grande-Bretagne, bien que la plupart des groupes se réclament du léninisme et devraient donc avoir une position assez juste sur l'autodétermination, en pratique ils ont tout au plus donné un appui symbolique à la lutte de la minorité catholique en Irlande du Nord et n'ont pas appuyé, même symboliquement, les revendications galloises et écossaises pour l'autonomie régionale.

La crise de notre tendance politique

Dans la première partie, j'ai abordé les facteurs qui ont influencé la crise de l'ensemble de la gauche révolutionnaire. Dans cette deuxième partie, je veux parler de la façon particulière dont la tendance politique à laquelle se rattache Big Flame a vécu cette crise.

On qualifie notre tendance politique de "maoïsme souple" ("Soft Maoist"). Tous les groupes de cette tendance sont issus de l'espace politique créé par les événements de mai 68 en France et "l'automne chaud" italien de 1969. Ces événements nous ont démontré qu'un changement révolutionnaire peut se produire très soudainement sans que personne ne puisse le prédire. Notre tendance qui comprend des groupes comme **Lotta Continua** (Italie). L'Organisation communiste des travailleurs (OCT) (France), PRP (Portugal), KB (Allemagne) n'a jamais été très structurée. Il y a eu des visites informelles entre les groupes, des traductions mutuelles de publications, et théoriquement nous nous référions tous aux nouveaux marxistes italiens comme Panzeri, Trenti et Negri.

Un bref résumé des positions défendues par ces groupes comprendrait:

-Une évaluation positive de la révolution chinoise et de la Révolution culturelle en particulier. La "filière chinoise" nous a appris à croire fermement que les facteurs subjectifs peuvent venir à bout des conditions matérielles. Nous considérions la théorie et la pratique de Mao comme une rupture avec le marxisme traditionnel qui voyait le socialisme seulement à l'ordre du jour des pays qui avaient des forces productives développées. A l'instar des communistes chinois, nous avons cru qu'il était possible de commencer à construire le socialisme même lorsque les forces productives étaient peu développées.

— Une conviction que d'importantes sections de la classe ouvrière désiraient un changement révolutionnaire. Nous avons considéré le développement du processus révolutionnaire comme un prolongement qualitatif du militantisme sur les lieux de travail. Nous sommes demeurés emprisonnés dans une perspective économiste qui sous-estimait la nécessité d'une offensive **politique** de la classe ouvrière qui devrait mobiliser plus que son propre secteur industriel.

— La croyance selon laquelle l'histoire a débuté en 1968. Contrairement par exemple à la 4e Internationale, notre tendance n'avait aucun passé: nous avons commencé au plus fort de 1968. Nous n'avions donc aucune idée du cycle de la lutte de classe: de ses hauts et de ses bas. Et, à titre d'exemple, nous n'étions pas conscients de la façon dont les institutions social-démocrates s'étaient arrangées pour récupérer les vagues de militantisme qui avaient suivi les deux guerres mondiales (comme les partis communistes sur ce dernier point).

— Une conception de la classe ouvrière (du prolétariat) beaucoup plus large que celle défendue par d'autres courants révolutionnaires. A cause de notre absence de dogmes, nous avons pu comprendre, lors du cycle de luttes de l'après-68, le rôle joué par des secteurs de la classe ouvrière traditionnellement négligés par la gauche révolutionnaire, c'est-à-dire les femmes, la jeunesse, les travailleurs immigrants, les travailleurs non spécialisés ("les masses"), les prisonniers, les locataires, etc. Et comme il fallait s'y attendre, dans notre théorie et notre pratique "le mouvement de pendule" est allé trop loin au point où parfois nous avons considéré le secteur spécialisé, blanc et établi de la classe ouvrière comme une force conservatrice. Et nous n'avons pas non plus réussi à résoudre le problème fondamental de comment édifier des

7. Considérons par exemple le débat autour de la "nouvelle' classe ouvrière" initié par Serge Mallet et d'autres. Le nombre décroissant de travailleurs industriels, le nombre croissant de fonctionnaires et de travailleurs de service changent clairement la composition de la classe ouvrière. Bien sûr, une telle situation affecte la stratégie révolutionnaire. Mais ces questions centrales (et d'autres), les groupes révolutionnaires n'en débattent pas, préférant pour la plupart la **sécurité** de dogmes vieux de 60 ans. Voir également, par exemple, le débat très riche sur le sexe et la classe au sein de l'aile théorique du mouvement des femmes et de la CSE (Conference of Socialist Economists).

structures permanentes à partir de luttes violentes et sporadiques: ainsi après chaque mutinerie de prisonniers, nous revenions organisationnellement au point de départ.

— Nous avons surestimé les **tactiques** de lutte et nous avons eu tendance à ne nous intéresser qu'aux luttes qui employaient de "nouvelles" tactiques, à savoir le sabotage. Des luttes plus traditionnelles comme la syndicalisation ont été négligées.

— Nous avons été le premier contingent de la gauche révolutionnaire à être touché par les revendications et les perspectives organisationnelles du mouvement des femmes, du mouvement gai, etc. Au sein de nos organisations, cela s'est traduit par une lutte contre le culte de la direction, et la recherche de façons d'organiser des assemblées qui soient moins aliénantes, en comprenant la nécessité de garderies si on veut que les femmes soient capables de participer à la vie de l'organisation. Cela s'est aussi traduit par une opposition à une tradition marxiste qui ne voyait aucun lien entre l'activité politique et la vie personnelle, et nous avons fermement cru qu'il était possible et important de s'attaquer à la question des relations personnelles entre les socialistes **avant** la prise du pouvoir d'Etat. Comme plusieurs féministes, nous n'étions pas prêts à remettre la libération personnelle au lendemain de la révolution. Même s'il nous apparaît évident que des îlots socialistes ne peuvent être édifiés dans une mer capitaliste, nous pensions (et nous pensons) qu'il est possible que des socialistes révolutionnaires développent des voies organisationnelles et des façons de vivre qui "préfigurent" (c'est-à-dire qui ressemblent en quelque sorte) ce que sera la vie dans une société socialiste. Nous n'étions pas prêts à accepter que l'activité politique révolutionnaire constitue un "sacrifice" et nous en attendions donc un certain niveau de satisfaction personnelle.

Malgré ce bref résumé de notre tendance politique, on devrait voir que celle-ci allait presqu'inévitablement se révéler vulnérable et fragile face au climat politique de la fin des années '70. Premièrement, il était fatal qu'une tendance politique dont la perspective internationale se caractérisait par une attitude positive envers la révolution chinoise soit touchée sérieusement par les événements survenus en Chine après la mort de Mao. Des groupes comme Big Flame, l'OCT et **Lotta Continua** étaient depuis longtemps critiques face à la politique étrangère chinoise mais nous avons suivi la voie de la facilité en pensant qu'il s'agissait d'une aberration sans lien aucun avec la politique intérieure chinoise. Parallèlement, nous avons sous-estimé l'absence importante de démocratie prolétarienne en Chine. Et dans certains cas, nous sommes coupables d'avoir fait preuve de deux poids, deux mesures, comme le montre notre indifférence à la politique répressive du gouvernement chinois envers les femmes et la sexualité: une politique que nous aurions violemment pris à partie si elle avait été mise de l'avant par un gouvernement occidental. Sur le virage à droite en Chine, les groupes de notre tendance n'ont pas fait le consensus. L'OCT (France) et Pour le socialisme (PLS) (Belgique) ont adopté

la position de Bettelheim voulant que depuis la défaite de la Bande des Quatre, la restauration du capitalisme ait débuté en Chine. Au sein de Big Flame, bien que nous nous entendions sur l'arrêt de la construction du socialisme en Chine, un désaccord persiste quant à la permanence de cette défaite.[8] Quelque soit le qualificatif que nous donnerons à la Chine, nous devons apprendre de notre excès d'optimisme passé que le socialisme ne peut être édifié sans les institutions de la démocratie socialiste (les conseils ouvriers-paysans, etc.) et que, lorsqu'on ne peut distinguer le parti et le gouvernement, une érosion de la démocratie de base est inévitable.

Notre tendance aurait sans doute pu tempérer les difficultés engendrées par la conjoncture chinoise si celle-ci n'avait pas coincidé avec un reflux de la lutte en Europe et la fatigue qui en a résulté chez plusieurs de nos membres. Nos perspectives politiques étaient teintés de volontarisme ("l'optimisme de la volonté") et d'ultra-gauchisme. Nous abreuvant à ce mélange captivant, nous avons été pris de court devant le processus de récupération des victoires de l'après-68. En réalité, les syndicats et le Parti communiste français ont avec succès transformé mai 68 en une augmentation salariale de 15%. Ensuite, les délégués d'usine issus du militantisme de la base à la faveur de "l'automne chaud" se sont incorporés aux structures syndicales. Des campagnes pour l'avortement sur demande ont remporté des victoires partielles légalisant l'avortement dans certaines circonstances. Par contre dans certaines luttes, nous n'avons pas été assez forts pour repousser l'offensive de droite. Par exemple, depuis 1975 les gouvernements français et allemand renvoient dans leur pays d'origine des milliers de travailleurs immigrants; dans certains cas, la gauche révolutionnaire avait de bons contacts avec des communautés immigrantes, et pourtant nous avons été incapables de nous opposer à ce rapatriement obligatoire.

Notre manque de connaissance de l'histoire s'est traduite par une sous-estimation de la force du réformisme et de son attrait toujours actuel sur les militants dans les lieux de travail, les mouvements populaires. A mesure qu'on comprend que la lutte révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés relève du long terme, plusieurs militants abandonnent la gauche révolutionnaire pour la social-démocratie (en Grande-Bretagne, le parti travailliste) qu'ils considèrent comme une protection face à la tendance de droite qui affecte la vie politique en Europe. Il faut quand même dire que ce pacte de paix des socialistes révolutionnaires avec la social-démocratie n'est pas un phénomène nouveau.

Un manque de préparation théorique

A partir de 1974, notre tendance, comme le reste de la gauche, a été pris au dépourvu par les revers de la lutte. Et compte tenu du degré élevé de nos attentes, ces revers ont été encore plus douloureux. Certaines tendances de la gauche révolutionnaire sont réduites et isolées depuis des années; pour elles, c'est plutôt la croissance rapide qui les aurait ébranlées. Mais des organisations comme **Lotta Continua** qui comptait plus de 10,000 membres après cinq ans d'existence se sentaient partie prenante de la "lutte de masse". A cause d'une croissance très rapide et de l'idée que la révolution était "à l'ordre

8. Big Flame a récemment publié une brochure **The Century of the Unexpected** qui soutient que la Chine, comme l'URSS, pratique un "collectivisme d'Etat". Il s'agit d'un document de travail pour enrichir le débat au sein et à l'extérieur de Big Flame.

du jour", leurs militants ont conservé un niveau d'activité politique qui ne pouvait être maintenu à long terme. La direction était capable de conserver ce niveau d'activité en surestimant constamment les possibilités du changement révolutionnaire en Europe[9]. Mais quand la grenouille a éclaté, ça a fait mal. Par milliers, les militants ont quitté la vie politique révolutionnaire, et une "crise de militantisme" a décimé les groupes de la gauche révolutionnaire, y compris ceux de notre tendance.[10]

Parti et mouvements

Comme nos membres croyaient (voir plus haut) que l'activité politique et la libération personnelle allaient de pair, la crise du militantisme a frappé notre tendance de front. Les directions de nos organisations ont refusé de prendre note de cette conviction et de trouver une "vitesse de croisière" pour l'activité politique qui n'aurait pas dépendu des éternels appels à "un dernier effort". Et conséquemment, nos militants se sont brûlés. Il est également vrai que notre tendance a été la plus touchée par la croissance d'une activité politique" mouvementiste" qui caractérise l'activité politique révolutionnaire dans les pays capitalistes monopolistes. Avec justesse, nous avons affirmé l'importance de faire passer la classe avant le parti et nous avons pressé nos membres d'accomplir un travail systématique et à long terme dans les diverses campagnes et fronts unis. Nous ne faisions pas un fétiche de l'organisation.

Mais, poussée à sa limite, "la classe avant le parti" semble rendre inutile ce dernier.[11] Les organisations léninistes dures n'ont pas ces problèmes car elles fondent leur recrutement sur "la direction du parti sur les luttes". Elles courent donc moins le risque de voir leurs membres remettre en question la nécessité d'un parti. Mais tous les groupes de notre tendance (l'exemple ultime étant **Lotta Continua**) avait une faction "mouvementiste" qui désirait se dissoudre dans la classe et ses mouvements de lutte. Il y avait aussi une aile "léniniste" réclamant plus de centralisation et une organisation plus accentuée. Dans certains cas, ces deux pôles se fondent dans l'organisation. Dans d'autres, comme l'OCT, la tension amène une succession de divisions en formations "mouvementistes" et léninistes (à savoir la 4e Internationale) jusqu'à ce que l'objectif initial d'une fusion créatrice des deux courants disparaisse.

Il ne faut pas s'étonner si il n'y a pas de solution évidente à cette contradiction car, après tout, elle est profondément enracinée dans le mouvement révolutionnaire. D'un autre côté, il faut la résoudre car les organisations léninistes classiques ne disent rien qui vaille à des secteurs clés du mouvement révolutionnaire (à savoir, plusieurs féministes socialistes, les militants noirs, etc)[12], et le courant "mouvementiste" trouve vite ses limites tant dans son orientation ouvrière que dans sa capacité à développer le degré de discipline et d'organisation nécessaire pour **stabiliser les victoires remportées**, sans quoi toute victoire est temporaire. Et bien que nous devions apprendre constamment de la classe et des mouvements, nous ne devrions pas nous faire d'illusions sur leur homogénéité ou leur unité politique. Au sein de tout mouvement politique (y compris les mouvements de femmes), existent des tendances révolutionnaires, révisionnistes et réformistes qui reflètent des différences politiques centrales. Une organisation révolutionnaire doit comprendre ces différences et presser ses membres impliqués d'y défendre la tendance qu'elle considère juste.

A plusieurs reprises, des groupes de notre tendance n'ont pu reconnaître ces différences et ont agi comme si ces mouvements étaient homogènes, ne pouvant donner ainsi aucune direction à leurs membres qui y étaient présents. "De quelle utilité m'est l'organisation?" ont alors demandé plusieurs membres. Il va sans dire que les divisions grandissantes au sein de la classe ouvrière (à mesure qu'elle comprend de plus en plus de couches intermédiaires) et la prolifération croissante des mouvements politiques et des campagnes ad hoc posent des problèmes fondamentaux aux organisations révolutionnaires. Contrairement aux trotskystes qui tendent à prendre ces divisions à la légère, notre tendance semble parfois croire que plus ça proli-

Le bureau des patrons de l'acier à Longwy, France, après avoir été sacagé par les travailleurs.

fère, mieux c'est — "que cent fleurs s'épanouissent!" Entre ces deux extrêmes, on doit trouver une voie médiane qui accepte ces divisions (mais non pas comme inévitables) et qui tente constamment de trouver des solutions qui vont dans le sens de l'unité et de la restructuration.

Le "terrorisme"

Il est certain qu'à plusieurs reprises, les gouvernements ont inventé des "terroristes" pour écraser les organisations révolutionnaires. Mais il est également vrai que notre tendance, parce qu'elle reconnaissait la nature violente de l'op-

9. Voir, par exemple, l'attitude dépourvue de sens critique qu'entretenait Lotta Continua envers le MFA portugais en 1975, dans une interview avec Otela que nous avons traduite dans notre pamphlet **Blaze of Freedom**.
10. Big Flame n'a pas été autant décimé. Ces dernières années, nous avons pu croître lentement. Ça s'explique probablement parce qu'au départ nous étions peu, et ensuite parce que plusieurs luttes féministes se sont déroulées assez tôt en Angleterre. Bien qu'on comprenne qu'aucune organisation ne peut prétendre avoir "satisfait aux revendications du féminisme" — puisque les organisations révolutionnaires ont toujours tendance (et davantage) à établir des structures et des voies organisationnelles dominées par des hommes — une pression constante des féministes est nécessaire pour empêcher ces "rechutes". Et il est toujours possible que les camarades féminines considèrent que ce n'est pas la meilleure façon de dépenser leur énergie politique. Lire l'article "1968 — Ten Years On" dans **Revolutionary Socialism 2.**
11. On aborde également cette question dans un très intéressant document intitulé "Notre courant politique" d'une faction de l'OCT qui vient de rallier la Quatrième Internationale.
12. Voir par exemple les problèmes constants rencontrés par le SWP avec ses ailes pour les Noirs (Flame) et les femmes (Women's Voice). De ces ailes surgissent des demandes d'indépendance politique qui sont rejetées par la direction du SWP.

pression de classe sous le capitalisme, a toujours refusé de condamner ces secteurs de la classe ouvrière qui ont répondu par la violence. Et, à certaines occasions, des groupes comme **Lotta Continua** n'ont pas tranché de façon claire entre la violence ouvrière de masse et la violence élitiste de ceux (par exemple les Brigades rouges) qui ont décidé **eux-mêmes** d'agir violemment **pour** la classe ouvrière. On comprend bien qu'une telle situation, comme en Italie où les Brigades rouges sont devenus des acteurs importants de la scène politique, pose d'énormes problèmes à la gauche révolutionnaire. D'un côté, elle doit éviter les mensonges et les calomnies des partis communistes qui qualifient les Brigades rouges de "-provocateurs fascistes"; de l'autre, tout geste de solidarité à leur égard se transforme vite en affrontement avec l'Etat. Dans une telle situation, on n'est jamais sûr des conseils à donner.

Au cours de cet article, nous avons fait référence à une tendance politique qui comprend des groupes révolutionnaires de différents pays: on devrait comprendre par cette notion de tendance quelque chose de vague et de non-structuré. Jusqu'à tout récemment, les liens entre les divers groupes étaient assez informels. Nous lisions nos publications réciproques et nous nous visitions lors des congés. Big Flame entretenait les liens les plus étroits avec **Lotta Continua:** nous avons traduit plusieurs de leurs publications et nous avons participé à une école de cadres que **Lotta Continua** a organisée pour nos membres en 1975. Il est probablement vrai d'affirmer que le mouvement révolutionnaire italien servait de référence à tous les groupes de notre tendance. Aussi avons-nous été désorientés par l'effondrement de **Lotta Continua** en 1976 et par la désintégration plus graduelle de **Avanguardia Operaia** à partir de 1976. De 1970 à 1978, les contacts entre les divers groupes sont demeurés expérimentaux, ce qui ne devrait surprendre personne car nous rejetions tous le modèle de liens internationaux donné par la Quatrième Internationale. Par contre, nous ne savions pas comment le remplacer. Chaque groupe reconnaissait la spécificité de son expérience nationale et ceci a certainement conduit à rejeter l'idée d'une Internationale basée sur le centralisme démocratique.

En réalité, ce qui rassemblait les groupes de façon plus structurée, c'était la nécessité de développer d'une coordination européenne lors des élections au Parlement européen qui devaient avoir lieu en juin 1979. Comme il s'agissait d'une intervention internationale, la coordination comprenait des groupes à l'extérieur de notre tendance, des forces centristes comme le Parti socialiste unifié de France (PSU). Les élections ne représentent pas un terrain favorable aux révolutionnaires[13]. A plusieurs égards, il apparaît malheureux que notre rassemblement ne se produise à l'occasion des élections européennes, à cause de l'indifférence particulière que leur témoignent les avant-gardes ouvrières. Heureusement, la coordination a accordé un juste degré d'attention aux élections et a commencé de débattre certaines questions centrales qui touchent actuellement notre tendance. Elle se concentre aussi sur des questions plus pratiques comme la coordination internationale du mouvement de la base chez les ouvriers de Ford.

Une période difficile

Il faut malheureusement se rendre compte que ces discussions se tiennent dans une période de retrait pour notre tendance politique. La disparition de **Lotta Continua** et la crise grave vécue par l'OCT et Democrazia Proletaria (une organisation formée en 1978 à la suite d'une fusion d'une majorité de **Avanguardia Operaia** et d'une minorité de PDUP-Manifesto) révèlent les problèmes qui se dressent devant nous, nous dont la vie politique est issue des luttes de masse de 1968. La situation politique actuelle en Europe qui en est une de virage à droite dans la plupart des pays, demande qu'on évalue sobrement ce que nous pouvons et ne pouvons pas faire. Cette évaluation doit critiquer certaines positions ultra-gauchistes qui étaient partie intégrale de notre tendance et dont nous venons de discuter. **mais**, en même temps, nous devons parer au danger très réel de nous accommoder trop du réformisme et de la social-démocratie. A mesure que nous prenons de l'âge et de la maturité, il est très tentant de considérer nos positions politiques passées comme des "folies de jeunesse", c'est un processus que vivent les individus **et** les organisations à mesure qu'ils désirent être plus légitimes et acceptables **au sein de la société bourgeoise.** En tous temps, nous devons nous souvenir que les socialistes révolutionnaires ne peuvent être à l'aise dans la société capitaliste. S'ils le deviennent, c'est que ça cloche dans leur activité politique.

Dans la période actuelle, à plusieurs reprises il sera juste pour nous de travailler aux côtés de forces réformistes, comme pour défendre des droits bourgeois, des syndicats, etc. Et là où c'est possible (comme sur la question de l'avortement dans notre pays), nous devons oeuvrer pour que ce travail commun soit fait **à nos conditions**. Mais en fin de compte, il faut bien voir que l'objectif de la social-démocratie (y compris sa variante de gauche) est tres différent du nôtre. Nous ne sommes d'accord ni sur la nature de la société socialiste pour laquelle nous luttons, ni sur la façon d'y arriver. La social-démocratie croit à une transition graduelle et pacifique au socialisme, pas nous.

13. Sur la question des élections, Big Flame soutient que les révolutionnaires ne peuvent s'en absenter, bien que nous ne considérions pas le travail électoral comme une priorité extraordinaire. C'est pourquoi nous sommes engagés dans "Socialist Unity", une alliance électorale qui comprend la Quatrième Internationale. Ce qui nous diffère du SWP, c'est que ce dernier considère les candidatures électorales comme une perte de temps totale pour les révolutionnaires.

L'échec d'un certain socialisme

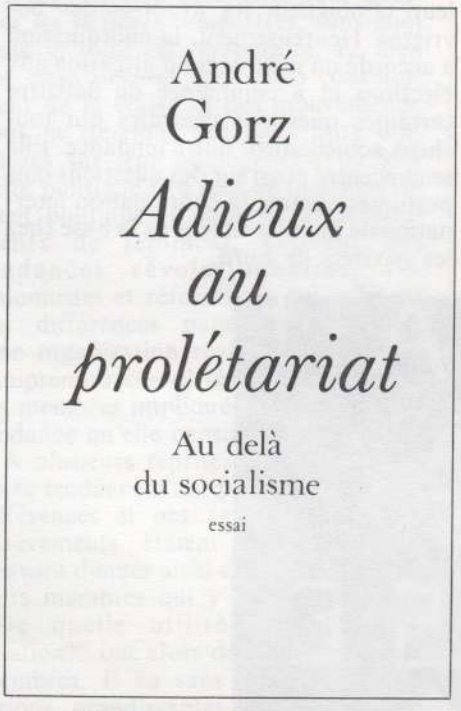
Le temps n'est plus aux réjouissances. Le dynamisme de la gauche des années 60 et 70 a laissé place aujourd'hui aux couleurs plus ternes de la déception et du cynisme: cynisme à l'égard de la division de la gauche et de la crise politique qui la traverse, cynisme à l'égard d'un prolétariat qui se serait embourgeoisé et ne serait plus cette classe révolutionnaire que l'histoire a connue, cynisme à l'égard du Goulag et des révolutions déchues, finalement cynisme à l'égard du marxisme lui-même. Car c'est bien de cela qu'il s'agit dans une certaine gauche où, partant de la critique du marxisme, on est en voie de le rejeter carrément en tant que méthode et théorie pour analyser le monde et le transformer.

Ou ouvrage au titre éloquent, *Adieux au prolétariat, au-delà du socialisme*[1], publié l'an dernier, représente peut-être une des tentatives les plus sérieuses de justifier ce rejet du marxisme. Son auteur, André Gorz, est membre de la rédaction de la revue Les temps modernes qui était dirigée par le philosophe existentialiste Jean-Paul Sartre. Il fut aussi économiste et membre du Parti socialiste unifié français, un des partis de la célèbre union de la gauche. André Gorz est aussi connu pour ses études sur l'organisation du travail et l'écologie. Dans son dernier ouvrage, il tente de fonder le point de vue selon lequel la classe ouvrière n'a plus aucun rôle historique à jouer. Au-delà de cette simple affirmation se trouve tout un point de vue sur la classe ouvrière, mais aussi sur la philosophie marxiste et sur les perspectives de la lutte révolutionnaire aujourd'hui. Tâchons donc de comprendre la logique d'un tel raisonnement.

Si l'ouvrage de Gorz ne sera probablement lu que par quelques milliers d'universitaires et d'intellectuels à travers le monde, on ne peut pas en dire autant des idées qu'il contient et qui reçoivent une diffusion de plus en plus grande. Gorz est probablement un des représentants les plus extrêmes de ce cynisme dont nous parlions plus haut puisqu'il s'en prend à un des fondements mêmes du marxisme, la conception matérialiste de l'histoire, comme on le verra plus loin.

Il s'agit là évidemment d'une réaction au fait que la révolution ne s'est encore produite dans aucun pays capitaliste avancé et à la vision défigurée du socialisme que nous offrent les pays d'Europe de l'Est. Puisque l'histoire nous a déçus, elle n'a donc pas de sens, combien de fois n'a-t-on pas entendu cette idée qui débouche généralement sur un projet de libération individuel ou autogestionnaire. L'ouvrage de Gorz est d'ailleurs à situer dans ce courant en net développement et pour qui le socialisme apparaîtra non pas au terme d'une révolution, mais progressivement par l'autogestion des travailleurs sur leurs propres conditions de travail et de vie.

Au Canada, les représentants d'un tel courant d'idées existent, qu'il s'agisse de nommer les groupes anarchistes et libertaires, dont la revue Our Generation, ou encore une revue mensuelle à grand tirage comme Le temps fou[2], et leurs idées sont aussi reprises dans plusieurs mouvements de lutte, comme celui de la jeunesse ou le mouvement antinucléaire.



Il ne s'agit pas de mettre tous ces groupes, organisations ou simples mouvements sur le même pied, ni même de nier la nécessité des organisations autogérées, coopératives, etc., pour le mouvement ouvrier et les masses populaires en général. Il s'agit de constater la recrudescence et le développement des idées du socialisme autogestionnaire au sein de la gauche actuellement et d'analyser un des ouvrages qui tentent de justifier théoriquement le "nouveau" projet socialiste.

Adieux au prolétariat

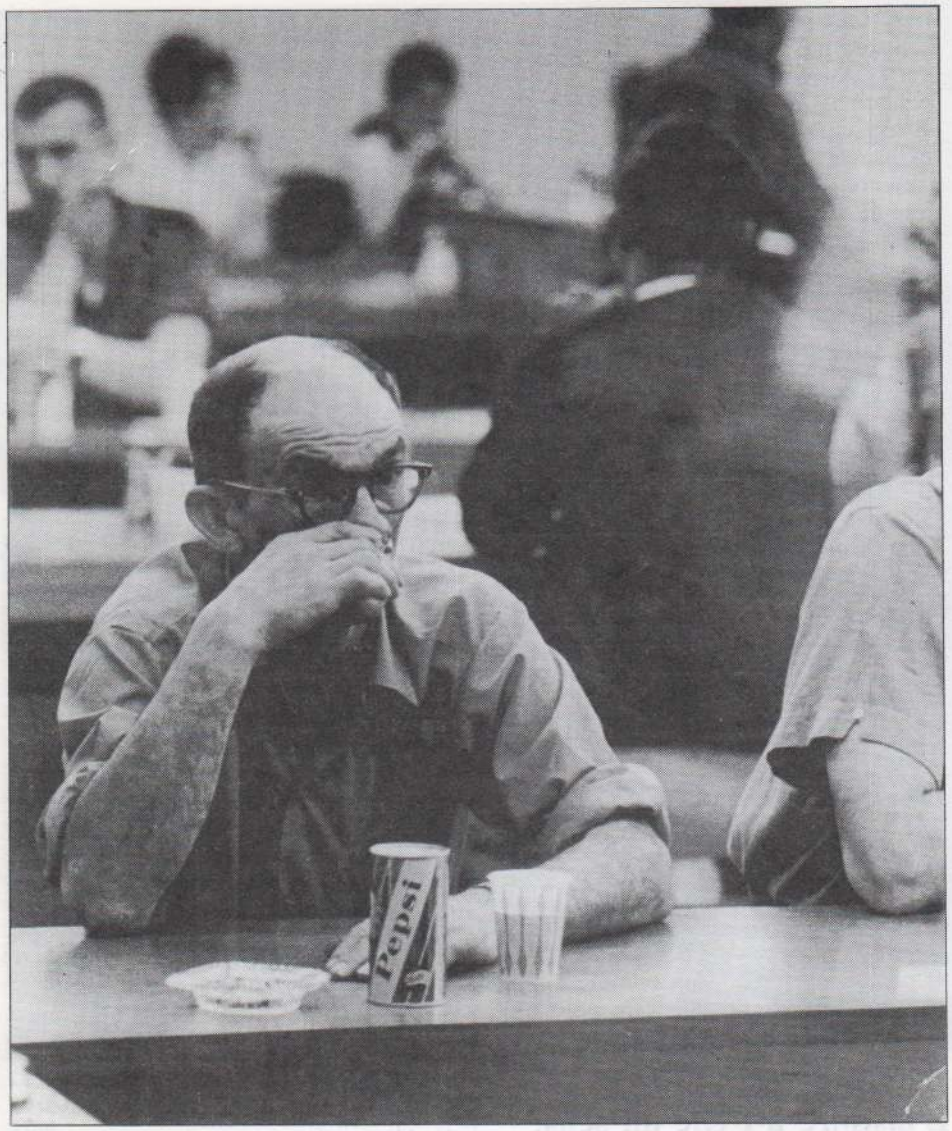
Dans la livraison d'avril-mai 81 de la revue québécoise Le temps fou, on pouvait lire ces questions posées par un membre de la rédaction:

".. quel bilan a-t-on fait des partis dits "ouvriers" créés par des intellectuels et dirigés pendant des années par eux? Pourquoi en somme parler de partis, ou d'organisations "ouvrières" plutôt que d'organisations "progressistes"? Veut-on se faire les représentants **objectifs** *des intérêts d'une classe que l'on veut servir, ou les représentants réels des groupes en lutte au Québec?"*[3]

Ces questions ne sont ni neutres ni naïves, elles témoignent d'une idée qui est en train de faire son chemin et selon laquelle le prolétariat, qui dans aucun pays capitaliste avancé n'est sur le point de prendre le pouvoir, est une classe dépassée. Car la mort du marxisme passe évidemment par la mort de la classe qui, selon lui, représente l'avenir de l'humanité. Un tel point de vue s'appuie aussi sur le fait que contrairement aux années 60 et du début 70, le mouvement ouvrier est passé à la défensive. Les grandes luttes ouvrières d'il y a 10 ans cèdent souvent le pas aujourd'hui aux luttes de diverses couches particulières: femmes, assistés sociaux, jeunes, handicapés, gais, etc.

Selon Gorz qui interprète Marx à sa façon, l'appropriation des moyens de production, c'est-à-dire le socialisme, ne devenait possible qu'avec l'apparition au 19e siècle d'un prolétariat techniquement formé, polyvalent et ayant une vue d'ensemble sur la production pour permettre l'autogestion. Ce

1. André Gorz, **Adieux au prolétariat, Au-delà du socialisme**, essai, Galilée, Paris 1980; vient aussi d'être publié aux Editions du Seuil dans la collection Points.
2. Our Generation, revue anarchiste publiée à Montéal, 4 nos par année. Le temps fou, revue indépendantiste, socialiste et libertaire publiée à Montréal à tous les mois.
3. Le temps fou, no 14, avril-mai 1981, p. 7



type de prolétariat n'ayant existé que durant une courte période de temps, le "rêve de Marx" est devenu impossible. Il n'aura finalement été qu'une parenthèse "que le taylorisme, puis "l'organisation scientifique du travail" (OST), et enfin l'informatique et la robotique auront fermée". Car, "le capital a réussi au-delà de tout ce qu'on pouvait prévoir à réduire le pouvoir ouvrier sur la production"[4].

"C'est que la bourgeoisie a réussi à détruire à la racine la conscience que le prolétariat devait prendre de sa souveraineté créatrice. Il a suffi pour cela d'éliminer du processus de travail la possibilité pour le travailleur de vivre le travail comme une activité au moins virtuellement créatrice."[5]

Il en résulte donc que "la classe qui collectivement développe et met en oeuvre la totalité des forces productives est incapable de s'approprier cette totalité."[6]

En fait, le prolétariat auquel fait référence Gorz, et qui seul pourrait gérer la production, n'a pas grand-chose à voir avec l'histoire non plus qu'avec les écrits de Marx. Quand Marx, dans le Manifeste, nous parle du prolétariat, il est loin de nous parler d'une classe d'ouvriers spécialisés "ayant une vue d'ensemble sur la production" et pouvant ainsi exercer sa "créativité" et son "autonomie".

Au moins dès 1848, bien avant l'informatique et la robotique, Marx affirmait que "l'extension du machinisme et la division du travail ont fait perdre au travail des prolétaires tout caractère d'indépendance et tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine à qui on ne demande que le geste manuel le plus simple, le plus monotone, le plus vite appris."[7]

Gorz aura donc beau nous prouver que les prolétaires modernes ont perdu toute autonomie dans leur travail et toute possibilité de créativité, il ne fera par là que renforcer notre conviction que le développement du capitalisme a non seulement dépouillé le travailleur de toute propriété, mais aussi de tout contrôle sur son propre travail.

Loin de venir de la créativité et de l'autonomie dans le travail, selon Marx, le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière lui vient plutôt du fait qu'elle est la seule classe qui n'a rien à perdre de l'abolition du capitalisme, pas même l'autonomie et la créativité... L'actualité confirme d'ailleurs que les couches où la corruption est la plus forte, celles où se recrute le plus souvent l'aristocratie ouvrière, se retrouvent justement parmi les ouvriers spécialisés qui jouissent souvent de plus d'autonomie et de contrôle sur leur propre travail. D'autre part, certaines des luttes les plus importantes du prolétariat ces dernières années se retrouvent chez ces travailleurs qui se voient imposer de nouvelles formes d'organisation du travail par l'introduction de l'automatisation ou de l'informatique. C'est le cas par exemple des postiers ou des employés du secteur public.[8]

Ce que Gorz ne saisit pas, c'est que cette dépossession, cette perte de pouvoir de chaque travailleur individuel va de pair et ne fait que souligner ce fait que l'ensemble de la classe ouvrière, et non pas chaque ouvrier, occupe une position de plus en plus importante dans l'ensemble de la société. Si par exemple des travailleurs de Tricofil, du Bas du fleuve au Québec et de LIP (une usine autogérée) en France mettent de l'avant spontanément comme solution aux fermetures d'usines l'autogestion, c'est justement parce qu'ils réalisent, même s'ils n'ont pas encore trouvé le moyend d'y parvenir, qu'ils sont capables **en tant que classe** de gérer la production.

Mais pourquoi Gorz accorde-t-il tant d'importance à l'autonomie et à la créativité de chaque ouvrier dans son propre travail? C'est qu'il attribue aussi à Marx sa propre vision du socialisme autogestionnaire: celle d'un socialisme qui s'établirait par la prise de contrôle, petit à petit, par chaque ouvrier ou de petits groupes d'ouvriers sur leur propre travail, et cela, sans que le prolétariat ne s'empare d'abord du pouvoir politique. Evidemment, alors que cela ne veut plus dire grand-chose pour les prolétaires qui, sous le capitalisme, n'ont jamais et ne pourront jamais s'emparer seuls ou par petits groupes du contrôle sur leur propre travail. Toutes les expériences tentées à date en ce sens depuis le 19e siècle ont échoué.

En fait, si la classe ouvrière doit s'emparer du contrôle des moyens de production, ce n'est qu'en tant que

4. André Gorz, ouv. cité, p. 35
5. Idem, p. 58
6. Idem, p. 35
7. Marx, **Le manifeste communiste**, Ed. La pléiade, 1969, p. 168
8. Voir à ce sujet notre article, **L'aristocratie ouvrière aujourd'hui au Canada**, UNITÉ PROLÉTARIENNE no 22, oc.-nov.-déc. 1980, p. 20

classe qu'elle peut le faire, ce qui demande alors nécessairement et avant tout que cette classe conquiert le pouvoir politique.

Plutôt que de questionner son propre projet autogestionnaire, Gorz va se mettre à la recherche d'une nouvelle classe, de nouveaux individus pour le réaliser. On verra de qui il s'agit.

La disparition des classes sociales

Si les travailleurs sont aliénés par le travail, il en découle automatiquement pour notre auteur que c'est à l'extérieur du travail, hors des rapports de production que se trouve dorénavant la classe de l'avenir.

"Il n'est donc plus question pour le travailleur de se libérer au sein du travail, ni de se rendre maître du travail ni de conquérir le pouvoir dans le cadre de ce travail. Il n'est plus question désormais que de se libérer du travail en en refusant tout à la fois la nature, le contenu, la nécessité et les modalités."[9]

"... à la place du travailleur collectif productif nait une non-classe de non-travailleurs qui préfigure, au sein même de la société existante, une non-société dans laquelle les classes seraient abolies en même temps que le travail lui-même et que toutes les formes de domination."[10]

Et qui représente donc cette nouvelle classe d'avant-garde?

"Cette non-classe englobe, en fait, l'ensemble des individus qui se trouvent **expulsés de la production** *par le processus d'abolition du travail, ou* **sous employés dans leurs capacités par l'industrialisation** *(c'est-à-dire l'automatisation et l'information)* **du travail intellectuel**. *Elle englobe l'ensemble de ces surnuméraires de la production sociale que sont les* **chômeurs** *actuels et virtuels, permanents et temporaires, totaux et partiels."*[11]

Faut-il rappeler que ces "chômeurs actuels et virtuels, permanents et temporaires, totaux et partiels" vivent encore dans l'ère de la nécessité et que loin d'aspirer à se libérer du travail, ils sont plutôt à la recherche non pas de leur liberté existentielle, mais d'un emploi qui leur permettra de manger trois fois par jour. Telle est encore la réalité du chômage en pays capitalistes, une réalité qui est bien loin de représenter un nouveau mode de vie, un choix personnel, comme le prétendent par exemple les analystes de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), une organisation qui regroupe les bourgeoisies des principaux pays capitalistes avancés occidentaux.

Ainsi donc, ces exclus du travail, issus majoritairement du prolétariat, n'en sont pas si exclus qu'on pourrait le croire. Au contraire, ils jouent un rôle très précis à l'égard de la production, un rôle qui détermine leur vie dans tous ses aspects. Ce rôle, c'est celui de représenter une armée de réserve susceptible de répondre au moindre appel du capital, tout en augmentant la concurrence au sein de la classe ouvrière. Il est donc absolument erroné de prétendre que "le néo-prolétariat (les chômeurs et exclus du travail —NDLR) ne se définit pas par "son" travail et ne peut plus être défini par sa position au sein du processus social de production."[12] Bien au contraire, l'ouvrier en chômage ou l'ouvrière qui travaille à temps partiel faute de mieux ou parce qu'elle a des enfants, ces "néo-prolétaires" restent des ouvriers dans le plein sens du terme, et n'attendent rien d'autre que de réintégrer l'usine ou le bureau. D'un autre côté, cette théorie qui fait des "exclus du travail" une classe équivaut à mettre sur le même pied les ministres battus aux élections et qui se cherchent un nouvel emploi, les professeurs d'université en congé sabbatique et les jeunes travailleurs qui vont d'un emploi mal payé à un autre tout aussi mal payé.

En voulant faire disparaître le prolétariat, Gorz arrive finalement à faire disparaître les classes sociales dans leur ensemble, ce qui mène nécessairement à reconsidérer de fond en comble l'analyse matérialiste de l'histoire pour qui celle-ci est d'abord et avant tout l'histoire de la lutte de classes.

L'histoire a-t-elle un sens?

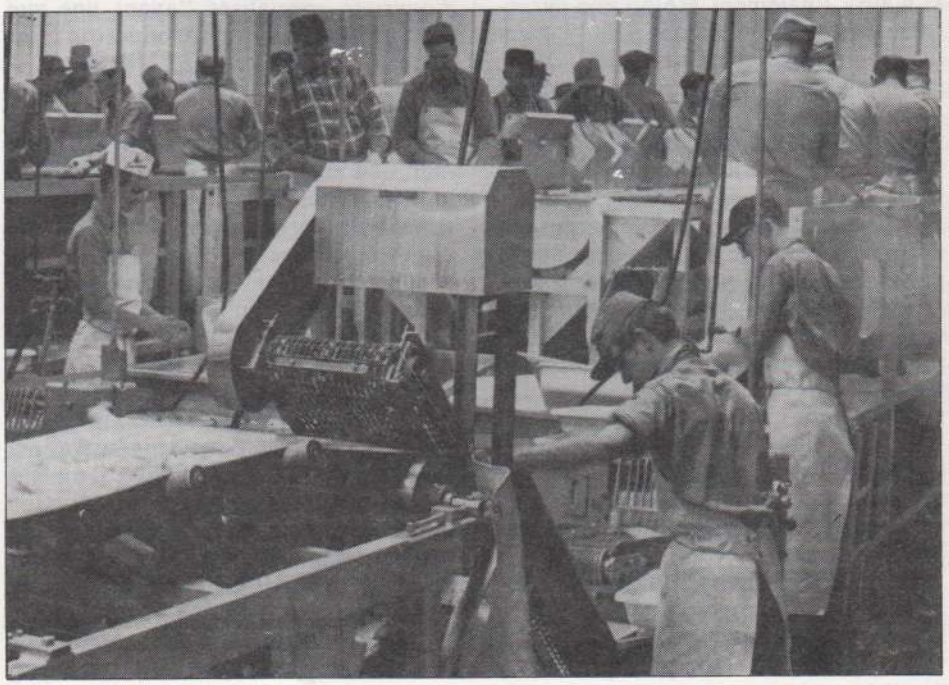
Derrière cette non-classe de prolétaires, derrière aussi cette bourgeoisie technocratique qui elle non plus n'exerce pas beaucoup de pouvoir, puisque "le pouvoir dans la société et dans l'entreprise est désormais exercé par des hommes qui ne le détiennent pas"[13], derrière cet Etat qui n'est plus qu'un "immense appareil de domination sur la société"[14], une structure mangeuse d'hommes, derrière tout cela, il y a le rejet des classes sociales comme phénomène essentiel pour comprendre et analyser l'histoire. C'est là qu'est le noeud de toute l'affaire.

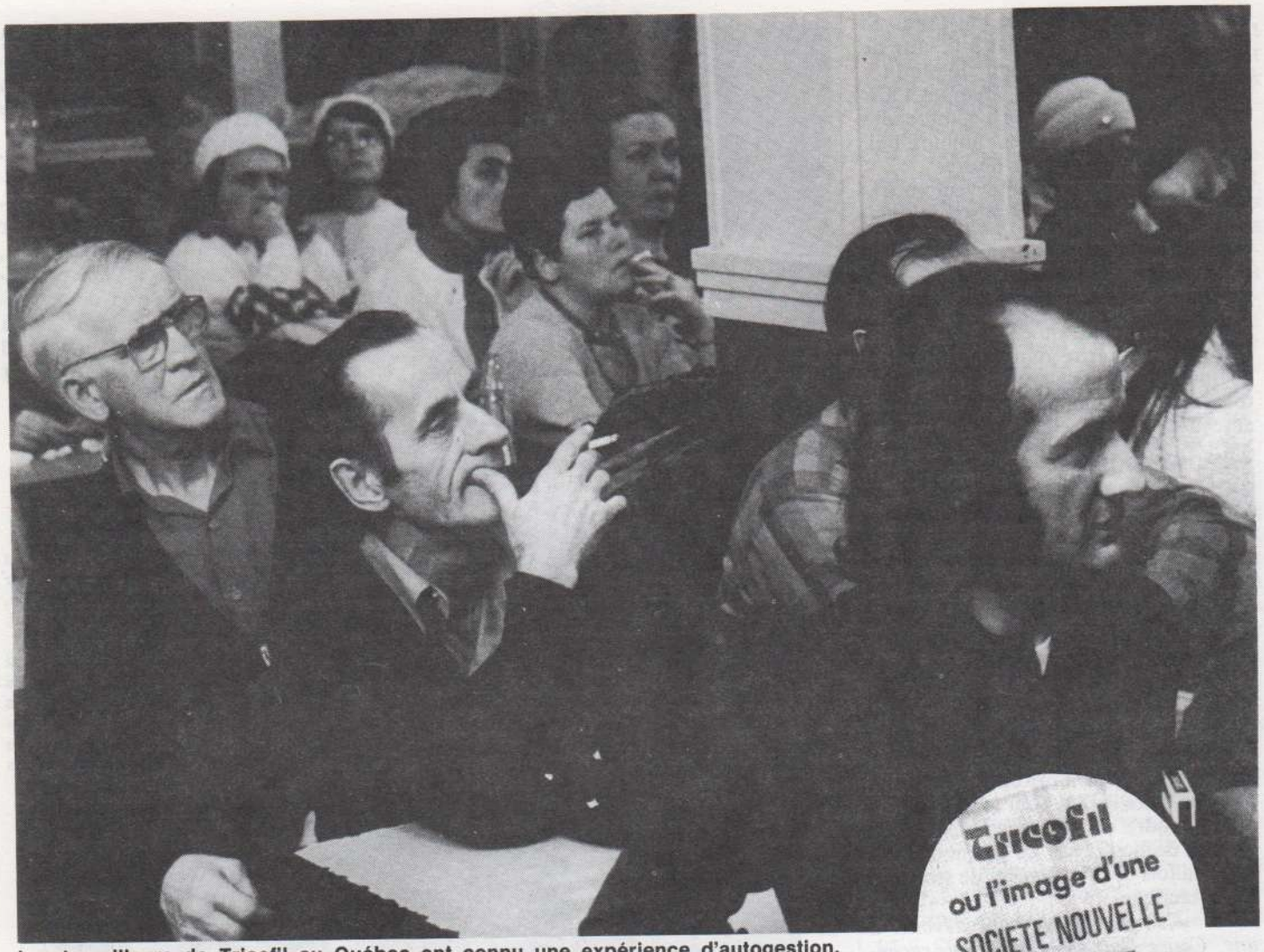
Puisque le progrès des forces productives est en train de se transformer en son contraire et de conduire le monde à la Barbarie et l'oppression: **"Il ne s'agit donc plus de savoir où nous allons ni d'épouser les lois immanentes du développement historique. Nous n'allons nulle part; l'histoire n'a pas de sens. Il n'y a rien à espérer d'elle et rien non plus à lui sacrifier"**[15]

En somme, puisque l'histoire nous a déçus, ou plutôt puisque le socialisme autogestionnaire n'a pas trouvé à se réaliser nulle part, c'est que l'histoire n'a pas de sens, elle n'est que la succession d'accidents historiques, d'événements fortuits. Cette histoire n'a pas non plus de lois qui peuvent être comprises et analysées.

Il convient de réaliser tout le caractère rétrograde d'une telle pensée politique avant d'en dégager toutes les conséquences. Alors que depuis plus de 100 ans le marxisme a établi que les

9. André Gorz, ouv. cité, p. 93
10. Idem, pp. 93-94
11. Idem, p. 94
12. André Gorz, ouv. cité, p. 97
13. Idem, p. 79
14. Idem, p. 165
15. Idem, p. 102





Les travailleurs de Tricofil au Québec ont connu une expérience d'autogestion. Voulant éviter la fermeture de leur usine, ils en ont progressivement perdu le contrôle.

phénomènes historiques, l'histoire des hommes pouvait être comprise de manière scientifique, qu'on pouvait en saisir les lois si on voulait bien cesser de penser que ce sont les idées qui font l'histoire, voilà qu'on vient nous révéler que tout cela n'était qu'un mythe. Imaginez un peu l'effet boeuf qu'aurait dans un congrès de physiciens quelque vieux savant qui se lèverait pour affirmer après Einstein que les lois de l'atome sont impénétrables. Eh bien, il faut croire que le marxismme a la couenne plus dure que la physique puisqu'à gauche il est devenu courant d'entendre ce genre d'affirmations. Et cela ne semble malheureusement pas énerver beaucoup de monde. En fait, il faut voir là un phénomène semblable et tout aussi rétrograde que la contestation actuelle des thèses évolutionnistes de Darwin aux USA afin de réintroduire dans les écoles la conception religieuse du monde. Dans les deux cas, on assiste à une offensive en règle contre le point de vue scientifique.

Ces idées ne se limitent pas à quelque sociologue en mal de nouvelle théorie pour sa thèse de doctorat. Combien de fois n'entend-on pas que la lutte de classe et le marxisme sont dépassés. Plus subtilement parfois, et même à gauche, on entend dire que l'action politique traditionnelle est dépassée et par voie de conséquence aussi la nécessité de s'organiser en parti pour agir sur la vie politique et sur la lutte de classe et de repréenter une classe bien précise, le prolétariat, comme le laissait entendre plus haut J.R. Sansfaçon de la revue Le temps fou.

Ce cynisme à l'égard du marxisme et de l'action politique en général mène parfois à l'apolitisme ou, plus subtilement, à de nouvelles formes d'action qui seraient semble-t-il plus innovatrices: la libération individuelle, l'autogestion des petits groupes, etc. Finalement, puisque l'autogestion ça ne marche pas avec la classe ouvrière, on va la faire avec la petite bourgeoisie!

Tout cela est en effet très logique. Si l'histoire n'a pas de sens, si l'histoire n'a pas à être comprise, à quoi sert-il alors de vouloir s'inscrire dans un mouvement historique, dans une lutte où agissent des classes et qui opère selon certaines lois? A quoi sert-il finalement de se donner un parti politique qui tentera d'influer sur cette lutte de classe en devenant lui-même le meilleur représentant d'une de ces classes en lutte?

Lorsque les marxistes disent que l'histoire a un sens, ils n'entendent pas par là, comme le laisse entendre Gorz, que l'histoire est guidée par une quelconque fatalité ni par quelque raison suprême au-dessus des hommes. Nous voulons dire que l'histoire peut être comprise, que les événements historiques ont des causes et qu'on peut dégager de l'étude de l'histoire des lois générales comme on le fait dans les autres domaines scientifiques. Parmi ces lois, il y a celle selon laquelle c'est la production et la reproduction de la vie qui déterminent les rapports que les hommes nouent entre eux, ainsi que les classes sociales. En découvrant cette loi, Marx a aussi démontré que c'est la lutte entre les classes qui détermine gé-

néralement le cours de l'histoire. Si l'histoire ne se résume pas à la lutte de classes, elle est cependant déterminée par elle. C'est donc en étudiant l'histoire qu'on pourra mieux comprendre les rapports de classes aujourd'hui ainsi que leur évolution future.

Etrangement, Gorz, qui veut se démarquer d'une vision fataliste de l'histoire dominée par une "cause transcendante", n'arrive à guère mieux. Il adopte une attitude toute aussi antiscientifique que ceux dont il veut se démarquer. Pas plus qu'eux il ne cherche à trouver la vérité dans les faits et à comprendre le développement de l'histoire. On se demande bien comment il entend en influencer le cours...

Autogestion et libération individuelle

Nous venons tour à tour de découvrir que le prolétariat n'a plus de rôle historique à jouer, que les classes sociales n'existent plus et finalement que l'histoire n'a plus de sens. Il ne nous reste donc que deux alternatives: ou bien on sombre dans l'apolitisme puisque finalement la politique ça ne mène à rien et que "la société qui se décompose sous nos yeux n'est grosse d'aucune autre"[16]. Ou bien, puisque l'histoire n'a pas de sens, on tente le tout pour le tout et sans plus attendre on commence à bâtir la société de nos rêves, ce qui nous tient lieu à la fois de programme, de stratégie et de tactique.

"Il ne s'agit plus de nous dévouer à une Cause transcendante qui rachèterait nos souffrances et nous rembourserait avec intérêt le prix de nos renoncements. Désormais, il s'agit au contraire de savoir ce que nous désirons."[17]

Et que désirons-nous, sinon plus d'autonomie ainsi que la libération et l'émancipation de chacun. Gorz nous propose une société "dualiste" où cohabitent à la fois la production des biens essentiels réduite au minimum et qui se réalise à la manière du capitalisme, ainsi que "des espaces d'autonomie, d'auto-organisation et de coopération volontaire..."[18]

Il s'agit de "reprendre chacun le pouvoir sur sa propre vie en la soustrayant à la rationalité productiviste et marchande,"[19] A quelques nuances près, il s'agit de commencer à construire aujourd'hui le communisme qui prendra un jour le dessus sur le capitalisme. Evidemment, les moyens de ce passage restent un mystère non encore élucidé. Mais ce qui est plus révélateur encore, c'est de saisir comment le vieux projet anarchiste et libertaire nous est reservi avec une sauce nouvelle tout à fait au goût de la crise actuelle.

Car, pour parvenir à cette société idéale, il faudrait apprendre **"à vivre mieux en travaillant et en consommant moins"**[20]. Il faudrait de plus cesser de tout réclamer de l'Etat, car "l'identification de l'individu avec l'Etat et des exigences de l'Etat avec le bonheur individuel sont les 2 faces du totalitarisme"[21]. Face à tout cela, il faut favoriser l'**"autolimitation"** et **"une réduction (...) des activités étatiques"**[22].

On a là en condensé ce que signifie concrètement, froidement et sans détours, cette idéologie de la libération existentielle formulée par Gorz pour les masses travailleuses et chômeuses. Ce programme immédiat, c'est finalement celui du capitalisme en crise en 1981 qui nous propose un nouveau mode de vie où nous serons sur l'assistance sociale 6 mois par année, où il faudra manger du Kraft Dinner et du balloney 7 jours par semaine et où il faudra de plus décharger l'Etat des services que nous lui avons arrachés dans les années 60 et 70.

On a là, quoiqu'on prétende, une idéologie qui, à tout point de vue, correspond à certaines des solutions actuellement mises de l'avant dans les principaux Etats industrialisés pour se sortir de la crise. Le travail à temps partiel et le chômage nous sont présentés comme un nouveau mode de vie, un "choix de civilisation", les coupures dans les services sociaux se font en invitant la population à se prendre elle-même en main afin de décentraliser l'Etat pour le mieux-être de tous.

D'un autre côté, cette décentralisation qui s'accompagne aussi de l'autogestion apparaît pour plusieurs entreprises et l'Etat comme un meilleur moyen de faire taire la contestation, mais aussi de résoudre certains problèmes de bureaucratisation et de centralisation excessive. D'où le slogan fort à la mode depuis plusieurs années "Small is Beautiful"[23] qui résume parfaitement

16. Idem, p. 106
17. Idem, p. 102
18. Idem, endos du couvert
19. Idem, p. 105
20. Idem, p. 176
21. Idem, p. 178
22. Idem, p. 150, des thèses fort semblables ont été popularisées depuis plusieurs années par Ivan Illich, auteur de **Une société sans école, Némésis médicale** et **Le travail fantôme,** Ed. du Seuil, Paris.
23. **Small is beautiful** est aussi le titre d'un best seller rédigé par E.F. Schumacher, Ed. du Seuil, Point, 1979, 316 p. L'auteur, ancien conseiller économique du gouvernement britannique, a ouvert dans plusieurs pays du monde des centres de développement des techniques intermédiaires.

Manifestation contre les coupures organisée par la CSN à Québec le 6 juin 81

Faites votre choix!

cette théorie selon laquelle, pour une meilleure efficacité, une utilisation plus rationnelle des richesses naturelles et un rendement optimum de la production, il faut favoriser les petites et moyenne industries. Le nouveau ministre du plan aujourd'hui en France, Michel Rocard, ce technocrate de la nouvelle génération, est d'ailleurs le plus fervent défenseur de la décentralisation, au nom même de l'efficacité du capitalisme français. Ce qui est plus surprenant par ailleurs, c'est de voir des gens de gauche tenir les mêmes discours que ces technocrates de l'Etat capitaliste et nous dire qu'il ne faut pas trop exiger dorénavant de l'Etat providence et qu'il vaut mieux se prendre en main nous-mêmes.

On est bien loin de la "libération existentielle". On est revenu en fait aux mêmes valeurs productivistes et marchandes que l'on prétendait combattre. "Au-delà du socialisme", on a finalement retrouvé le capitalisme réaménagé mais tout aussi vorace et oppressif que celui que nous connaissons. C'est peut-être finalement que la société idéale ne passe pas par la libération individuelle...

Quelle stratégie?

Si on devait tenter de résumer la stratégie politique qui découle de toute cette analyse, on arriverait grossomodo à ce qui suit.

1- Il faut en premier lieu "changer la vie" et les rapports sociaux. "L'établissement de nouveaux types de rapports sociaux, de nouvelles manières de produire, de s'associer, de travailler et de consommer est la condition première de toute transformation politique."[24]a

2- Deuxièmement, "cette rupture ne peut venir que des individus eux-mêmes (et pas des classes! — NDLR). Le règne de la liberté ne résultera jamais des processus matériels: il ne peut être instauré que par l'acte fondateur de la liberté qui, se revendiquant comme subjectivité absolue se prend elle-même pour fin suprême de chaque individu."[25]

3- En dernier lieu, c'est tout cela seulement qui permettra de transformer l'Etat en "instrument par lequel la société exerce son pouvoir sur elle-même, en vue de son remaniement."[26]

On a là finalement une stratégie qui met au premier plan la libération des individus de laquelle découlerait nécessairement la transformation des rapports sociaux et enfin des structures politiques. Qu'il suffise simplement de souligner que la renaissance de ces idées n'est pas sans liens avec la crise du capitalisme. C'est même un phénomène positif de constater comment dans certains mouvements de lutte, comme les mouvements antinucléaire et féministe, on en arrive à une remise en question radicale des rapports sociaux capitalistes actuels et à promouvoir de nouvelles valeurs totalement opposées à celles que véhicule le capitalisme.

Ce qui est moins vivant cependant, c'est la conviction que pour parvenir au socialisme, qui est justement cette société de transition où l'ensemble des rapports sociaux seront chamboulés, il n'est pas suffisant de se libérer individuellement, ni même de se constituer de petites sphères d'autonomie dans son entourage, sa ville, sa région ou même sa province. Il n'est pas suffisant, même si cela est absolument essentiel, de propager les nouvelles valeurs socialistes et de les vivre dans la mesure du possible. Si on devait en rester là on ne ferait guère mieux que ce qu'ont fait avant nous bien des socialistes utopiques, à commencer par ceux du 19e siècle jusqu'aux anarchistes d'aujourd'hui.

La théorie de Gorz selon laquelle le socialisme passe d'abord et uniquement par la libération des individus ou des petits groupes recèle probablement un intérêt certain pour une petite bourgeoisie constamment menacée dans ses privilèges. Fait à noter, il n'y a d'ailleurs que certaines couches de la petite bourgeoisie qui sont à même de réaliser concrètement cette autonomie individuelle à l'égard des conditions matérielles et du travail. Mais quel intérêt cela a-til pour le prolétariat, et pas seulement pour le prolétariat des principaux pays industrialisés, mais pour le prolétariat international? N'en déplaise à Gorz, le prolétariat international vit encore sous l'ère de la nécessité et pour lui le socialisme correspond encore à des nécessités bassement matérielles comme manger tous les jours, en finir avec le chômage et les mises à pied, avec l'exploitation des femmes au travail comme au sein de la famille, celles des émigrants, des populations autochtones, etc., toutes choses qui rendent plus que jamais nécessaire de bouleverser fondamentalement l'ordre capitaliste si on veut parvenir un jour à libérer complètement les individus.

Voilà finalement le choix qui est le nôtre. Ou bien on choisit la voie de la libération individuelle ou celle de son petit groupe ou de sa petite communauté, on se crée un petite sphère d'autonomie combien fragile dans la société actuelle. Ou bien on choisit la voie de la libération collective en cherchant à s'insérer dans la lutte de classes et on se donne une stratégie et des moyens politiques en conséquence.

Pour parvenir au socialisme, il faudra d'abord réaliser que les classes sociales existent toujours, il faudra ensuite accepter ce fait que jamais dans l'histoire les anciens modes de production n'ont été renversés autrement que par des révolutions. Il faudra enfin faire plus que de "regrouper nos autonomies"[29] mais se donner un parti qui veut bouleverser l'ensemble des conditions matérielles, politiques et idéologiques de notre société, un parti qui entreprendra la lutte révolutionnaire pour le pouvoir politique de la classe ouvrière. C'est loin d'être une solution miracle, c'est une voie pleine d'embûches où aucune question n'est résolue d'avance, c'est du moins un point de départ qu'il faudra bien admettre un jour.

---

24. André Gorz, ouv. cité, p. 165
25. Idem, p. 102
26. Idem, p. 165
27. Le temps fou, ouv. cité, p. 5

Anarchisme ou communisme?

Exposé du secrétaire général de l'OMLC EN LUTTE! lors d'un débat avec Dimitri Roussopoulos, de la revue Our Generation, le 25 janvier 81, à Montréal.

Peinture d'un attentat anarchiste du début du siècle par Flavio Costantini.

Dans cette brève présentation, je vais tenter de montrer que dans la situation d'effervescence et en même temps de confusion et de division qui règne présentement dans les forces de la gauche québécoise et canadienne, l'Organisation EN LUTTE! offre non seulement des perspectives, mais une alternative politique et organisationnelle conséquente, et qu'en revanche le courant anarchiste ou libertaire fait davantage miroiter des illusions dont, à terme, les produits ne peuvent être que le désenchantement, le désarroi et le cynisme.

Il n'est pas exagéré de dire que les forces progressistes du pays traversent une période de crise. Les espoirs, parfois très grands, apparus dans les années 60 et au début des années 70, sont en train de s'estomper; espoirs qui s'étaient cristallisés autour de la question nationale québécoise. On peut dire qu'aucune des diverses forces politiques à la gauche du PQ et du NPD n'est parvenue dans les dernières années à apparaître comme une alternative sérieuse. Si bien qu'aujourd'hui plusieurs d'entre elles connaissent des difficultés politiques et organisationelles majeures. On a vu le PC pro-soviétique perdre un grand nombre d'adhérents en Saskatchewan et ailleurs; les trotskystes sont plus que jamais divisés; le courant indépendance et socialisme québécois ne s'est pas encore remis des suites de son "appui critique" au PQ. Au Canada anglais, le même courant avec le SOC de Vancouver, OCLA d'Ottawa et **Canadian Dimension** de Winnipeg, cherche sa voie quelque part dans les environs de l'eurocommunisme, du révisionnisme soviétique et du marxisme-léninisme... Ce qui fait évidemment penser aux espoirs du RMS, du "Groupe des 100" ou du CFP de créer au Québec un parti qui ne soit ni communiste ni social-démocrate[1].

En revanche, les luttes ouvrières et populaires se multiplient sur tous les terrains: l'oppression des femmes, le chômage, la santé et la sécurité au travail, l'orientation sexuelle, le racisme, les droits nationaux, les problèmes communautaires de logement, de transport, de pollution, les questions scolaires, les vieillards, les handicapés, les prisonniers, la culture populaire, l'énergie nucléaire, le danger de guerre, le soutien aux luttes révolutionnaires à l'étranger...

Bref, on ne compte plus les multiples luttes qui se sont développées au cours des années 70 ni les organisations que les masses travailleuses se sont données pour les mener.

Mais, le plus souvent ces luttes et ces organistions sont demeurées sans liens articulés avec les forces politiques organisées de la gauche, même si — c'est là l'ironie de la situation — un bon nombre de ces organisations souhaitent de tels liens.

* * *

L'Organisation EN LUTTE! a fait connaître ses positions depuis longtemps. La révolution socialiste est à l'ordre du jour, c'est-à-dire que la destruction de l'ordre économique, social et politique bourgeois s'impose comme une condition essentielle à la libération des travailleurs sur tous les terrains où l'exploitation et l'oppression se manifestent.

L'abolition du pouvoir bourgeois, qui repose sur le pouvoir économique mais qui se manifeste dans toutes les sphères de l'activité humaine, ne conduit pas miraculeusement à la libération de l'humanité tout entière et à tous égards. Mais elle est une condition essentielle de cette libération.

C'est pourquoi nous disons que pour parvenir au socialisme il faut s'attaquer au pouvoir d'Etat bourgeois, il faut l'abolir et, pour cela précisément, il

1. OCLA signifie Ottawa Committee for Labor Action; SOC, Socialist Organizing Committee; RMS, Regroupement des militants pour le socialisme et CFP, Centre de formation populaire.

Il n'est pas exagéré de dire que les forces progressistes du pays traversent une période de crise. Les espoirs parfois très grands, apparus dans les années 60 et au début des années 70 sont en train de s'estomper...

faut instaurer le pouvoir de la classe ouvrière et des masses travailleuses, la dictature du prolétariat.

Au-delà des intérêts particuliers défendus par les multiples organisations des masses travailleuses, il y a les intérêts généraux, communs, de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses. C'est le rôle du parti d'assurer la défense de ces intérêts communs, des intérêts de classe.

De plus, face à la puissance monstrueuse du pouvoir bourgeois, face à son organisation, notamment son Etat et son armée, les masses doivent être unies, organisées et capables de faire face à toute situation. Au coeur de cette organisation de classe, il y a le Parti.

C'est à l'édification de ce parti qu'EN LUTTE! consacre ses énergies depuis maintenant plus de 7 ans à l'échelle du Canada, tout en entretenant des liens toujours plus étroits avec les forces engagées dans la même lutte dans de nombreux pays.

Malgré des erreurs certaines, malgré surtout une contre-propagande constante de la part des idéologues bourgeois et, assez étrangement, de la part aussi de nombreuses forces de gauche, l'influence d'EN LUTTE! est en plein développement.

* * *

Parmi les critiques d'EN LUTTE!, il y a ce que j'appellerais le courant anarchiste ou libertaire. Je le fais intentionnellement, car s'ils sont peu nombreux au pays ceux qui défendent explicitement l'idéologie anarchiste, on retrouve dans les forces de gauche plusieurs idées et conceptions qui se rattachent historiquement au mouvement anarchiste.

Les anarchistes et les communistes ont au moins une chose en commun: le projet, l'objectif d'une société libre, égalitaire, une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression sous toutes ses formes, une société sans Etat, sans dirigeants et sans dirigés, sans exploiteurs ni exploités.

Mais cet objectif, cette aspiration, légitime, très ancienne et dont les possibilités de réalisation se développent, les anarchistes en ont fait une utopie — ce dont ils ne se cachent pas d'ailleurs — les communistes, eux, en ont fait un projet révolutionnaire.

C'est là une énorme différence. Les anarchistes définissent la révolution comme la réalisation immédiate de leurs rêves les plus extrêmes, telle l'abolition de l'obligation de travailler; les communistes, quant à eux, la conçoivent comme une transformation radicale des rapports sociaux, une transformation rendue possible par l'existence de conditions matérielles données sur lesquelles il est possible et nécessaire d'agir pour que la révolution ait lieu. Ces conditions sont essentiellement le développement des forces productives et la socialisation de la production.

L'idéologie anarchiste est **apparemment** beaucoup plus révolutionnaire que le communisme. Parce qu'elle est plus radicale: elle affirme la nécessité et la possibilité immédiate de la révolution dans tous les domaines, depuis le contrôle ouvrier de la production jusqu'à la libération totale de la créativité des individus en passant par l'élimination de l'Etat.

Mais, par plusieurs de ses aspects, la pensée anarchiste est bien davantage la radicalisation de l'idéologie libérale qui a présidé à la révolution bourgeoise au 19e siècle avec ses mots d'ordre de liberté, de fraternité et d'égalité, qu'une idéologie révolutionnaire conséquente. Par d'autres côtés, la pensée anarchiste est, en outre, la reprise de la pensée religieuse: elle fétichise le bonheur, elle en fait un absolu, un objet en soi dont la recherche expliquerait toute l'activité humaine. C'est le ciel des chrétiens que les anarchistes veulent ramener sur terre.

Brièvement résumée, notre critique de l'anarchisme pourrait se formuler comme suit: l'idéologie anarchiste appartient à la pensée idéaliste et elle est profondément individualiste. Cela a pour conséquence politique et organisationelle que les anarchistes voient la révolution comme un phénomène très local — on lutte dans telle usine, dans telle rue, au sein de tel "groupe d'affinité" — si bien que le point de vue de classe disparaît et, conséquemment, le parti aussi.

a) **La pensée anarchiste est idéaliste.** Elle fait dépendre la révolution de la seule volonté des individus, de leur recherche de l'Utopie... que les anarchistes espagnols des années 30 appelaient d'ailleurs l'Idée. L'idéalisme remonte au moins à Platon et conçoit le monde comme la matérialisation de l'Idée: l'Idée précède la réalité.

b) **La pensée anarchiste est profondément individualiste** et égocentriste. En cela, elle se modèle tout à fait sur l'idéologie bourgeoise qui s'est consolidée avec le développement du capitalisme. La réalité des classes sociales est en pratique rejetée. La révolution est en définitive une affaire individuelle.

c) Ainsi, au **niveau politique**, les anarchistes ont la malencontreuse habitude de voir la révolution comme un phénomène strictement national et plus encore local, de bouts de rue et d'usines particulières. **Ceci conduit à négliger non seulement le caractère de classe de la lutte**, mais aussi son caractère international, en raison de la réalité même de l'internationalisation de la production (conséquence de sa socialisation) et donc des rapports de classes. En pratique, cela conduit à prétendre faire la révolution ici sans porter la moindre attention à ce qui se passe au Salvador, en Namibie, alors que nos conditions de vie actuelles sont indissociables de celles qui prévalent dans les régions dominées du monde.

Cela est d'autant plus frappant que dès 1848, Bakounine écrivait que "tout le monde (avait) compris que la liberté n'est qu'un leurre lorsque la vaste majorité de la population se voit réduite à une vie misérable..."[2]. La lutte pour mettre fin à une "vie misérable", de famine, de maladie, d'analphabétisme, est encore aujourd'hui le lot de la vaste majorité des habitants de la terre.

Cette façon de réduire la révolution à la réalisation des aspirations (Utopie, Idée) de multiples sections des masses laborieuses, a évidemment des effets au niveau organisationnel.

Au nom de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'anti-autoritarisme, au nom de la lutte joyeuse et sans con-

2. C'est D. Roussopoulos lui-même qui cite ce passage de Bakounine dans un texte paru dans *L'Impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*, coll. Matériaux, Montréal, Editions Nouvelle Optique, 1980, p. 113.

traintes(!), les anarchistes rejettent l'organisation politique unifiée des forces révolutionnaires, ils rejettent le parti. Cela est la conséquence directe de leur négation pratique de la réalité des classes sociales.

La lutte pour le socialisme se ramènerait donc à l'addition "coordonnée" des luttes de toutes les couches sociales, au sein desquelles de multiples conseils d'usine ou de rue, de femmes ou d'écologistes, de minorités nationales ou d'homosexuels constitueraient l'élément dynamique; ces conseils, tout en étant fédérés, garderaient leur autonomie.

Cette conception est une négation des classes sociales, d'une part; elle ne peut mener qu'à la défaite des forces populaires par la réaction, d'autre part. La révolution, ce n'est pas d'abord la matérialisation d'un certain nombre de rêves, c'est l'élimination du pouvoir des classes réactionnaires, sans quoi les aspirations les plus nobles et les plus justifiées demeureront indéfiniment des illusions dérisoires.

* * *

Certains diront peut-être que s'il est facile de réfuter l'anarchisme en paroles, le communisme, quant à lui, a connu la réfutation de la pratique. Le Goulag, la dictature du parti, les asiles russes, le culte maladif de Mao, le "monstrueux Staline", autant de preuves que le léninisme et que le marxisme sont impuissants à fournir la voie vers le socialisme.

L'histoire de la lutte des classes depuis plus d'un siècle pose un nombre considérable de questions que nous n'avons pas l'intention d'éluder. A celles que je viens d'évoquer, on pourrait en ajouter de nombreuses autres, telles la défaite de la Commune de Paris en 1871 ou celle de la Révolution espagnole en 1939.

Si on prétend que la révolution russe a eu les suites que l'on sait — je parle de celles qu'on condamne, bien sûr — à cause de Lénine ou encore de Staline, je poserai la question: à cause de qui les Communards ont-ils été défaits? à cause de qui les révolutionnaires espagnols, dont beaucoup d'anarchistes incidemment, ont-ils perdu la bataille?

En d'autres termes, avant de chercher des boucs émissaires sur qui faire reposer les "échecs de l'histoire", plutôt que de faire l'exégèse des idées qui auraient conduit des sections de l'humanité au désastre, il serait sans doute préférable d'étudier les rapports de forces qui ont joué dans ces circonstances, les facteurs qui ont poussé les masses à adopter telle voie plutôt que telle autre.

Agir autrement, c'est faire totalement fi d'un enseignement de l'histoire pourtant cher aux adversaires du parti, à savoir que ce sont les masses qui font l'histoire et non les chefs. A moins, bien sûr, que cet enseignement ne vaille que dans les cas considérés comme des réussites, alors que ce qu'on qualifie d'"échecs" doit être rejeté sur les épaules de quelqu'un ou de ses idées. Il ne s'agit pas de nier la responsabilité des individus ni des organisations politiques ni même des classes, mais bien de ne pas lui donner une extension illimitée, surtout pas de façon sélective, soit qu'il s'agisse de déifier quelqu'un ou d'en faire un monstre, dont les idées deviendront alors des vérités de foi ou bien une calamité.

Si on sait l'étudier dans une perspective matérialiste, l'histoire fourmille d'enseignements d'une portée inestimable pour ceux qui aujourd'hui veulent contribuer à la transformation de la société et faire en sorte que ce qu'Engels appelait l'"ère de la liberté" succède définitivement à l'"ère de la nécessité".

Depuis plusieurs mois déjà, notre Organisation est engagée dans cette étude. J'aimerais mentionner un certain nombre de points de notre **Programme** qui s'en trouvent, à notre sens, confirmés.

a) Il n'est pas question pour nous de remettre en question l'analyse matérialiste de l'histoire et de la société capitaliste élaborée par Marx, ni ses conclusions sur la nécessité et l'inévitabilité du socialisme. Il reste cependant que Marx (ni Lénine d'ailleurs) n'a pu analyser la société de 1980, qu'il n'a pu tirer les enseignements des soixante dernières années de lutte pour le socialisme. Ces tâches incombent aux révolutionnaires d'aujourd'hui et ces tâches ne consistent pas à aligner des citations de qui que ce soit ni à reprendre les mots d'ordre de 1917 ou de 1936 comme si la situation de 1980 n'était qu'un simple calque du passé.

b) C'est en raison de la vision matérialiste que nous adoptons de l'histoire, que nous défendons fermement le point de vue léniniste sur le parti, c'est-à-dire un parti de classe, un parti centralisé et un parti discipliné. Nous savons fort bien que la lutte des classes se mène sur divers terrains par diverses organisations; les individus se regroupent par affinités, des affinités qui reposent sur des intérêts immédiats communs: les femmes, les ouvriers, les nationalités opprimées, les chômeurs, les étudiants, les écologistes, les motards, les pacifistes et même les délinquants. Maintenant et aussi longtemps qu'on considère que la lutte des classes est le moteur de l'histoire, que le socialisme exige le renversement du pouvoir de classe de la boureoisie, la nécessité du parti s'impose.

La nécessité de l'organisation est largement reconnue dans la gauche: les anarchistes préconisent une espèce de fédération de conseils autonomes fondés sur la diversité des préoccupations immédiates; d'autres, tels les socialistes indépendantistes, veulent un parti qui ne soit ni communiste ni social-démocrate!

Nous disons que le parti ne remplace pas les organisations de masse dont il doit, au contraire, soutenir les luttes, au sein desquelles il doit favoriser l'unité et la collaboration. Le parti ne cherche pas à s'infiltrer dans les organisations et à les noyauter: il y agit dans le seul but de faire apparaître les intérêts de classe communs à tous ceux qui affrontent la bourgeoisie d'une façon ou d'une autre.

Mais le parti a une fonction spécifi-

Les anarchistes et les communistes ont au moins une chose en commun: le projet, l'objectif d'une société libre, égalitaire, une société débarassée de l'exploitation et de l'oppression sous toutes ses formes, une société sans Etat, sans dirigeants et sans dirigés, sans exploiteurs ni exploités.

que qui ne peut être remplie par aucune fédération anarchiste, par aucun amalgame de fractions trotskystes, par aucun "regroupement ni communiste ni social-démocrate"... Cette fonction consiste à assurer l'unité combattante de classe dans toute situation révolutionnaire et de constituer l'instrument indispensable de lutte pour le pouvoir des masses populaires. Car même si des réformes sont possibles, même si des formes mitigées de "pouvoir populaire" sont réalisables momentanément sous le capitalisme, il reste que le pouvoir populaire dans l'ensemble de la société ne se conquiert pas usine par usine ni rue par rue: il faudra bien un jour s'attaquer aux instruments du pouvoir bourgeois et les démolir. Là se trouve la première tâche historique du parti du prolétariat.

c) Le prolétariat et les masses populaires ne sont pas une réalité monolithique. Le parti révolutionnaire ne peut pas être monolithique. Il doit fournir un cadre où les différences de vues, la diversité des intérêts, la multiplicité des luttes à mener, trouvent à faire leur unité. Ce cadre, c'est le centralisme démocratique.

Nous ne sommes ni obsédés ni traumatisés par ce qu'on appelle les "partis staliniens", cherchant par là à discréditer les partis léninistes. Nous connaissons les accrocs au centralisme démocratique survenus sous Staline en URSS, sous Mao en Chine et dans bien des partis de la IIIe Internationale. Mais ce principe organisationnel nous semble le seul qui permette à la fois l'expression franche des points de vue et l'unité indispensable à une action politique de classe victorieuse.

Le principal problème qui nous confronte aujourd'hui sur ce terrain, c'est de savoir appliquer le centralisme démocratique non pas de façon dogmatique, abstraite, mais en tenant compte des particularités de la société canadienne, de la culture populaire ici. Notre expérience nous montre que cela est possible; nous considérons que le centralisme démocratique nous a permis d'aborder correctement aussi bien des questions politiques fondamentales que des problèmes qu'on qualifie de "privés" ou de "personnels" et d'aider les camarades de l'Organisation à les résoudre correctement.

d) L'Etat socialiste, la dictature du prolétariat, voilà bien le morceau de résistance. Contrairement à ce qu'on dit parfois, à savoir que les révolutions russe et chinoise notamment, prouvent que l'Etat est une institution contre-révolutionnaire dont il faut chercher la destruction sans délai, ces révolutions illustrent:

1) l'absolue nécessité d'une force organisée pour résister au retour du capitalisme tant que ce mode de production n'aura pas été éliminé de la face de la terre;

2) la nécessité également d'un organe de direction dans toute société où le niveau de développement de la richesse sociale, des forces productives, constitue encore un empêchement objectif à la société communiste.

Le socialisme, ce n'est pas le paradis terrestre, le pouvoir de l'imagination et l'abolition du travail, le socialisme, c'est une phase historique qui pourrait être passablement longue, qui verra l'élimination des bases matérielles et idéologiques de la société de classes. Cette transition doit être dirigée par un organe collectif de pouvoir, car tant que les contradictions sociales auront des bases matérielles le danger du retour au pouvoir des uns sur les autres (société de classes) existera. Cela aussi, la Russie et la Chine l'ont bien démontré.

Mais il serait ridicule de prétendre que c'est à cause de l'Etat et à cause de la dictature du prolétariat que ces sociétés sont ce qu'elles sont aujourd'hui. Leur évolution s'explique d'abord par les conditions qui prévalaient dans ces pays, économiques, sociales, culturelles, et dans l'ensemble du monde, c'est-à-dire en raison de l'action menaçante de l'impérialisme mondial, même s'il est vrai que l'existence d'un Etat fortement centralisé a certainement facilité l'usurpation du pouvoir par une nouvelle couche dirigeante. C'est l'apparition de cette couche dirigeante qu'il faut expliquer; cette explication se trouve dans les rapports de classe et pas seulement dans l'existence de l'Etat. De plus, l'Etat, aussi bien en URSS qu'en Chine, était historiquement inévitable.

* * *

J'espère que mes remarques, même si elles étaient incomplètes à bien des égards, auront servi à mieux faire comprendre les positions d'EN LUTTE!.

Ce sur quoi j'aimerais insister en terminant, c'est sur le désir de notre Organisation de prendre part activement aux débats qui se mènent en ce moment dans l'ensemble de la gauche canadienne, dans l'espoir de contribuer positivement à la clarification des questions de fond qui s'y posent. Nous avons déjà commencé à ouvrir les pages de notre presse à nos lecteurs, membres ou non de notre Organisation, ou à toute autre personne; nous entendons poursuivre dans cette voie. L'invitation vous est faite de nous faire parvenir vos prises de position et à prendre connaissance des nôtres.

... avant de chercher des boucs émissaires sur qui faire reposer les "échecs de l'histoire", plutôt que de faire l'exégèse des idées qui auraient conduit des sections de l'humanité au désastre, il serait sans doute préférable d'étudier les rapports de forces qui ont joué... les facteurs qui ont poussé les masses à adopter telle voie plutôt que telle autre.

Le tiers-monde, une réalité en évolution

C'est vers le début du siècle que le capitalisme de libre concurrence cédait le pas au capitalisme des monopoles, à l'impérialisme. Ces années, marquées par la domination du capitalisme impérialiste, auront été, sans doute, parmi les plus mouvementées de l'histoire humaine. Aujourd'hui, le système capitaliste mondial est, de nouveau, secoué par la crise. Aujourd'hui aussi, les espoirs suscités par plus de 60 ans de révolution populaire et ouvrière se voient ébranlés par des revers dont il reste encore à tirer toutes les leçons.

Voilà pourquoi, s'il est urgent actuellement de débattre de la stratégie et de la tactique de la révolution dans le monde contemporain, il est essentiel aussi de fonder ce débat sur une connaissance objective des caractéristiques actuelles de l'impérialisme. C'est dans ce contexte qu'EN LUTTE! constituait, il y a environ un an, un petit groupe de recherche sur l'impérialisme. Le texte qui suit est un *document de travail* qui présente un aspect des recherches de ce collectif. D'abord, le texte fait état d'un certain nombre de théories sur l'impérialisme. Ensuite, le texte examine l'évolution récente des liens entre l'impérialisme mondial et ces pays qu'on désigne généralement sous le terme de "tiers-monde"

L'impérialisme, une vieille préoccupation

Marx a analysé le capitalisme pur, le capitalisme de libre concurrence, et on sait tout l'impact qu'a encore son oeuvre. Mais au tournant du siècle le capitalisme a revêtu des traits nouveaux. Quels sont-ils? En quoi affectent-ils les lois du capitalisme de libre concurrence? Quelles en sont les conséquences sur la révolution?

Toute une littérature théorique de diverses tendances s'est penché là-dessus. Hilferding, Lénine, Luxembourg, Kautsky, Boukharine, Bauer et d'autres apportèrent leurs contributions, relayés plus récemment par des théoriciens importants comme Frank, Baran, Amin, Palloix, Jalée, Emmanuel, Magdoff, Bettelheim, etc. S'il n'est pas possible dans ce cadre-ci de retracer l'histoire des théories de l'impérialisme[1], nous pouvons toutefois poser certains jalons en fonction de notre objectif.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme

Dans son ouvrage encore très actuel, **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**, Lénine s'est surtout attaché à faire ressortir les transformations du capitalisme et leurs conséquences politiques **au sein des pays impérialistes**. Il pointe du doigt l'engouement des classes possédantes pour l'impérialisme, la corruption d'une partie de la classe ouvrière et la domination de l'opportunisme, les rivalités qui déchirent les grandes puissances, l'oppression nationale, la réaction en politique, etc.

Les perspectives de la révolution prolétarienne dans les pays avancés sont ainsi posées comme inséparables du fait qu'une poignée de pays riches tire des profits fabuleux de l'exportation des capitaux et de leur domination sur le reste du monde.

Quelques pistes importantes sont fournies sur les conséquences de l'exportation des capitaux dans les colonies et semi-colonies, mais visiblement, ce n'est pas là la préoccupation majeure de Lénine à ce moment. Cela correspond sans doute au fait que les pays dominés prennent alors beaucoup moins de place qu'aujourd'hui sur la scène mondiale.

Depuis 1945, en effet, la multiplication des luttes révolutionnaires dans ces pays, leur composition de classe complexe, la nature (ou l'existence même) du développement qui y prend place, la révélation de l'immense détresse des masses de ces pays, tout cela met à l'ordre du jour des questions politiques dont les réponses ne sont pas toutes faites. Selon les termes de la Banque mondiale, 40% de la population du tiers-monde vit dans la pauvreté absolue, celle-ci étant définie par "des conditions de vie abjectes, caractérisées par la maladie, l'analphabétisme, la malnutrition et une telle misère que ses victimes se voient privées de tout ce qui est essentiel à l'être humain"[2]. Une telle situation exige qu'on travaille à fournir des réponses.

L'impérialisme américain s'intéresse au tiers-monde

La guerre froide fit du tiers-monde un enjeu central de la lutte entre les blocs soviétique et américain après 1950. Les Etats-Unis hégémoniques, désireux de se placer solidement les pieds dans les nouveaux pays qui se libéraient du colonialisme européen, se donnèrent une théorie sur mesure, qu'il revint à W.W. Rostow[3] d'articuler plus clairement que ça ne s'était fait jusque-là. Une nouvelle science universitaire était née et devint très populaire: l'économie du développement.

Pour cette école de pensée pro-impérialiste, la cause de la grande pauvreté de tant de pays résidait dans le

1. Il existe plusieurs livres qui synthétisent et analysent ces diverses théories, ce qui permet aux personnes intéressées de prendre rapidement un premier contact avec elles. Entre autres: Michalet, (Charles-Albert), **Le capitalisme mondial**, PUF, 1976
2. **Finances et développement**, publication trimestrielle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, volume 15, no 3, septembre 1978
3. Rostow, W.W., **The stages of economic growth**, Cambridge, University Press, Cambridge, 1960

dualisme de leur économie. Un secteur arriéré précapitaliste était responsable du peu de développement de l'autre secteur, le secteur capitaliste moderne.

Selon cette thèse, le sous-développement des uns et la grande richesse des autres n'avaient rien à voir ensemble. Le tiers-monde était vu isolément, en dehors des rapports impérialistes, comme s'il s'agissait tout bonnement qu'un certain nombre de pays en retard refassent à leur tour le chemin parcouru cent ans plus tôt par les pays avancés. Rostow en arrivait ainsi à définir diverses étapes dans la croissance économique, et au terme desquelles les pays sous-développés parviendraient à un taux d'accumulation suffisant pour le "décollage" économique, avec le concours indispensable (évidemment!) de l'"aide" américaine.

La théorie de la dépendance

Dans les années 60 et à la fin des années 50, les luttes dans le tiers-monde prennent une nouvelle ampleur: guerre d'Algérie, guerre du Congo, indépendance de plusieurs pays africains, guerre du Vietnam, révolution cubaine... autant de luttes anti-impérialiste plutôt "inexplicables" pour des théories du genre de celle de Rostow.

C'est dans ce contexte que la théorie de la dépendance[4], dont les fondements ont été établis par Paul Baran dès 1952, connaît un grand développement théorique et une grande popularité chez les progressistes. L'impérialisme est alors vu surtout comme un système portant atteinte à l'indépendance nationale des pays.

S'étant donné pour but de contrer les thèses de Rostow, la théorie de la dépendance en prend l'exact contrepied et aborde la question du tiers-monde d'un point de vue mondial, à partir des rapports qu'elle perçoit entre les diverses composantes de l'économie mondiale.

Pour elle, l'arriération économique est le fruit direct de la domination impérialiste. Le rapport essentiel est celui de la dépendance dans laquelle le "Centre" (les pays impérialistes) tient la "Périphérie" (le tiers-monde). Le centre, en effet, impose aux pays de la périphérie une place dominée sur le marché mondial où ils ne sont que des fournisseurs de matières premières et des acheteurs de produits industriels du centre. L'échange inégal est la façon principale par laquelle le centre exploite la périphérie.

La dépendance imposée bloque toute possibilité de développement économique autocentré (fait en fonction des besoins nationaux) de la périphérie. L'économie ainsi déformée ne peut guère aboutir à autre chose qu'au "développement du sous-développement" ainsi que le dira Andre Gunder Frank.

Des critiques récentes

La théorie de la dépendance a l'incontestable mérite de décrire de multiples facettes de la domination impérialiste et de remettre sur la table la responsabilité de l'impérialisme dans le sous-développement.

Des développements récents dans le tiers-monde ont cependant amené certains théoriciens à critiquer la théorie de la dépendance qui n'arrivait pas à en rendre compte de façon satisfaisante[5].

L'aspect principal de cette critique tourne autour du fait que la théorie de la dépendance, si bonne soit-elle pour décrire une situation **à un moment donné**, ne fournit qu'une vision statique et figée des choses, la périphérie restant éternellement pareille à elle-même faute d'une dynamique propre. L'impérialisme agit et la périphérie subit.

La base théorique de cette critique repose sur le fait que la théorie de la dépendance prend essentiellement appui sur les **rapports d'échange**, sur la circulation et la distribution, rapports qui ne sont pas les rapports déterminants dans l'évolution des sociétés et qui peuvent même masquer les rapports de classes.

En contrepartie, on fait valoir la nécessité d'analyser les rapports de

4. Il n'existe pas à proprement parler UNE théorie de la dépendance qui soit intégralement partagée par tout un ensemble de théoriciens. Mais malgré des différences, on est justifié de rassembler en une même école de pensée fondamentale des auteurs comme Paul Baran, Samir Amin, Andre Gunder Frank, Babakar Sine ou Pierre Jalée

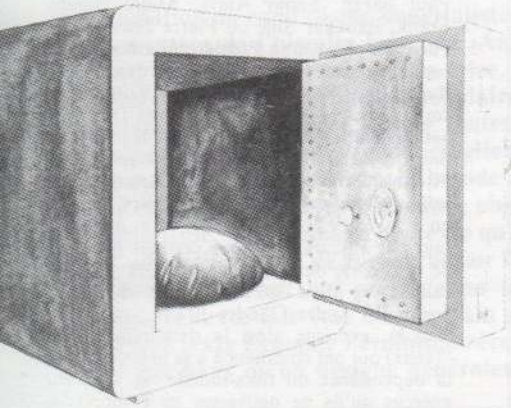
5. Par exemple: Karen Pfeider qui a écrit **State capitalism and development** paru dans **Merip Reports** no 78 (vol. 9, no 5, juin 1979); ou encore: James M. Cypher qui a écrit **The internationalization of Capital and the transformation of social formations: A critique of the Monthly Review school**, article paru dans **The review of radical political economics**, vol. 11, no 4, hiver 1979. Dans les dernières années, il faut par ailleurs noter que certains partisans de la théorie de la dépendance ont remis en cause les idées qu'ils avaient défendues jusque-là. Andre Gunder Frank, qui est de ceux-là, exprime ainsi la démarche suivie: "(ceux) qui ont commencé à se préoccuper de la dépendance du tiers-monde, se sont vite aperçus qu'ils ne pouvaient en comprendre adéquatement la problématique à moins d'élargir leurs vues à l'analyse du système capitaliste mondial et, peut-être, au système mondial contemporain considéré comme un tout". (source: A.G. Frank, World system in crisis, in **Contemporary marxism**, no 2, hiver 1980, p. 15). Démarche ardue, mais qui seule peut rendre compte de l'évolution d'un monde de plus en plus intégré en un système unique, comme nous l'indiquons en conclusion de cet article.

Tableau 1
Croissance du produit intérieur brut (PIB) et du produit intérieur brut par tête, 1960-1980 (taux de croissance moyen annuel en pourcentage aux prix de 1975)

	PIB		PIB par tête	
	1960-70 (%)	1970-80 (%)	1960-70 (%)	1970-80 (%)
Pays à faible revenus	4,2	4,0	1,8	1,7
Asie	4,2	4,2	1,8	2,0
Afrique	4,2	3,0	1,5	0,2
Pays à revenu intermédiaire	6,4	5,5	3,9	2,9
Ensemble des pays en voie de développement	5,9	5,2	3,4	2,8
Pays industrialisés	4,9	3,4	3,8	2,7
Pays exportateurs de pétrole à capitaux excédentaires	11,9	5,6	8,2	1,8
Economies à planification centrale	6,8	5,5	5,7	4,6

Source: adaptation de données fournies dans **Finances et développement**, *septembre 79*
Pays à faible revenu: pays sous-développés ayant $300.US et moins de PNB par habitant en 1977
Pays à revenu intermédiaire: pays sous-développés ayant $300.US et plus
Pays exportateurs de pétrole à capitaux excédentaires: Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Koweit, Lybie, Oman, Qatar
Economies à planification centrale: ne sont inclus que ceux d'Europe de l'Est

production et donc de prendre en considération les contradictions internes des pays du tiers-monde dans le contexte de l'impérialisme. Une telle approche théorique, plus dialectique, nous apparaît plus prometteuse et plus capable d'expliquer les nouvelles tendances à l'oeuvre dans le monde. C'est celle que nous allons adopter.



Quel tiers-monde? Un portrait de certaines tendances actuelles

Le concept de tiers-monde peut apparaître à première vue comme dénué de toute ambiguïté. Tout le monde sait bien qu'il existe des pays pauvres, dominés, peu développés au plan des forces productives. Le tiers-monde, c'est ça. Cependant, pour peu qu'on se donne la peine d'examiner de plus près l'évolution économique de ces pays, on s'aperçoit du caractère erroné de bon nombre d'idées préconçues et de clichés.

Le tableau no 1 nous donne de précieuses indications sur la question litigieuse du développement des pays du tiers-monde. On y constate d'abord que les taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) des pays du tiers-monde sont plus élevés que ceux des pays impérialistes au cours des années 60. Dans les années 70, la différence est encore plus marquée en faveur du tiers-monde. La stagnation n'est donc certes pas une caractéristique de ces pays pris globalement.

Le tableau nous permet une seconde remarque: la croissance est répartie très inégalement au sein du tiers-monde, les pays les plus pauvres progressant(!) nettement plus lentement que les pays relativement plus riches. Une distinction importante émerge ici au sein du tiers-monde. Un certain nombre de pays croupissent littéralement dans la misère sans que rien ne laisse présager pour eux une croissance future dans les conditions actuelles. Le terme de "quart-monde" est de plus en plus utilisé pour décrire cette réalité.

Le tableau nous suggère une troisième observation, à savoir que la forte croissance démographique tend à annuler une bonne partie de la croissance économique. Inégale selon les continents, cette pression démographique se traduira par exemple par la perspective que les villes du tiers-monde auront à absorber environ 1 milliard, 200 millions de personnes d'ici l'an 2000. Imagine-t-on le défi immense que cela pose à l'égard de la hausse vitale de la productivité agricole, à l'égard de la création d'emplois et de services urbains (eau, égout, etc.)?

Le tiers-monde est fortement associé à la production et à l'exportation de matières premières. Un certain nombre de faits doivent nous amener à nuancer cette idée. Le tiers-monde, en effet, était responsable de 9% de la production industrielle mondiale en 1967. En 1973, c'était 10% et en 1977, 12%. Une légère tendance à la hausse donc.[6]

Le tableau no 2, utilisant l'indice indirect de l'emploi industriel, confirme cette tendance. On y constate que depuis 1960 cet indice s'est multiplié par 2 dans les pays du tiers-monde, avec une progression un peu plus forte dans l'industrie lourde. La classe ouvrière élargit donc rapidement ses rangs.

L'industrialisation progressive du tiers-monde transparaît également dans l'évolution de la composition des exportations, malgré les tendances protectionnistes de ces dernières années dans les pays industrialisés.

Les chiffres du tableau 3 nous indiquent trois choses. D'abord, qu'il reste

Tableau 2
Indices de l'emploi industriel (1970 = 100)

	Pays développés à économie de marché	Pays en voie de développement à économie de marché		
	Total	Total	Industrie légère	Industrie lourde
1960	85	70	74	61
1968	97	93	94	91
1977	97	140	136	150

Source: **United Nations Statistical Yearbook 1978**, *p. 36.*

Tableau 3
Exportations de marchandises des pays en développement (en pourcentage des exportations totales)

Composition	Part des exportations totales (%)		Taux annuel moyen de croissance (%)	Part dans les exportations mondiales (%)	
	1960	1976	1960-76	1960	1976
Combustible et énergie	38	38	6,3	44	41
Autres produits primaires	51	35	3,7	37	34
Produits manufacturés	11	27	12,7	6	10
machines et équipement de transport	1	6	17,5	2	5
autres produits manufacturés	10	21	11,8	9	14
Total	100	100	6,3	24	21

Source: adaptation de données fournies dans **Finances et développement**, *juin 80, p. 23.*

6. Source: Le Monde, **Bilan économique et social 1979**, supplément aux dossiers et documents du monde — janvier 80

Tableau 4

	Hong Kong	Corée	Malaisie	Singapour	Taïwan
Taux de croissance per capita 1960-76	6.5	7.3	3.9	7.5	6.3
Produit national brut per capita 1976	2,110	670	860	2,700	1,070
Croissance de la production industrielle					
1960-70	8.2	17.2	6.4	12.6	16.4
1970-76	7.1	17.1	9.6	9.1	14.1
Industrie en% du produit national brut					
1960	34	19	18	18	29
1976	34	34	30	35	45
Exportations de marchandises en% du produit national brut 1976	90	33	52	100	46
Croissance annuelle des exportations					
1960-70	10.0	35.7	8.9	4.2	23.7
1970-76	12.7	31.7	4.3	14.1	16.2
Produits manufacturés en % des exportations					
1960	80	14	6	26	14
1975	97	82	18	43	—

Source: **The World Bank, World Development Report, 1978** *(New-York: Oxford U. Press, 1978) Tables 1-7.*

vrai que les matières premières prises en bloc demeurent le principal item d'exportation avec 73% du total, d'où d'ailleurs les revendications visant à hausser et à stabiliser leurs cours.

En second lieu, il faut prendre note de la tendance à la réduction de la part des matières premières non pétrolières au profit d'une augmentation nette de la part des articles manufacturés, lesquels passent de 11% à 27% du total, ce qui est significatif. Sans compter qu'on reconnaît généralement que la gamme de ces articles s'élargit graduellement.

La 3e tendance qui se révèle, bien que encore embryonnaire, est celle à l'exportation de biens d'équipement (et non plus seulement de textiles par exemple). En 1977 Taïwan a même déclassé la Suisse au titre de 3e fournisseur de machines-outils des Etats-Unis.

Tableau 5
Distribution de l'investissement étranger selon le niveau de PNB per capita des pays en voie de développement

PNB per capita	Milliards de dollars (1975)	%
$1000. ou plus	22,3	49,5
$500. à $999.	10,4	23,1
$200. à $499.	5,8	13,0
Moins de $200.	6,5	14,4
Total	45,0	100

Source: **United Nations Centre on Transnational Corporations based on O.E.C.D. Development Co-operation,** *Paris.*

Le bond dans l'endettement

La dette publique extérieure de 96 pays du tiers-monde totalisait 75 milliards en 1970. Huit années plus tard, elle dépasse 350 milliards et, aujourd'hui, elle doit osciller entre 400 et 500 milliards[7]. Ces chiffres effarants suggèrent un réel bond qualitatif dans le niveau d'endettement depuis quelques années.

Cette tendance s'est accélérée avec la forte hausse des prix du pétrole en 1973. Le tiers-monde important environ 20% du pétrole commercialisé, cette hausse a contribué à alourdir le déficit commercial des pays non producteurs. En 1978, le tiers-monde exportait pour 26 milliards de dollars, mais il importait pour 123 milliards. Les divers types d'emprunts avaient permis jusqu'ici de financer ce déficit et de continuer à importer (aliments de plus en plus, biens d'équipement pour faire marcher les industries...). Il est connu que le Brésil par exemple a suivi une politique délibérée de développement par l'endettement.

Aujourd'hui cependant, le service de la dette est devenu si onéreux que pour certains pays, il équivaut à la somme totale des recettes d'exportations. Ce qui, dans le cas de la Tanzanie disons, ne laisse plus aucune marge pour l'importation des biens nécessaires au fonctionnement de ses quelques industries... à moins d'obtenir d'autres prêts que les impérialistes hésitent à consentir puisque le remboursement des premiers prêts est loin d'être assuré.

L'investissement étranger — et les fortes sorties de capitaux qu'il implique pour les pays qui le reçoivent — crée ainsi une situation très difficile, d'autant plus qu'une partie de ces emprunts est détournée de fins productives par la corruption de régimes en place, et qu'une autre sert à de grands travaux d'infrastructure dont la rentabilité ne peut être à court terme.

Cette crise de l'endettement peut avoir des conséquences graves sur la stabilité du système bancaire international et elle affectera certainement les pays impérialistes. On évalue par exemple que 100,000 emplois directs qui ont été créés en France, en pleine période de récession de 1973 à 1976, dépendent de l'exportation de biens vers le tiers-monde, en particulier des biens d'équipement[8].

7. Source: **Finances et développement**, septembre 1980, p. 25
8. Source: Le Monde, **Bilan économique et social 1979**

Différents pays, différentes situations

Malgré un élément constant qui est la misère, l'oppression et l'exploitation féroces des masses, ce qu'on appelle le tiers-monde se différencie de plus en plus sous l'effet des grandes tendances que nous avons vues.

Le concept même de tiers-monde (ou de "Sud") apparaît à ce moment comme peu scientifique et peu utile pour saisir les contradictions réelles qui permettent d'établir la voie de la révolution dans les pays, puisque c'est un concept fourre-tout. Si donc son utilisation peut être commode à un certain niveau, il ne saurait permettre de fonder une stratégie comme ont tenté de le faire les Chinois avec la théorie des trois-mondes par exemple.

D'ailleurs, les pays du tiers-monde font l'objet de bien des types de regroupements selon de multiples critères plus ou moins significatifs. Pour notre part, nous nous contenterons ici d'exposer le clivage qui existe entre les pays qui s'industrialisent et où le capitalisme se développe, et les pays où on ne constate pas ce développement.

Les pays où on ne constante pas un développement de l'industrialisation. Parmi eux, il y a le "quart-monde" dont nous avons parlé. Ce sont les pays les plus pauvres de la planète en termes de revenu per capita. Jusqu'à 90% de la population y vit d'une agriculture arriérée et l'industrie représente au maximum 10 ou 12% du Produit national brut (PNB). Les capitaux étrangers sont relativement peu abondants, concentrés sur un petit nombre de matières premières qui fournissent la quasi-totalité des exportations. La croissance est faible ou nulle. La majorité de ces pays se retrouvent en Afrique, le continent le plus pauvre. On peut citer l'Ethiopie, la Haute-Volta, la Somalie et, sur d'autres continents, le Bhoutan, Haïti, etc.

Assez étrangement à première vue, un certain nombre de pays exportateurs de pétrole ne connaissent pas non plus d'industrialisation. Leurs taux de croissance du PNB furent très élevés après 1973, mais déjà ils s'essoufflent avec les tendances à la baisse de la production et des prix du pétrole. Il faut dire que dans les pays dont on parle ici, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweit, les Emirats arabes, le pétrole constitue à lui seul jusqu'à 100% du PNB. Les richesses provenant de l'or noir n'arrivent pas à générer de développement, comme quoi ça réclame d'autres conditions que des capitaux...

Les pays où on constate le développement d'une industrialisation. Selon Le Monde[9], une trentaine de pays sont engagés dans cette voie et leur population totale s'élève à 1,5 milliard de personnes. On les désigne parfois comme les pays nouvellement industrialisés (PNI). Parmi eux se trouvent quelques pays d'Asie de l'Est comme Taïwan, la Corée du Sud, Singapour, Hong Kong et la Malaisie.

Le tableau 4 nous confirme à la fois leur industrialisation (Singapour n'a ni mines, ni agriculture), leurs taux de croissance parmi les plus hauts au monde ainsi que le poids très élevé des exportations de biens manufacturés dans leur économie. Ces pays ont une croissance qui repose sur une ouverture totale au capital étranger et sur une politique de surexploitation de la force de travail: à productivité égale, le dixième du salaire de la main-d'oeuvre des pays avancés, aucune règlementation qui pourrait ennuyer le capital, y compris le capital autocthone de plus en plus important. Ces pays fournissent 10% de la production industrielle du tiers-monde, qu'ils destinent en plus grande partie au marché mondial.

D'autres pays nouvellement industrialisés se retrouvent chez les producteurs de pétrole, comme le Nigeria ou le Venezuela. Mais nous y reviendrons plus tard en détaillant le cas de l'Iran.

Parmi les autres pays nouvellement industrialisés, les cas les plus importants sont sans doute ceux du Brésil et du Mexique dont les populations additionnées équivalent aux 2/3 de toute l'Amérique latine. Dans ces deux cas, l'industrie forme de 35 à 40% du PNB et elle fournit une part grandissante des exportations: 3% du total en 1960 au Brésil contre 27% en 1975. Les chiffres équivalents pour le Mexique sont respectivement 12% et 52%. Leur production industrielle cumulée représente 37% de la production industrielle du tiers-monde. Mais destinée avant tout au marché interne, leur production industrielle ne totalise que 17% des exportations totales de ces biens par le tiers-monde.

Quelques tendances actuelles de l'exportation de capital

Depuis 1945 et encore plus depuis 1960, les monopoles internationaux ont fortement accru leur activité dans le monde. Cependant, depuis 1970, l'hégémonie américaine des premières années tend à diminuer avec la montée du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest. Aussi, effectués de plus en plus sous la forme d'investissements directs, les placements de capitaux tendent à s'effectuer de moins en moins dans le tiers-monde, qui n'en accueillait plus que le quart au milieu des années 70[10]. Les capitaux américains en particulier, qui composaient plus de la moitié des exportations mondiales de capitaux en 1971 tendent à déserter l'Amérique latine pour aller s'investir en Europe.

Cependant, pris globalement et en chiffres absolus, le flux de capitaux vers le tiers-monde s'accroît beaucoup depuis 1973, quoiqu'il faille tenir compte de l'inflation. En 1970, le grand total du flux de l'investissement direct et des autres ressources financières vers le tiers-monde avoisinait 16 milliards de

9. Source: idem
10. Une partie des données présentées ici sont tirées de **Au pays des multinationales** paru dans UNITÉ PROLÉTARIENNE, no 24 (vol. 5, no 2) avril-mai-juin 81

dollars, pour grimper à 43 milliards en 1974 et à 66 milliards en 1976[11]. Ces chiffres suggèrent une forte hausse de l'accumulation du capital étranger dans les pays du tiers-monde, ce qui est sans doute l'une des raisons de la croissance économique (et de la dette!) enregistrée dans un certain nombre de pays. Le tableau 5 tend à confirmer cette interprétation.

Nous y voyons en effet que le capital étranger se concentre dans les pays qui sont relativement plus développés. Le Mexique et le Brésil à eux seuls reçoivent 55% de tout l'investissement direct américain dans le tiers-monde. Cet investissement contribue donc certainement à accroître les chiffres du PNB per capita, sans par ailleurs que ça veuille dire le moins du monde que chaque "capita" des pays en question en profite!

Une autre tendance actuelle très importante est celle du déplacement de l'investissement étranger du secteur des matières premières, très prépondérant à l'époque de Lénine, vers le secteur manufacturier. Cela est lié sans nul doute aux investissements plus nombreux vers d'autres pays impérialistes, mais il n'en reste pas moins que dans des cas comme l'Argentine, l'Inde, le Mexique, le Brésil, la Thaïlande, de 60% à 90% du capital étranger est concentré dans ce seul secteur.

Le développement du capitalisme en Iran

Une appréciation non dialectique des tendances décrites plus haut pourrait nous conduire à conclure, comme cela se fait d'ailleurs fréquemment, que les multinationales et les investissements étrangers en général décident de tout. Ou, comme le fait la théorie de la dépendance, que les pays du tiers-monde sont dans un état statique de dépendance par rapport à l'impérialisme.

Il est donc important de connaître les faits qui nous font croire que les tendances à l'oeuvre dans les pays du tiers-monde s'expliquent aussi par les contradictions de classes internes de ces pays, et plus précisément, par le développement d'une grande bourgeoisie et du prolétariat.

Cette fois-ci, nous allons examiner cette question par le biais d'un cas particulier, celui de l'Iran sous le shah. Cet exemple nous aidera à voir un peu mieux la dynamique interne du développement du capitalisme dans un pays du tiers-monde.[11]

L'Iran est l'un de ces pays qui s'est beaucoup développé au plan économique depuis la guerre. De 1953 à 1977, le PNB s'est multiplié par 17 en dollars courants, passant de $3 milliards à $53 milliards, et le revenu per capita, pour sa part, a grimpé de $160. à $1,600. malgré le fait que la population ait doublé durant ces années.

Le Mexique, un de ces pays du tiers-monde qui a connu une très forte industrialisation dans les dernières années.

Les revenus pétroliers ayant été le moteur principal de cette croissance, il vaut la peine de retracer brièvement l'histoire de ce secteur. Jusqu'en 1951, la Grande-Bretagne jouissait du monopole sur le pétrole iranien en échange de modestes redevances.

En 1951, Mossadegh prend le pouvoir sur la base d'un programme de nationalisation de l'industrie pétrolière. En 1953, dans le contexte de la guerre froide, il est renversé par la CIA qui réinstalle le shah à sa place. La société d'Etat à peine constituée réduit son monopole sur le pétrole à 50%, le reste allant essentiellement à un consortium des plus grandes multinationales du pétrole, surtout américaines.

Les choses n'en restente pas là puisqu'en 1973 la compagnie nationale iranienne reprend la totalité du contrôle de la production pétrolière — le projet de Mossadegh sera réalisé 20 ans plus tard et par son "ennemi"! — En outre, à partir de 1975, la compagnie nationale reprend peu à peu au consortium privé les fonctions de commercialisation de la production qu'il avait conservées jusque-là.

Cette histoire traduit la montée de la bourgeoisie iranienne dans un contexte international où elle peut utiliser à son avantage les rivalités inter-impérialistes. Comment a émergé cette bourgeoisie dans un pays du tiers-monde? Vers 1945, ce qui ressemblait le plus à une bourgeoisie, c'était les commerçants et artisans traditionnels du bazar (marché). Les multinationales pénétrant de plus en plus au pays, un certain nombre de ces commerçants se placent à leur service comme agents et vendeurs. Ils agissent comme de vrais "compradores" (agents serviles) de l'impérialisme.

Par la corruption et le favoritisme, le shah a joué un rôle central pour "connecter" ces marchands avec le capital étranger. Utilisant les revenus pétroliers, le shah aide à transformer les "compradores" et les marchands en partenaires de l'impérialisme par le mécanisme des "joint-ventures" (entreprises conjointes). En outre, les fonds de l'Etat servirent à mettre en route toutes sortes d'entreprises dans le domaine du ciment, de l'automobile, de l'hydro-électricité, de l'acier, de la pétrochimie, etc. Leur direction est confiée à des Iraniens qui se voient ainsi

11. Source: United Nations Centre on Transnational Corporations based on OCDE Development Co-operation, Paris
12. Ceux et celles qui désireraient un portrait détaillé et concret du développement du capitalisme en Iran, avec de nombreux faits et chiffres, peuvent se référer au livre suivant: Behrang (pseud. d'un collectif), **Iran, le maillon faible**, Cedetim, Librairie François Maspero, Paris, 1979

propulsés dans les hautes sphères du capitalisme.

De partenaires minoritaires, les nouveaux bourgeois deviennent les partenaires principaux dans les entreprises conjointes. En 1978, une législation interdit au capital étranger de contrôler plus de 25% des entreprises établies en Iran. Finalement, la bourgeoisie iranienne acquiert une autonomie relativement grande par rapport à l'impérialisme, sauf sur le plan technologique, par exemple, où le retard de l'Iran en termes d'éducation, de recherche, etc., se fait sentir sans pouvoir être rapidement comblé. Il lui faut même importer une main-d'oeuvre spécialisée et semi-spécialisée.

Ce rapide développement de la bourgeoisie monopoliste iranienne dans les années 70 est certainement dû, en partie, au boom qui a suivi l'augmentation des prix du pétrole en 1973. Cependant, cela est aussi dû à l'intense exploitation du prolétariat et des masses, appuyée par la répression extrême pour laquelle le régime du shah s'est acquis une sinistre renommée. La SAVAK (la police du shah), par exemple, servit non seulement à réprimer toute forme d'opposition politique au régime, mais on l'utilisa aussi pour maintenir la discipline de travail dans les usines par la terreur et la torture.

La montée de la bourgeoisie et du capitalisme s'est aussi accompagnée d'une attaque contre les rapports précapitalistes existants notamment à la campagne. Au début des années 60, une réforme agraire livra l'agriculture au capitalisme. Un tiers des paysans ne reçurent aucune terre et, exilés en ville, ils allaient constituer une main-d'oeuvre pour l'industrie naissante; 50% des autres paysans n'en reçurent pas assez et durent aller vendre leur force de travail à la minorité de paysans à l'aise. Les propriétaires fonciers devinrent, en partie, des capitalistes, leurs terres étant rachetées sous forme d'actions des compagnies d'Etat. Bilan? De pays autosuffisant sur le plan alimentaire, l'Iran est devenu grand importateur!

La montée rapide du capitalisme et de la grande bourgeoisie s'accompagne ainsi d'un bouleversement continu des classes. Le prolétariat en particulier connaîtra une croissance importante[13].

La grande bourgeoisie d'Iran à ses débuts fit exactement ce que les tenants de la théorie de la dépendance décrivent comme étant une caractéristique intrinsèque d'une telle classe: elle s'attacha à produire surtout des biens de luxe pour l'exportation et pour la mince couche privilégiée de la nation. La bourgeoisie traditionnelle pour sa part contrôlait le marché des biens de consommation de masse.

Cette situation démontre que l'unification du marché national est une phase qui n'est pas encore accomplie, le grand capital iranien touchant relativement peu la production des biens de consommation de masse. A plus ou moins long terme, c'était là un handicap sérieux pour la croissance de la grande bourgeoisie. On la vit donc entrer en lutte ouverte contre les commerçants et artisans traditionnels du bazar, les réglementer, envoyer sa police contre eux, etc. dans le but d'unifier le marché sous sa propre gouverne. On comprend ainsi pourquoi ces classes traditionnelles ont participé au renversement du shah.

Des éléments de dynamique interne des pays du tiers-monde

En présentant le cas de l'Iran, notre objectif, rappelons-le, n'était pas de laisser entendre que tous les pays du tiers-monde suivaient le même chemin. Mais en rapprochant le cas de l'Iran d'autres cas, nous allons être mieux en mesure de cerner certains éléments de la dynamique interne de certains pays.

1. Une bourgeoisie compradore dans le plus pur sens du mot n'est pas nécessairement destinée à le demeurer éternellement. Un embryon de bourgeoisie se forme d'abord, dans un grand nombre de cas, au niveau du commerce avec l'impérialisme et en lui fournissant des services, comme il arrive en Thaïlande où la bourgeoisie fait ses premières armes en procurant biens et services aux bases militaires américaines. Peu à peu, une telle bourgeoisie finit par développer ses propres bases d'accumulation en s'appuyant sur la surexploitation et la répression de "son" prolétariat dans sa concurrence avec l'impérialisme.

2. Dans le cas de l'Iran, l'Etat a joué un rôle central dans l'émergence d'une grande bourgeoisie à caractère monopoliste, notamment par la mise sur pied d'un incroyable arsenal répressif. Dans une atmosphère de corruption, les pétrodollars ont joué un rôle important, rôle qui, dans d'autres pays, pourra être joué par des emprunts par exemple. Il est à noter que dans un grand nombre de pays du tiers-monde, c'est l'Etat qui prend en charge la constitution d'une infrastructure d'industrie lourde. L'Inde ou l'Algérie, entre autres, nous donnent des exemples de cela.

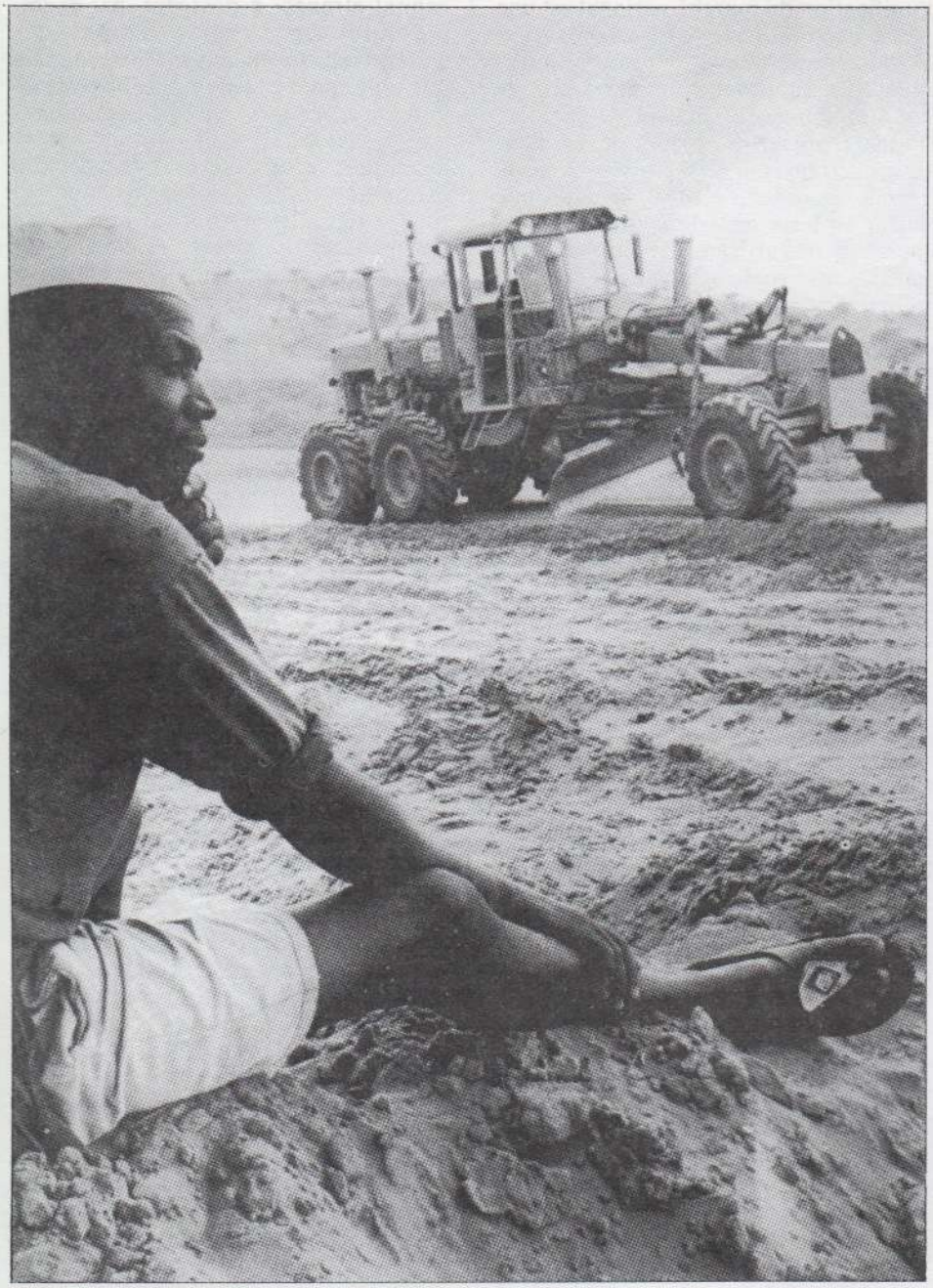
3. La politique à l'égard des monopoles internationaux varie de l'ouverture complète (Taïwan) aux "joint-ventures" imposés par la plupart des Etats plus développés du tiers-monde. Le Mexique, l'Inde et l'Iran, parmi d'autres, n'autorisent pas le capital étranger à posséder, par exemple, plus de 50% du capital des entreprises. (Ironiquement, le Canada a une politique beaucoup plus libérale en la matière, ce qui n'en fait pas un pays sous-développé pour autant.) Ces politiques d'association forcée, de même que les nationalisations qui ont touché jusqu'ici surtout les monopoles des matières premières, les bananes du Costa Rica par exemple, constituent des leviers pour le renforcement des bourgeoisies de ces pays. Dans d'autres cas, comme le Zaïre, placé sous tutelle du fonds monétaire international, le pillage des abondantes richesses naturelles par les monopoles internationaux n'a pas grandes retombées en termes de formation d'une bourgeoisie locale.

4. L'aiguisement des rivalités interimpérialistes, et particulièrement le déclin relatif de l'impérialisme US face à la montée des investissements japonais, allemands et même canadiens dans le tiers-monde, crée des conditions internationales plus propices à l'émergence des diverses bourgeoisies qui jouent sur ces contradictions.

5. Même dans les cas où une grande bourgeoisie monopoliste a pu voir le jour, elle reste souvent dépendante dans une bonne mesure de la technologie des pays avancés et de leurs experts. Mais, encore ici, cette situation n'est pas statique et des pays comme le Brésil et le Mexique par exemple commencent à développer leur propre technologie, un peu comme le Japon de l'après-guerre qui copiait fidèlement la technologie étrangère (l'optique par exemple) mais qui a fini par prendre une place d'avant-garde en la matière.

6. L'agriculture est l'un des problèmes majeurs dans la plupart des pays. Les colonisateurs avaient privilégié les cultures d'exportation aux dépens des cultures destinées à l'alimentation de la population. Les pays qui se sont lancés dans la voie de l'industrialisation ont poursuivi sur la même trajectoire mais pour d'autres raisons. L'agriculture fut sacrifiée à l'autel de l'industrie et de l'urbanisation qui ont bénéficié d'une grande partie des ressources disponibles; l'agriculture était vue avant tout comme une source de devises et un réservoir de main-d'oeuvre pour l'industrie. C'est ainsi

13. Entre 1953 et 1977, le prolétariat employé dans les centres urbains passe de 5% à 16% de la population active. Si on inclut le prolétariat agricole, les ouvriers des industries urbaines et une partie des chômeurs, le prolétariat dans son ensemble compte pour au-delà de 30% de la population active, étant ainsi la classe la plus importante numériquement en Iran. Source: E. Abrachamian, **Structural causes of the iranian revolution**, in **Merip Reports**, no 87, mai 80, p. 22



Matériel canadien utilisé pour la construction de la Route de l'unité qui traverse le sud du Sahara.

que, souvent, de nombreuses tentatives de réforme agraire ont sapé les bases matérielles des anciennes classes. En Iran, les quasi-féodaux furent "recyclés" en capitalistes! Depuis quelques années, on peut noter cependant une priorité nettement plus grande à l'agriculture dans un certain nombre de pays, conformément à l'orientation suggérée par la Banque mondiale.

7. La rapidité du développement économique de certains pays du tiers-monde coïncide avec une rapide transformation des classes et de leurs rapports: déclin du nombre de paysans, augmentation du nombre des prolétaires, des chômeurs, des bourgeois et des fonctionnaires. L'analyse ne saurait figer ce bouleversement à aucune de ses étapes sans être bientôt dépassée. Ce qui reste de rapports précapitalistes régresse, bien qu'en divers pays il y a encore une majorité de la population qui vive en économie de subsistance.

Conclusion

Notre étude des faits économiques a montré que ce que l'on appelle le "tiers-monde" recouvre une variété de tendances très différentes dans les anciennes colonies et semi-colonies. Cependant, un facteur commun important qui en ressort également est le fait que l'impérialisme, particulièrement depuis la période des victoires des luttes anticoloniales, a accéléré le processus de destruction des formations sociales précapitalistes, au point où le capitalisme est devenu le mode de production dominant (pas exclusif) dans presque toutes les parties de la terre.

On doit considérer ce fait comme un progrès, malgré les très graves inégalités qui persistent entre les pays, entre les régions à l'intérieur des pays, et entre les classes, les classes laborieuses connaissant un sort extraordinairement pénible, au point que pour la majorité des habitants de la terre, la seule et unique préoccupation demeure celle de pouvoir survivre jusqu'au lendemain. Parler de progrès peut sembler bizarre dans ces circonstances. Mais, le terme est employé dans le sens où Marx l'employait lorsqu'il considérait que le capitalisme était un pas en avant par rapport au féodalisme, indépendamment des conditions effroyables qui ont présidé à sa naissance, et que l'on retrouve encore aujourd'hui là où il prend son essor.

Nous avons vu également que les diverses tendances qui traversent le monde contemporain ne sont pas le fruit d'une action unidirectionnelle de l'impérialisme. En exportant son capital en effet, ce sont des rapports de production qu'il exporte en réalité. Il s'ensuit que les classes en sont modifiées, que la **production** elle-même se met à être réalisée dans le cadre des rapports de production capitalistes et que de là, ils s'étendent aux autres secteurs d'activité. Les ex-colonies connaissent ainsi une évolution qui est fonction de leurs propres contradictions de classes et qui se heurte au difficile problème de l'industrialisation, problème pour lequel les raccourcis miracles n'existent malheureusement pas.

De nouveaux rapports s'établissent ainsi avec l'impérialisme. Ce n'est plus le monde capitaliste face à d'autres modes de production moins avancés et pouvant imposer sans aucune entrave son bon vouloir comme en 1900. Il s'agit d'un rapport entre pays où un même mode de production domine et où l'interdépendance remplace peu à peu la dépendance à sens unique.

Notre étude théorique de l'impérialisme devra intégrer ce fait si nous voulons aborder correctement les problèmes de la stratégie révolutionnaire.

Face à l'Etat quelle stratégie?

L'analyse de l'évolution historique et de la situation actuelle du mouvement populaire au Québec est un sujet important de discussion dans la gauche québécoise. Nous avons déjà fait référence à cette discussion dans le cadre d'un article paru dans le numéro 23 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE ("Une analyse de la conjoncture qui porte à conséquence"). Nous y soulevions alors un certain nombre de questions qu'il nous paraissait nécessaire d'approfondir. C'est le but du présent article.

De quel mouvement parlons-nous?

Précisons d'abord brièvement ce dont nous voulons parler. Par mouvement populaire nous entendons l'ensemble des luttes et des organisations qui ont trait aux **conditions de vie** des couches populaires, "conditions de vie" n'incluant pas ici les conditions de travail dans les usines, services et commerces. Ceci concerne donc par exemple les luttes sur le front du logement, des garderies, de la santé, de l'éducation, de l'écologie, des loisirs. Ceci concerne aussi les luttes de certaines couches de la population tels les assistés sociaux et les retraités.

Pour les fins du présent article, nous ne voulons pas cependant y inclure les organisations autonomes de femmes, le mouvement culturel ni le mouvement de la jeunesse. Ces différents mouvements entretiennent certes des rapports étroits avec le mouvement populaire tel que nous le définissons, mais ils font aussi face à des enjeux politiques qui leur sont propres et qu'il ne serait pas judicieux de fondre dans une analyse globale du mouvement populaire. Ceci dit, les conclusions générales de cet article ont sûrement une certaine utilité pour tous ces mouvements.

Nous nous trouvons donc quand même devant un mouvement large et très diversifié. Au Québec, dans toutes les régions, il existe des centaines d'organisations qui luttent sur divers fronts et expérimentent dans ce cadre de nouvelles formes de rapports sociaux. Le mouvement populaire, dans ses caractéristiques actuelles, s'est développé depuis les années 60 selon une évolution qui l'a amené à prendre une orientation de plus en plus anticapitaliste.

Nous disons "dans ses caractéristiques actuelles", car il ne faudrait pas croire qu'il n'y a jamais eu de mouvement populaire au Canada auparavant. Dans les années 30 et 40 par exemple, il y a eu d'importants mouvements de chômeurs et de lutte contre la crise du logement par exemple.

En ce qui concerne donc les caractéristiques actuelles du mouvement populaire, il nous apparaît important d'abord de distinguer les différents types d'organismes qui existent. Il y a, d'une part, des organisations qui ont d'abord et avant tout un caractère de défense et revendicatif, tels les regroupements d'assistés sociaux, les associations de locataires ou les rassemblements de citoyens du genre de ceux qui, par exemple, se sont battus pour l'établissement d'une papeterie dans la vallée de la Matapédia. Il y a, d'autre part, les organismes qui offrent d'abord un service à la population et qui sont autogérés, en tout ou en partie, par les bénéficiaires et les employés de ces services. On peut citer comme exemples les garderies et les centres d'éducation populaire, certaines cliniques de santé, les comptoirs alimentaires. Il y a enfin, mais de façon beaucoup plus marginale, quelques entreprises de production autogérées comme des entreprises de

recyclage de déchets ou de vieux journaux dans des quartiers populaires ou encore des coopératives de production agricole.

La grande majorité de ces organisations bénéficient de subventions de l'Etat qui assurent une part plus ou moins importante de leur financement selon le cas. On comprendra facilement que les politiques actuelles de coupures budgétaires du gouvernement péquiste dans le domaine de l'éducation et des affaires sociales préoccupent grandement le mouvement populaire. Non seulement ce sont ses principales revendications qui sont de plus en plus remises en question, mais la survie même de plusieurs organisations est en jeu.

Le mouvement populaire est-il démobilisé?

L'un des débats les plus importants qui a traversé le mouvement populaire depuis deux ans environ porte sur les causes de la démobilisation qui l'aurait marqué depuis 1976 jusqu'à aujourd'hui, comparativement à son effervescence dans les années 70.

Le tout a commencé par un article de Jean-Guy Lague publié dans la revue LE TEMPS FOU dont l'essentiel consistait en une attaque à fond de train contre les marxistes-léninistes qui étaient accusés d'être en bonne partie la cause des problèmes du mouvement populaire. Les mêmes points de vue ont été repris dans le document *La conjoncture au Québec au début des années 80*[1] où l'on prétend aussi que les "m.-l." ont contribué à la liquidation de nombreuses organisations. Règle générale, ces gens avanceront aussi qu'une autre des causes des difficultés est la trop grande dépendance vis-à-vis l'Etat, sur le plan du financement en particulier. En bref, à la merci de l'Etat et manipulée par les "m.-l.", l'autonomie du mouvement populaire est en très mauvaise posture.

Mais avant de s'embarquer dans ce débat, il faudrait se demander si le mouvement populaire est si démobilisé que certains le laissent entendre. Sans nier les problèmes réels de mobilisation que rencontrent certaines organisations, le tableau d'ensemble n'est peut-être pas entièrement noir. On a connu, depuis près de deux ans, certaines mobilisations importantes sur plusieurs terrains: les groupes d'assistés sociaux ont mobilisé régulièrement des centaines de personnes pour forcer l'Etat à limiter les effets des coupures drastiques qu'il cherche à imposer; le Regroupement des garderies du Québec (RGQ) a étendu son organisation à l'échelle de la province et a organisé au printemps dernier plusieurs mobilisations dont une occupation des services gouvernementaux qui a entraîné à l'action près de 300 personnes; le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) à l'automne dernier a aussi organisé à l'échelle du Québec une campagne d'information sur la situation du logement en particulier par le biais d'une pièce de théâtre, créée par le Théâtre à l'Ouvrage, qui a été présentée plusieurs dizaines de fois. Lors de la dernière campagne électorale provinciale, les organisations populaires ont été plus actives que le mouvement syndical à faire valoir leurs revendications et à dénoncer les programmes de tous les partis en présence.

Dans la vallée de la Matapédia, pour éviter les fermetures de toutes sortes, la population locale a régulièrement du compter sur ses propres forces.

Ce que l'on constate aussi, c'est le renforcement de l'unité entre ces différents mouvements. Unité plus importante sur le plan **sectoriel:** création du RGQ, renforcement des liens entre les différents mouvements de lutte sur le logement, rapprochement entre les groupes d'assistés sociaux qui s'étaient scissionnés, etc. Unité plus importante aussi entre les mouvements populaires luttant sur différents terrains. A Montréal on peut évidemment signaler la démarche du Sommet populaire de Montréal qui rassemble presque toutes les organisations populaires et des représentants de la CSN et de la CEQ pour élaborer une plate-forme de revendications communes au sujet des conditions de vie. A Québec, il faut signaler l'existence du Fond de solidarité qui réunit plusieurs organisations populaires pour la recherche commune de sources de financement autonomes; dans cette ville, les organisations populaires se sont données aussi un journal commun, **Droit de parole.** Ailleurs, comme à Rimouski et Jonquière les groupes se rassemblent dans des Regroupements d'organisations communautaires et culturelles (ROCC). Enfin, soulignons le développement du mouvement des Organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) qui rassemble plus de 300 organisations pour obtenir de l'Etat des programmes d'aide financière adaptés à leurs besoins.

Le caractère de ces mobilisations n'est certes pas identique à celui qui a marqué les luttes populaires à partir de 1968 et dans les années 70. Et ces différences, elles résident d'abord dans l'évolution de la conjoncture économique et politique générale. Il n'est pas exagéré de dire qu'au début des années 70, profitant des dernières vagues et de la Révolution tranquille, les forces populaires étaient à l'offensive et ont même réussi à imposer en partie à la bourgeoisie certaines de leurs revendications les plus pressantes: français langue de travail, assurance-maladie, salaire de base décent dans les hôpitaux etc. De plus, cette période est caractérisée par la participation du mouvement nationaliste aux luttes populaires. Revendications nationales et revendications populaires étaient souvent indissolublement liées.

Aujourd'hui, avec l'approfondissement quotidien de la crise du capitalisme, c'est la bourgeoisie qui est à l'offensive et qui impose ses choix au Québec, en particulier à travers les politiques du PQ qui a entraîné justement une bonne partie du mouvement national à s'opposer aux revendications

1. Edité par la Librairie socialiste de l'Est du Québec. Dans le numéro 23 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, nous avons commenté certains aspects de cet ouvrage.

populaires. Les forces populaires n'en sont pas moins combatives, au contraire la situation les force à se mobiliser de plus en plus, mais elles n'ont pas le gros bout du bâton actuellement et il est vrai qu'elles enregistrent plus de pertes que de gains. Quand on aura situé les choses à ce niveau, on sera peut-être moins porté à tout mettre sur le dos des "m.-l", ces groupuscules si marginaux pourtant... On comprendra peut-être aussi pourquoi plusieurs militants issus du mouvement populaire des années 70 ont choisi de se consacrer à la construction d'une organisation révolutionnaire et d'impulser une orientation anti-capitaliste au mouvement, conscients du cul-de-sac du réformisme.

Il demeure vrai d'affirmer que le mouvement populaire a connu un "creux" dans la période immédiate qui a suivi l'élection du PQ en 76. Le contraire aurait été surprenant dans la mesure où le PQ bénéficiait d'une sympathie assez importante dans le mouvement populaire et syndical. Que l'on pense seulement au fait que les leaders des comités de citoyens des années 70, comme Jacques Couture par exemple, se sont retrouvés du jour au lendemain ministres ou hauts fonctionnaires.

Ceci étant dit, nous éprouvons de plus en plus de doute face à l'insistance de certains à peindre un portrait négatif du mouvement populaire encore aujourd'hui. Ce point de vue, il est avancé en particulier de manière plus ou moins diffuse par les militants qui se regroupent autour du Centre de formation populaire (CFP), de **Presse Libre** et du **Temps Fou.** On insiste sur le fait que le mouvement actuel est "éparpillé", "éclaté", que ses structures et formes d'organisations sont dépassées; que finalement les groupes populaires ne sont que des "bouche-trous" de l'Etat et que ces luttes ont été récupérées. Ce sont ces mêmes gens qui regardent d'un peu haut des regroupements comme celui des OVEP par exemple.

A propos de l'autonomie du mouvement populaire

Il faut dire tout de suite que ces points de vue ne sont pas partagés par l'ensemble des militants du mouvement populaire. On a pu le constater lors d'un colloque organisé par le CFP en avril dernier sur l'état du mouvement populaire, colloque auquel ont participé environ 70 militants de diverses organisations.

Pour l'illustrer, il vaut la peine de citer Colette Châtillon qui écrit dans **Presse Libre** suite à ce colloque: *"Une impression déplaisante s'est confirmée: les militants et militantes des organismes populaires craignent de s'attaquer aux assises théoriques des positions m.-l. et craignent aussi d'ébranler les leurs propres. Je m'explique. Le document de travail du CFP, malgré ses lacunes, amenait quelques éléments de réflexions sur nos stratégies de lutte contre l'Etat. Il se prononce contre la stratégie "frontale" des m.-l., basée sur le principe de la lutte politique "classe contre classe", en affirmant que ces positions ont: "davantage conduit à la liquidation où à la démobilisation". Or, loin de servir de point de départ à la discussion dans l'atelier où je me trouvais, cet avancé du comité du CFP a été maintes fois contredit implicitement: au profit de position, de propositions qui suggèrent une stratégie de lutte frontale contre l'Etat... "Et par quoi va-t-on le remplacer cet Etat? On y réfléchit très peu. Aussi risque-t-on fort de ne mettre qu'un nouveau vernis sur un appareil qui reste foncièrement le même; centralisateur, bureaucratique, répressif ou... pire."*[2]

Cet extrait a finalement le mérite de nous indiquer que le fond du débat sur l'état du mouvement populaire ne peut se comprendre si on ne le situe pas au niveau de questions de stratégie politique fondamentale concernant la transformation de notre société.

On en aura une idée encore plus claire à la lecture du livre **Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie** de Pierre Hamel et Jean-François Léonard[3]. Malgré le caractère très abstrait de leurs propos par moments, ce qui risque d'en rebuter plusieurs, il n'en demeure pas moins que ce livre présente pour la première fois de façon plus développée les fondements politiques d'une tendance dans la gauche que l'on peut relier à Presse libre et au CFP. En bref, Hamel et Léonard cherchent à définir une stratégie politique qui se démarque à la fois de la stratégie marxiste-léniniste et de celle de la social-démocratie. Partant d'une critique de la "démocratie libérale", ils indiquent que les réformes possibles à obtenir de la part de l'Etat sont très limitées et récupérées finalement par la bourgeoisie. Par ailleurs, ils s'empressent aussi d'affirmer, sans aucune démonstration, que la forme actuelle de l'Etat sous le capitalisme rend inutile ou impossible une stratégie "frontale" dont l'objectif est le renversement de l'appareil d'Etat bourgeois et l'établissement d'un nouvel Etat sous le contrôle de la classe ouvrière et de son organisation politique. En conséquence, il faut remettre en question la nécessité d'un parti révolutionnaire d'avant-garde fonctionnant sous le principe du centralisme démocratique puisque ceci est intimement lié, avec raison, à la stratégie d'une révolution s'attaquant directement au pouvoir d'Etat.

Que faire alors? Explorer la voie du socialisme démocratique... qui se caractériserait par une combinaison de l'action d'un ou plusieurs partis de la classe ouvrière et par le contrôle direct à la base par les masses de leurs conditions de vie. Hamel et Léonard ne nous disent rien du rôle, du fonctionnement, du programme et de la stratégie de ce ou ces partis ouvriers. Comment pourront-ils s'installer au pouvoir? On n'en sait rien et eux non plus semble-t-il.

Par ailleurs Hamel et Léonard insistent finalement beaucoup plus sur l'importance de développer l'autonomie des organisations populaires, autonomie étant entendue comme la pratique de l'autogestion et la prise en main directe par des communautés de base de différents secteurs touchant leurs conditions de vie, et ce, en complète indépendance de l'Etat et de toute organisation politique.

---

2. Presse Libre no 4, juin 1981
3. Pierre Hamel est professeur au département d'urbanisme de la faculté d'aménagement de l'Université de Montréal. Jean-François Léonard enseigne au département de sciences politiques de l'UQAM. Il est aussi président du conseil d'administration du journal Presse Libre.

Le Sommet populaire a regroupé l'an dernier de nombreuses organisations populaires dans un débat commun. Cette année aussi l'expérience doit se répéter.

Alors qu'on assiste à une militarisation croissante de l'appareil d'Etat et que les courants de droite et d'extrême droite se développent allègrement sous sa bénédiction, il est assez incroyable finalement que des gens essaient de nous convaincre que la voie vers un "socialisme démocratique" soit une sorte de grugeage progressif de l'appareil d'Etat dont les services et fonctions seraient pris en main directement par les citoyens, petit à petit, pour créer finalement une sorte de société parallèle se suffisant à elle-même. En poussant cette logique à sa limite, on retrouverait là en fait le pendant de gauche des théories de la nouvelle droite pour qui l'Etat, quel que soit le système, est un appareil technocratique dont il faut limiter au maximum l'intervention pour laisser libre cours à toutes les initiatives.

Entendons-nous bien ici. Le point de vue de l'autogestion repose sur une aspiration fondamentale des couches populaires: celle de pouvoir effectivement contrôler leurs conditions de vie et diriger leurs organisations. C'est ce qui fonde en fait notre idéal communiste. En pratique, nous ne nous opposons aucunement à ces formes de contrôle populaire comme il s'en exerce dans les garderies populaires, les coopératives d'habitations, les cliniques populaires par exemple. Nous y participons activement dans certains cas et luttons d'arrache-pied pour défendre leurs droits. Cependant nous n'essaierons pas de faire croire à personne que c'est là la voie royale pour le socialisme, parce que ces expériences auront toujours sous le capitalisme un caractère limité, partiel et éphémère même, selon la conjoncture. En particulier, elles seront absolument impossibles dans des secteurs décisifs de l'économie, ceux-là mêmes dont le contrôle est essentiel pour pouvoir développer une société réellement au service du peuple.

Nous sommes même portés à penser que l'insistance que certains mettent à vouloir impulser l'autogestion un peu partout et à "vivre le socialisme" aujourd'hui à l'école, à l'hôpital ou à la campagne, au détriment finalement de la lutte pour des revendications fondamentales pour les masses, que cette insistance donc pourrait bien être le reflet des conditions de certaines couches de la petite bourgeoisie qui ont les moyens (matériels et intellectuels) et les disponibilités pour justement vivre de telles expériences aujourd'hui.

Prenons quelques exemples. La grande majorité des organisations populaires tirent leur financement en bonne partie de subventions de l'Etat; pour certains, c'est là un signe de faiblesse et de dépendance, donc absence d'autonomie et de démocratie. Mais il

faudrait alors se demander quels objectifs principaux on vise dans le mouvement populaire. L'autosuffisance c'est très légitime pour la coopérative de tomate de Manseau ou l'entreprise de recyclage de déchets du quartier de Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, mais qu'est-ce que ça veut dire pour les garderies populaires, pour les cliniques de santé contrôlées par les citoyens qui veulent distribuer gratuitement les médicaments, pour les centres d'éducation populaire, pour les radios communautaires, pour les coopératives d'habitation et de logement à loyer modique? Evidemment si les travailleuses de la Banque Royale pouvaient autogérer les finances de "leur" empire, elles pourraient consacrer les fonds nécessaires à la satisfaction de ces besoins sociaux. Mais la réalité c'est que, tant que nous serons sous le capitalisme, le peuple devra se battre d'arrache-pied pour forcer l'Etat à satisfaire ses besoins sociaux les plus pressants. Ce n'est pas là un signe de faiblesse, c'est une nécessité vitale pour satisfaire les besoins et **renforcer les capacités de combat de la classe ouvrière.**

Prenons la question des garderies: pour qui veut-on des garderies? Pour la minorité de ceux qui ont le temps et les moyens "d'autosuffire", sans rien demander à l'Etat, leur garderie ou pour la masse des femmes et des hommes du peuple pour qui un service universel, financé par l'Etat entièrement, permettrait un plus grand accès au marché du travail et une plus grande disponibilité pour participer aux combats sociaux et économiques? Bien sûr l'Etat va chercher à s'y ingérer, à promouvoir une éducation bourgeoise. Nous lutterons pour garder le maximum de contrôle sur le contenu de la pédagogie, mais nous continuerons de prétendre que pour arriver à instaurer un système d'éducation fondé sur les besoins du peuple, il faut un changement radical de l'ensemble de la société, basé sur l'organisation et la mobilisation de toute la classe ouvrière.

Il faut partir des besoins les plus pressants du peuple

Le peuple se mobilise quand il a un intérêt direct et immédiat à le faire. Il faut insister là-dessus car, dans le fameux débat sur la mobilisation, on escamote régulièrement l'analyse des conditions objectives qui sous-tendent le développement des luttes, tout occupés que nous sommes à ausculter la vie interne des organisations ou la pratique des m.-l.!

Par exemple, Léonard et Hamel affirment sans ambages que la lutte du

Manifestation des Organismes volontaires d'éducation populaire, le 26 mai 81 à Montréal devant le bureau du premier ministre Lévesque.

Front commun contre l'autoroute est-ouest des années 70 n'aurait pas été possible en 76-77 *"compte tenu du délire dogmatique qui régnait à cette époque"*. C'est facile à affirmer évidemment puisqu'après 76 il n'y a plus eu de programme de démolition massive du genre de ceux pratiqués par le régime Bourassa et dont Léonard et Hamel semblent avoir la nostalgie!

Mais si on regardait plus attentivement la conjoncture à Montréal on constaterait par ailleurs que l'hiver dernier des centaines de familles de quartiers populaires ont enduré des conditions particulièrement pénibles, à un point tel qu'on les a surnommées "les sinistrées du froid". Suite à la dénonciation publique de la situation d'une des familles, une assemblée réunissant près de deux cents personnes vivant la même situation s'est organisée en très peu de temps. Malheureusement il n'y a pas eu de suite à cette première mobilisation parce qu'en fait, aucune organisation populaire n'a pu ou n'a voulu faire de cette lutte une priorité d'action.

On pourrait aussi parler des coupures de budget dans le logement qui remettent carrément en question tous les programmes de logements à loyer modique et qui affectent directement des milliers de femmes chefs de famille, de petits salariés, d'assistés sociaux et de retraités. Pourtant, jusqu'à tout récemment, aucun mouvement de lutte sur le logement n'avait fait de cette question une priorité de lutte.

Toutes ces considérations nous amènent donc à poser au mouvement populaire la nécessité d'examiner concrètement ses priorités de lutte et ses moyens d'action pour évaluer s'ils correspondent réellement aux besoins les plus pressants des masses. Ceci implique aussi la remise en question d'un point de vue localiste cher à certains partisans de la "démocratie directe" pour qui il faut d'abord et avant tout privilégier les luttes et "l'enracinement" local. Marc Raboy collaborateur au **Temps fou**, exprime très directement ce point de vue dans le numéro spécial de **Québec-Presse** paru en mai dernier. Après avoir insisté sur le fait qu'il *"faut favoriser des mobilisations précises sur le plan local... je pense que la contestation ne viendra pas, dans un premier temps, d'un vaste mouvement centralisateur..."*, il dira: *"je souhaite que des gens comme nous arrêtent de chercher auprès de l'Etat-providence des solutions à tous nos problèmes. Qu'on cherche un peu dans nos propres organisations, dans nos propres milieux, des solutions autogestionnaires."*[4]

A ce sujet on doit souligner l'exemple très positif du dernier congrès du FRAPRU qui a décidé d'accorder la priorité pour la prochaine année à la défense du logement social, en particulier la défense des programmes de logements à loyer modique. Dans les faits ceci implique pour la majorité des groupes membres du FRAPRU, dont des coopératives d'habitation, une secondarisation de leurs priorités particulières. Des regroupements régionaux et de quartier en lien avec les organisations intéressées (ex: assistés-sociaux seront ainsi mis sur pied pour mener cette bataille.

* * *

Tout au long de cet article nous avons affirmé que la satisfaction réelle et définitive des revendicationa populaires exigeait une transformation révolutionnaire de notre société, la prise en main par la classe ouvrière des principaux pouvoirs économiques et politiques. Cette transformation ne peut se faire qu'au prix d'un affrontement direct avec la bourgeoisie et son pouvoir d'Etat qui impose et légitime sa domination. Ce n'est qu'à cette condition aussi qu'on pourra réellement généraliser une véritable démocratie pour le peuple, permettre le contrôle sur nos conditions de vie et sur notre milieu. L'Etat socialiste doit viser à son propre dépérissement progressif au moyen justement de la prise en charge toujours plus grande par les citoyens de la gestion des affaires publiques. Mais pour travailler à ce dépérissement, encore faut-il d'abord s'être débarrassé de la classe bourgeoise et travailler à combler les inégalités criantes qui marquent notre société et le monde en général.

Faut-il rappeler en effet que la faim, le chômage, l'analphabétisme constituent encore le lot de la majorité des peuples du monde? Cet affrontement, il doit être préparé. C'est là le rôle essentiel d'un parti révolutionnaire. Ce parti n'a pas à se substituer ou à englober, "coordonner" diront certains, les luttes populaires. C'est aux organisations populaires qu'il revient de définir leurs revendications, leurs moyens de lutte et d'organisation. Les communistes actifs dans ces organisations contribuent à ces discussions au même titre que tous les participants.

Leur action révolutionnaire, ils la réalisent cependant en développant l'éducation politique sur les contradictions majeures qui traversent notre société et sur les intérêts communs qui doivent unir toutes les couches populaires. La préparation de la révolution exige en effet l'élaboration d'une stratégie politique et d'une analyse de la conjoncture nationale et internationale qui permette d'indiquer les cibles à chaque période **à l'ensemble** du mouvement ouvrier et des couches populaires afin de contribuer de façon commune à affaiblir la bourgeoisie et renforcer nos rangs.

Ceci ne devrait pas s'opposer aux luttes et revendications particulières de chacun. Sauf que la perspective révolutionnaire ne naîtra pas de l'évolution spontanée de l'une ou l'autre de ces luttes. La victoire de la révolution n'est possible que si, à la faveur d'une conjoncture favorable, l'ensemble des couches populaires est uni autour d'objectifs révolutionnaires communs. C'est ce que le parti révolutionnaire devrait travailler progressivement à préparer.

Ces questions de stratégie politique se posent à plusieurs militants du mouvement populaire de même qu'à EN LUTTE! Voilà pourquoi ces questions doivent être débattues publiquement. Chacun profiterait de la tenue de débats publics mettant en présence les principales tendances politiques qui se côtoient quotidiennement au sein des organisations populaires. Ce n'est pas le rôle du regroupement des OVEP ou du Sommet populaire de Montréal d'impulser ces débats. Il ne devrait peut-être pas non plus revenir au CFP de chercher à régler, en dehors des cadres que se sont déjà donnés les organisations populaires, les principaux problèmes qu'elles affrontent directement. Il importe surtout que sans nuire aucunement au fonctionnement et à l'unité des organisations populaires — les militants politiques qui y sont actifs entreprennent un débat de fond sur ces questions qui concernent la stratégie de la lutte pour le socialisme et son rapport avec les luttes immédiates.

4. Québec Presse, 1er mai 1981

Eléments pour une histoire de la culture ouvrière

Personne ne peut nier que l'on assiste à un essor important de la culture progressiste dans notre pays depuis quelques années en particulier. Qu'on pense seulement aux festivals folk qui ont attiré des milliers et des milliers de personnes d'un bout à l'autre du pays cet été. Qu'on pense à l'intérêt grandissant que suscite la musique reggae ou les courants de rock progressistes qui se développent un peu partout en Occident. Qu'on pense au regain de dynamisme qui traverse le jeune théâtre à l'heure actuelle tant au Canada-anglais qu'au Québec. Pas une soirée de solidarité avec des peuples en lutte ou avec des ouvriers en grève ne se passe sans qu'un chanteur, un groupe de musiciens ou de comédiens ne vienne démontrer bien concrètement que les outils culturels sont des plus utiles aux luttes des travailleurs pour leur libération. Pas un journal ou une publication progressiste ne paraît sans qu'elle n'accorde une partie, souvent importante, de ses pages à la critique de films ou de spectacles, sans qu'elle n'aborde certaines questions liées à la culture: les mass media, l'éducation, les modes de vie, etc. Qu'on pense aussi à l'importance qu'accorde le mouvement des femmes au développement d'une culture autonome, féministe, comme moyen d'expression privilégié des aspirations et des besoins des femmes. C'est le même intérêt qu'on a pu sentir quand le journal EN LUTTE! a lancé le débat, il y a plus d'un an, sur la musique rock, débat dont se sont emparées de nombreuses lettres de lecteurs des semaines durant.

***UNITÉ PROLÉTARIENNE* entend contribuer dans la mesure de ses moyens aux débats qui se mènent dans les milieux progressistes au pays sur la question d'un art et d'une culture pour les travailleurs. Une série de 3 articles sera publiée dans la prochaine année sur l'histoire de la culture ouvrière, progressiste et révolutionnaire à partir de documents qui ont servi dans des causeries organisées pour des travailleurs culturels militants de l'Organisation et des sympathisants. Il ne s'agit pas ici de tenter de faire l'Histoire avec un grand H de cette culture mais bien de chercher à comprendre certains jalons de cette histoire, d'identifier certains problèmes qui se sont posés dans l'histoire du développement de cette culture et d'essayer d'évaluer les moyens qui ont été pris pour tenter de les résoudre. En fait, il s'agit, à la lumière précisément de l'expérience historique, d'apporter des éléments de réponse à des questions qui se posent encore aujourd'hui.**

Le charivari: une tradition culturelle populaire "païenne" que les féodaux et le clergé n'arriveront pas à faire diaparaître et qui se maintiendra jusqu'au début de l'industrialisation.

D'où vient la culture du prolétariat?

Il n'est pas facile de répondre à cette question et ce, pour la simple et bonne raison que la culture du prolétariat n'est pas apparue un bon jour comme par enchantement dans une lutte ouvrière et encore moins dans la tête d'un artiste ou d'un intellectuel révolutionnaire.

La culture du prolétariat s'est façonnée durant des siècles dans le creuset des bouleversements économiques et politiques profonds et, plus souvent qu'autrement, très complexes qui ont marqué toute la période de transition qui s'étend de la fin du moyen-âge jusqu'au moment où la bourgeoisie victorieuse réussit à imposer son système économique en Europe et en Amérique du Nord à tout le moins, c'est-à-dire jusque vers la fin du XIXe siècle.

Donc, cette culture n'a pas une origine simple à un moment donné elle ne s'est pas non plus alimentée à une seule source. En fait, les sources de la culture ouvrière se trouvent essentiellement dans l'histoire des luttes des masses populaires pour le progrès, pour la révolution contre les forces réactionnaires, contre le système féodal et ses représentants: l'aristocratie et le clergé. Une telle affirmation signifie premièrement que ses origines prennent racine dans les traditions culturelles des masses de petits paysans et de petits artisans qui vont aller grossir les rangs des prolétaires dès la fin du moyen-âge. Deuxièmement, elle signifie aussi que ses sources se trouvent aussi dans les luttes culturelles des artistes bourgeois qui se sont opposés à la vieille société, qui ont cherché à faire reculer le pouvoir politique et idéologique de l'aristocratie et du clergé pour faire avancer les idées de progrès, de raison, de science, de démocratie, d'égalité, etc. Ce sont ces deux sources principales de la culture ouvrière que nous allons analyser dans ce premier article.

Des traditions du moyen-âge jusqu'à l'époque du capitalisme

S'il est pratiquement impossible de fixer une date, un individu ou un lieu comme source, comme point de départ de la culture du prolétariat, il est néanmoins possible d'affirmer que la chanson, avec ou sans accompagnement, ainsi que le conte ont sans doute été les premières formes d'expressions culturelles spontanées des nouveaux prolétaires.

Une tradition de chants et de contes, bien antérieure au moyen-âge, était déjà fortement ancrée dans les peuples européens encore "païens". Et malgré leur misère extrême et les interdits de l'Eglise toute-puissante durant le moyen-âge qui voyait dans les chants, les danses et les contes non religieux, des "plaisirs du diable", les serfs, les petits artisans et les commerçants ne cesseront de chanter, de danser et de conter. Parmi les chansons particulièrement populaires durant cette période, signalons, outre les ballades sur lesquelles nous reviendrons, les "chansons de toile" pour accompagner le travail des femmes qui filaient et brodaient ou encore les "caroles" qui renvoyaient directement aux rites cérémoniels qui, avant la chrétienté, jalonnaient la vie des agriculteurs des sociétés claniques. A cela, il faut ajouter les multiples rondeaux et comptines, véritables chants dansant, des pastorales ou des andante qui pouvaient aussi bien accompagner un jeu que décrire un métier en en reprenant le rythme. Bref, on chantait et on s'amusait dans le peuple au moyen-âge, malgré les tentatives répétées de l'Eglise de le discipliner, de

lui inculquer la peur du diable et de l'enfer pour mieux lui faire accepter le servage.

Que la tradition des "charivaris", où l'on se déguisait, dansait et chantait sur les places publiques, se soit maintenue dans le peuple jusqu'à une époque relativement récente, n'est pas l'effet du hasard. On a affaire, au sortir du moyen-âge, à une population composée surtout de paysans pauvres et de petits artisans, illettrés dans leur très grande majorité. Or depuis toujours, la chanson, les contes, la musique populaire s'étaient transmis de façon orale, ne nécessitant le plus souvent que des instruments de musique peu élaborés (par exemple, les instruments de percussion).

En Angleterre en particulier dès l'apparition des premières manufactures, les "broadside balladmakers" vont distribuer sur les places publiques des cahiers de chansons populaires.

La chanson populaire: l'art de la variation

Le chant populaire avait aussi cette particularité d'être, si l'on peut dire, l'art de la variation par excellence. En fait, depuis toujours, ces chansons étaient en quelque sorte une synthèse en transformation constante entre le collectif et l'individuel, entre la tradition et l'innovation, entre ce qui provenait de la communauté et ce qui appartenait aux fantaisies d'un interprète-auteur. Ces caractéristiques faisaient qu'il était bien difficile de déterminer qui pouvait en être l'auteur, l'interprète se réservant le droit de modifier à sa convenance ou à celle de son public le contenu des chansons et même leur forme. Rien n'était privé, ni exclusif, ni définitif dans ces chansons.

Comme forme de chansons, c'est la ballade qui se prêtait le mieux aux transformations de la société. Remontant elles aussi aux sociétés tribales et claniques d'avant le moyen-âge, les ballades mettaient en action dans une forme épique des héros sans peur et sans reproche sans cesse en lutte contre les forces du mal. Au début, c'était surtout de beaux princes combattant des dragons et autres forces obscures qui peuplaient les ballades; plus tard, on s'est particulièrement attaché à décrire la lutte entre les généreux hors-la-loi ou les braves braconniers et les méchants propriétaires terriens pour en arriver au début du XVIIIe siècle à des ballades racontant les luttes des mineurs contre les propriétaires de mines.

Les héros des ballades sont en fin de compte conçus comme un idéal par le peuple, idéal qui se transforme suivant l'évolution de ses conditions de vie. Au début du moyen-âge, les héros se battent contre les forces de la nature (les dragons dans toutes les mythologies ne sont pas autre chose que la personnification des forces de la nature incontrôlées, insaisissables). A la fin du moyen-âge, le héros devient un rebelle, un hors-la-loi qui se bat contre toute une société en transformation qui élimine le servage en confisquant les terres des pauvres paysans par exemple. Plus tard, les héros se transforment en ouvriers courageux, au moment même où les premiers contingents du prolétariat vont commencer à résister aux capitalistes.

Même si les autres formes de chansons ne connaîtront pas une évolution aussi nette que celle des ballades épiques, elles resteront néanmoins bien enracinées dans le peuple durant toute la période de bouleversements qui a suivi la fin du moyen-âge.

"Les chansons traditionnelles sont spécifiquement des chansons des classes inférieures en autant qu'elles proviennent de l'expérience courante du peuple travailleur et qu'elles expriment la communion d'intérêt de ces gens; très souvent en opposition aux intérêts des maîtres. A toutes les époques, dans la chanson traditionnelle, derrière le récit d'un amour perdu et d'une mort violente, de voleurs pendus et d'amants pris de force par la marine, de la beauté d'un printemps à la campagne et de la dureté du travail rural, de braconniers déportés et de mineurs en grève, il y a beaucoup plus à entendre: le désir d'une vie meilleure. Parfois, particulièrement lors de la période industrielle ultérieure de création de chansons traditionnelles, ce désir s'exprime directement, activement en décrivant des temps difficiles et de durs maîtres et en incitant à faire quelque chose pour changer la situation, comme dans la chanson du Yorkshire qui parle de la destruction de machines:

Approchez tondeurs vaillants et courageux
Que grandisse encore davantage votre foi
Car les tondeurs de drap de York
Ont brisé les ciseaux au moulin de Foster..."[1]

Mais il faut admettre que cette tradition de chansons populaires ne connaîtra pas le même essor dans touts les pays industrialisés. C'est surtout dans les iles britanniques ou dans des pays dont une grande partie de la population origine de ces régions (Etats-Unis, Canada, Australie) qu'elle sera la plus forte. Dans ces pays, les premiers contingents de prolétaires à se former, les mineurs et les travailleurs du textile puis les métallurgistes, vont être les premiers à perpétuer cette tradition, suivis bientôt par d'autres groupes de travailleurs. Plus tard, le mouvement syndical naissant, comme le mouvement chartiste en Angleterre, les Chevaliers du Travail et les Wobblies (membres des International Workers of the World — IWW) avec en particulier Joe Hill aux Etats-Unis et enfin le jeune mouvement socialiste dans ces pays vont reprendre à leur tour cette tradition. Ils donneront à ces chansons traditionnelles un nouveau contenu où l'esprit de la lutte des classes, de la révolution et du socialisme va être à l'honneur.

Sur le continent, comme en France par exemple, ce sont surtout des chansons récentes et à saveur politique, démocratiques et révolutionnaires, comme la Marseillaise, la Carmagnole, le Ça Ira qui vont s'enraciner dans le peuple, alors que les chansons issues du moyen âge se perpétuent sans trop de modifications dans la paysannerie.

Le peuple aime rire et s'amuser

La culture du peuple ne se limitera pas qu'aux chansons durant le passage du féodalisme au capitalisme. C'est toute une culture niée, méprisée par les classes dominantes, qui va réussir à se perpétuer malgré tout.

Partout où se rassemblait le peuple, sur les places publiques, sur les marchés, dans les tavernes au coin des ruelles, on pouvait rencontrer des jongleurs qui en plus de chanter faisaient des acrobaties ou de la magie. On y rencontrait aussi des tziganes, des saltimbanques, des petits cirques ambulants, des comédiens itinérants qui

1. Come all you croppers stout and bold
Let your faith grow stronger still
For the croppers lads in the country of York
Have broke the shears at Foster's Mill...[1]
A.L. Lloyd, **Folk Song in England**, Paladin, London, 1975, p. 169

maintenaient la tradition de jouer sur les places de courtes pièces comiques raillant ou bien un méchant roi, un bourgeois avaricieux ou une demoiselle pudique. Et à chaque fois, on assistait à la même "communion", pourrait-on dire, entre les comédiens et le public, aux mêmes échanges vigoureux où ce dernier ne prenait jamais 56 moyens pour manifester son plaisir ou son mécontentement devant le spectacle présent.

Pas plus qu'au moyen-âge, les féodaux et le clergé n'auront réussi à empêcher les carnavals populaires et autres rites "païens" marquant les rythmes de la vie paysanne de se perpétuer, par plus les bourgeois ne réussiront à faire taire cette culture à laquelle ils s'associeront au début mais qu'ils rejetteront comme "mineure" au fur et à mesure que croîtra leur intérêt pour le grand Art.

L'aristocratie maintient son contrôle sur le grand Art

Si durant le moyen-âge, la distinction entre culture populaire et culture savante était difficile à tracer, au fur et à mesure du développement de l'économie marchande, de la montée de la bourgeoisie, les choses vont par contre se modifier sensiblement.

Par exemple, les ménestrels et les troubadours, regroupés dans des confréries, cherchent à éliminer les jongleurs davantage chantres du peuple. La division s'intensifie entre les différents genres. Lentement une spécialisation s'installe entre les métiers d'acrobate, de comédien, de chanteur. Plutôt que de parcourir le vaste monde, on cherche davantage à s'attacher à une cour bien précise.

C'est à partir de ce moment que s'installe un nouveau rapport entre les artistes et le pouvoir: le système du patronage, du mécénat. Mis en place par l'aristocratie avant la fin du moyen-âge, ce système de contrôle sur les artistes ne sera pas contesté par les bourgeois. Ces derniers sont en effet bien plus pressés de tirer profit des découvertes scientifiques pour les mettre en application dans de nouvelles techniques de production.

Classe finie, sans perspective historique voyant fondre son pouvoir économique au profit de la bourgeoisie, de plus en plus menacée dans son pouvoir politique, l'aristocratie trouvera dans l'art une bouée de sauvetage qui donnera un semblant de sens à sa vie de parasite.

"Comme un élément de la vieille façon de vivre avait été transformé par la bourgeoisie (à savoir ce qui était devenu l'activité scientifique), l'aristocratie s'est alors tournée vers d'autres éléments de la vieille façon de vivre, qui avaient été beaucoup moins rudoyés, pour en faire des façons de vivre distinctes et nouvelles, distinctes et nouvelles en autant qu'elles s'élevaient contre, et s'opposaient au style de vie distinct de la bourgeoisie. L'art est une invention de l'aristocratie."[2]

L'analyse de Taylor semble d'autant plus plausible que c'est à partir de ce moment-là que se distingue de plus en plus clairement le domaine des arts de celui des sciences alors qu'auparavant l'un et l'autre étaient confondus. Dorénavant, en science, on parle d'objet, d'analyse, d'expérience, de lois, de rigueur; en art, on va utiliser tout le fatras idéologique religieux issu du moyen-âge: ce qui est important, c'est le "sujet", la "Beauté", "l'Inspiration", "l'âme", le "miracle de la création", etc.

Mais cette division, que l'aristocratie va essayer de créer entre les sciences et les arts pour mieux se réserver le "Royaume des Arts", va rencontrer de nombreuses oppositions. En effet, si les découvertes scientifiques n'auront pas d'effets chez ceux qui contrôlent les arts, elles en auront par contre chez ceux qui les produisent.

Au plan des arts visuels et de l'architecture à tout le moins, la maîtrise de la perspective va prendre l'allure d'une véritable révolution. Les nouvelles découvertes scientifiques vont avoir aussi comme effet de faire croire davantage en la puissance de l'homme et de ses capacités de production, s'opposant ainsi de front à la conception dominante au moyen-âge qui voulait que l'homme dépende complètement de Dieu, qu'il ne trouve son salut qu'en se conformant aux préceptes dictés par le Tout-Puissant!

"L'histoire de l'art à l'époque de la Renaissance — si on l'examine du point de vue de la notion de beauté — est dominée par le fait que l'idéal monastique de la figure humaine recule peu à peu à l'arrière-plan et fait place à un idéal terrestre dont l'apparition est liée au mouvement de libération urbaine".[3]

Il faut aussi ajouter que, durant cette période, le dynamisme économique de la bourgeoisie, alors une classe révolutionnaire, va avoir des effets considérables sur l'art. C'est en effet dans les villes et régions où la bourgeoisie commerçante était la plus active que les sciences et les arts ont connu les bonds les plus fantastiques.

Par exemple, la Renaissance va prendre racine dans la Florence des Médicis, dans cette Florence qui est l'un des plus gros centres bancaires européens et qui, à des taux d'intérêt exorbitants prête à tous les princes et nobles du continent. Les nobles et les bourgeois de Florence vont patronner les arts pour qu'ils expriment leur

2. Roger L. Taylor, **Art an Ennemy of the People**, Philosophy Now Series, Harvester Press, 1978
3. Plekhanov, **L'art et la vie sociale**, Editions sociales, Paris, 1975, p. 27

"L'arrivée de la reine à Marseille" de Rubens (1577-1640). Une peinture typiquement baroque, reflétant toutes les extravagances d'une classe, l'aristocratie, qui cherche à faire étalage de son pouvoir mais qui se sent menacée.

A partir de la Renaissance, ce sont des hommes bien concrets sûrs d'eux-mêmes, étalant leur richesse, leur connaissance qui vont être représentés dans l'art. Ci-dessus, une peinture de l'allemand Holbein (1497-1543) "Les ambassadeurs".

nouvelle force et leur statut. C'est dans ce sens qu'ils vont encourager les innovations artistiques des Botticelli, des Leonard de Vinci, des Michel-Ange. Venise, autre centre économique important à l'époque, va donner naissance au Titien, au Tintoret, etc. Les Pays-Bas connaissent un peu plus tard une prospérité économique semblable après avoir acquis leur indépendance de l'Espagne: leurs bateaux sont aux quatre coins du monde. C'est la patrie de Jérôme Bosch et de Breughel. La Hollande, première république bourgeoise voit naître des peintres comme Vermeer et Rembrandt, etc.

La longue marche vers le réalisme

Le réalisme est la forme de représentation qui va s'imposer dans les arts à partir de cette époque. Dit simplement, le réalisme dans la peinture c'est la représentation en 3 dimensions (comme dans la réalité) sur une surface en deux dimensions d'une réalité donnée. Ce réalisme-là n'existait pas dans les icônes religieux du moyen-âge.

Pour exprimer l'Ordre divin comme c'était la coutume dans les arts au moyen-âge, on n'avait pas besoin de réalisme: une peinture par exemple ne trouvait pas sa valeur dans sa ressemblance avec la réalité concrète mais bien par sa fidélité à l'Ordre divin, par "sa vérité".

Par ailleurs, pour exprimer la réalité, le pouvoir bien concret d'hommes bien concrets, il fallait être le plus réaliste possible: il fallait savoir renvoyer le plus directement à la réalité dont la peinture ou la sculpture étaient l'expression. C'est donc par son rapport à la réalité que va être mesurée, à partir de la Renaissance, la valeur d'une oeuvre: plus elle va être près de la réalité, plus elle va provoquer de "jouissance esthétique" chez ceux qui vont s'y reconnaître.

Ce réalisme va devoir passer par plusieurs écoles, étapes et styles, devra effectuer des percées et des retours en arrière avant de dominer sans contexte au XIXe siècle pour ensuite être contesté par ce qu'on a appelé l'impressionnisme et renversé par le cubisme au début du XXe siècle. De façon générale, les partisans d'un plus grand réalisme vont être les plus fervents défenseurs de la liberté d'expression, des idéaux démocratiques, du progrès. Quant aux artistes qui vont chercher à valoriser les structures existantes ou les idées cléricales, ils vont le faire en es-

"La balançoire" de Fragonnard (1732-1806). Oeuvre roccoco qui témoigne de la vie dissolue, des moeurs libertines, bref des derniers soubresauts de l'aristocratie sur le bord de sombrer.

"La mort de Marat" de David (1793). Cette peinture montrant le leader révolutionnaire assassiné est typique par sa sobriété même de l'esprit de la révolution française en réaction contre les abus de l'aristocratie.

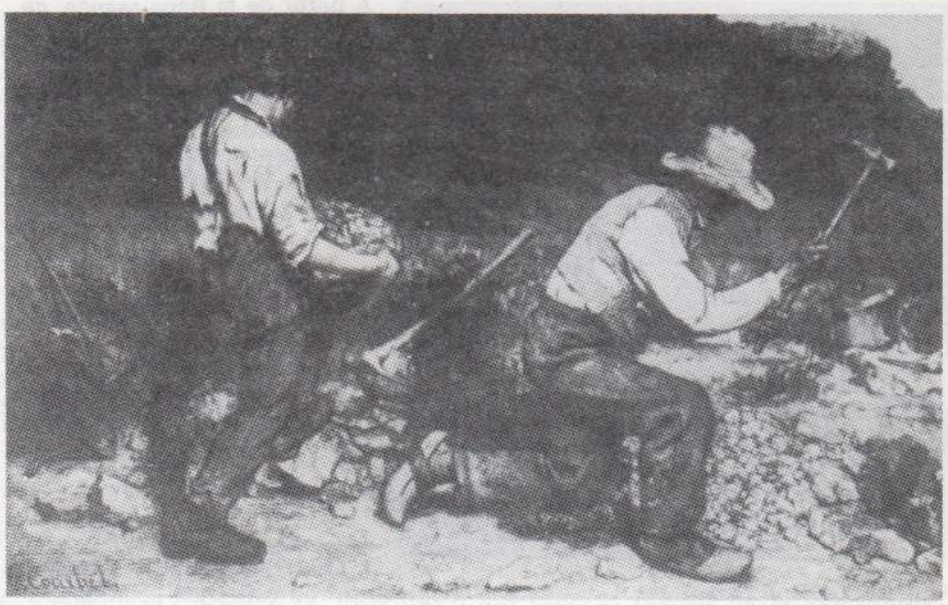
sayant de bloquer l'évolution artistique vers le réalisme et même de la ramener en arrière.

Au début de la Renaissance, les artistes, plutôt que de chercher à imiter la réalité concrète, vont essayer d'imiter les oeuvres des classiques grecs et romains. Pourquoi? Précisément parce qu'elles représentaient à leurs yeux l'imitation la plus parfaite de la réalité. Ces innovations vont vite se transformer en leur contraire avec ce que l'on a appelé le baroque, le maniérisme, puis le rococo avec leurs compositions lourdes et compliquées, leurs fioritures, leurs corps tordus dans des positions artificielles, leurs sujets mythologiques irréalistes, des styles qui en fin de compte valorisaient surtout la noblesse et ses idées irrationnelles.

Il faudra attendre le XVIIIe siècle pour qu'un nouveau mouvement vers plus de réalisme, prônant un retour à plus de simplicité, de rigueur, valorisant les décors naturels et ceux de la vie quotidienne, prenne corps: le classicisme. Cette fois, c'est en France et en Angleterre, les deux principales puissances économiques de l'heure, que va se développer ce courant. Le classicisme ne va pas tarder à son tour à donner naissance à sa caricature, faite d'excentricités, le néo-classicisme.

D'autres écoles vont ensuite apparaître à la fin du siècle et se rebeller à leur tour contre les anciens. Ce sont les romantiques avec des peintres comme Delacroix qui vont s'opposer aux mises en scène toutes calculées du néo-classicisme. Entretemps, la bourgeoisie a "acquis une place prépondérante dans la société" et "le feu de la lutte libératrice" avait "cessé de la réchauffer" (Plékanov). A partir de ce moment, les artistes n'auront plus "qu'à idéaliser la négation de l'existence bourgeoise. L'art romantique fut cette idéalisation. Les romantiques s'efforçaient d'exprimer leur hostilité à l'égard de la pondération et du conformisme bourgeois, non seulement dans leurs oeuvres d'art mais encore dans leur allure... Les costumes fantaisistes, les cheveux longs étaient autant de moyens de s'opposer au bourgeois tant hai"[4].

Or cette contestation par les artistes de la bourgeoisie au pouvoir qui s'était ouvertement acoquinée avec les forces réactionnaires de la société n'a pas amené pour autant les romantiques à pencher en faveur du prolétariat qui commençait à s'organiser et à lutter au début du XIXe siècle. "Ce désaccord ne représentait il est vrai aucun danger pour l'ordre bourgeois. Les jeunes bourgeois qui accédaient aux cénacles romantiques ne s'élevaient pas contre l'ordre existant mais s'indignaient cependant de la bassesse, de l'ennui, de la trivialité de la vie bourgeoise."[5]



"Les briseurs de pierre" de Courbet (1819-1877). La première oeuvre d'art socialiste selon son ami Proudhon.

Mais après eux, une nouvelle génération d'artistes va aller plus loin et se réclamera ouvertement d'une vision réaliste du monde, d'un désir de peindre le monde "tel qu'il est", d'une préoccupation de représenter ce qui est vrai et réel dans la vie, en opposition directe avec la conception de l'art pour l'art. C'est en France que ce courant va être le plus fort avec comme chef de file, Gustave Courbet. Ce dernier rejette le rôle traditionnel de la peinture et de l'art en général qui est de créér un idéal de beauté et préfère se pencher sur des sujets nouveaux issus de la vie courante. Dans un pamphlet publié en 1861, Courbet déclare:

"La peinture est un art fondamentalement concret et ne peut consister qu'en la représentation de choses réelles et qui existent. Un objet abstrait, non visible ne relève pas du domaine de la peinture. L'imagination en art consiste à savoir comment trouver l'expression la plus complète d'une chose existante..."[6]

"Il faut être de son temps"

Ce cri de ralliement lancé par Honoré Daumier au milieu du XIXe siècle va regrouper les peintres réalistes, comme Monet Manet, Millet, Meisonnier, etc. "Etre de son temps", c'est être de l'époque de la révolution de 1848 qui voit la République démocratique bourgeoise proclamée dans de nombreux pays européens grâce aux insurrections populaires. A partir de ce moment-là, les travailleurs acquièrent une place dans les arts. Non pas que des artistes auparavant n'aient pas représenté le peuple comme Breughel, Le Nain en France ou Brouwer en Angleterre, mais pour la première fois dans l'histoire, des artistes considèrent consciemment que la réalité des travailleurs et du peuple mérite d'être représentée en art et ce, non pas de façon idéale mais de manière "humaine" en faisant ressortir la dignité et la beauté du peuple travailleur. Dans le but de rendre leur art le plus accessible possible, ces artistes vont utiliser comme Daumier le dessin, la caricature ou la lithographie afin de permettre une reproduction pas trop coûteuse de leurs oeuvres et une diffusion massive par les journaux.

Le même combat dans les autres arts

Nous avons pris l'exemple de la peinture parce qu'il est plus aisé à illustrer. Nous aurions pu prendre l'exemple du théâtre. C'est le même combat en effet qui s'est mené du théâtre élizabéthain avec Shakespeare ou Molière jusqu'au réalistes français comme André Antoine, allemands comme Freie Buhne et Gerhart Hauptman ou anglais comme George B. Shaw à la fin du XIXe siècle.

Même combat aussi en littérature qui va de Rabelais à Georges Sand, à Balzac et sa Comédie humaine et surtout Hugo et Zola; en passant par John

4. Idem, p. 17
5. Idem, p. 16-17
6. Marshall Cavendish, **Illustrated Encyclopedy of Western Art**, London, 1979, p. 136

Gay avec son Opéra des Gueux, Fiedling, Dickens en Angleterre; Tolstoi, Nekrassov, Tchernichevski en Russie; ou Mark Twain aux USA, etc. La figure sans doute la plus radicale de ce courant va être Jack London, écrivain réaliste lié au Parti socialiste américain. Cet auteur, en plus de décrire avec chaleur et sympathie la vie des travailleurs, des parias et des exploités de l'Ouest américain, va traiter dans un roman de politique-fiction, **Le talon de fer**, et avec une perspicacité étonnante, de la lutte à mort entre la bourgeoisie et le prolétariat révolutionnaire.

Presque tous ces artistes font aujourd'hui partie de l'histoire officielle, bourgeoise de l'Art: ils ont leur place bien en vue dans la culture dominante. Pourtant ils étaient à leur époque, dans le contexte de leur pays, des artistes qui se sont opposés aux idées dominantes des féodaux, en défendant d'abord les idéaux démocratiques de la bourgeoisie révolutionnaire, puis en continuant à défendre ces mêmes idéaux quand la bourgeoisie les a abandonnés. Ils ont été en art des novateurs s'opposant non seulement aux valeurs véhiculées par les oeuvres académiques de leur temps mais aussi aux formes jusque-là utilisées pour véhiculer les idées conservatrices et antidémocratiques.

Il faut néanmoins convenir que malgré toute leur clairvoyance, même les plus avancés d'entre eux, n'ont pas dépassé une vision misérabiliste et déterministe des travailleurs et du peuple. Encore une fois, citons Plékanov:

"Il ne faut pas oublier que si Zola commençait — comme il le dit lui-même — à pencher vers le socialisme, ce que l'on a appelé la méthode expérimentale ne lui permit jamais d'étudier et de dépeindre d'une façon artistique les grands mouvements sociaux. Cette méthode était étroitement liée à cette conception matérialiste que Marx a appelé matérialisme naturaliste et qui ne comprend pas que les actions, les penchants, les goûts, les habitudes d'esprit de l'homme social ne peuvent pas être suffisamment expliqués par la physiologie ou la pathologie car ils sont déterminés par les rapports sociaux."[7]

Cependant, la tradition démocratique qu'ils ont défendue fait bien partie de la culture du prolétariat en ce sens que cette tradition a préparé le terrain à l'émergence d'une culture ouvrière révolutionnaire véritable. C'est un événement politique révolutionnaire sans précédent qui va faire éclater au grand jour l'existence de cette nouvelle culture consciente, militante de la classe ouvrière. Les artistes qui vont en être les maîtres d'oeuvre ne font pas partie, eux, du panthéon de l'art bourgeois.

Aux côtés du prolétariat, à l'assaut du ciel

1871: le prolétariat parisien renverse le pouvoir de la bourgeoisie et exerce pendant 72 jours son propre pouvoir. La première dictature du prolétariat de l'histoire, diront Marx et Engels.

Remarquons au départ qu'un certain nombre d'artistes progressistes vont prendre position ouvertement en faveur de la Commune. La plupart son associés au grand mouvement réaliste dans les arts qui domine le XIXe siècle: Hugo, Manet, Monet, Rimbaud, Verlaine, etc. Mais la plupart, comme Anatole France, Alphonse Daudet, jusqu'à et y compris Zola, calomnient la Commune.

Cependant le plus important est sans doute le fait que des artistes vont s'engager activement aux côtés des communards, vont être communards eux-mêmes. C'est le cas par exemple du poète Clovis Hugues qui défendra à l'époque: "Le poète est à la fois un combattant et un travailleur. Comme combattant, nous n'avons que l'ambition de voir la République se réaliser partout avec toutes ses conséquences. Comme travailleur, nous n'avons que l'ambition de voir le peuple lui-même suspendre notre lyre au trophée du travail, au faisceau des outils." C'est le cas aussi d'Eugène Vermesch qui chante la révolution triomphante dans un poème "Les Incendiaires" ou encore de Jacques Turbin, membre de l'Internationale, auteur d'une chanson bien connue à l'époque: "Ouvrier, prends la machine!"[8] C'est le cas aussi de Louise Michel, la "vierge rouge de la Commune" qui est aussi une poétesse débordante d'émotions dramatiques et romantiques.

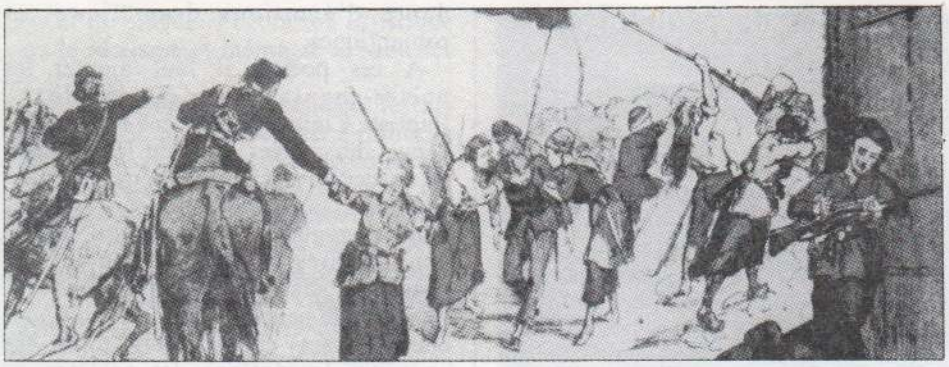
A ces poètes, il faut ajouter les poètes-chantants qu'étaient Jean-Baptiste Clément et Eugène Pottier qui, depuis des années, bravant les interdits de la censure, chantaient ou faisaient chanter clandestinement leurs oeuvres dans les goguettes. La goguette était le lieu privilégié d'expression de la chanson sociale. Déjà depuis le début du siècle, le peuple français aimait aller entendre ses chansonniers dans ces endroits, émanations des sociétés de secours mutuel et de bienfaisance, renouant ainsi avec l'atmosphère qui régnait dans les anciens clubs révolutionnaires du temps de la Révolution française. C'est là que Clément va chanter pour la première fois un an à peine avant la Commune sa célèbre chanson "Le temps des cerises". C'est là aussi que des chansonniers, comme Pierre Dupont, chantent le travail ou d'un conducteur de locomotives, ou d'un travailleur du textile ou encore d'un paysan, et dénoncent la situation faite aux travailleurs:

"Quels fruits tirons-nous des labeurs
Qui courbent nos maigres échines?
Où vont les flots de nos sueurs?
Nous ne sommes que des machines."[9]

Sur les barricades cependant, le peuple de Paris va chanter surtout ses vieilles chansons révolutionnaires, plus connues que celles des chansonniers,

7. Plekhanov, ouv. cité, p. 37
8. **La Commune de Paris**, in Europe, novembre-décembre 1970, p. 179
9. **Le chant des ouvriers**, in Georges Coulombes, La Commune en chantant, EFR, Paris, 1970, p. 25

"Les Glaneuses" de Millet (1814-1875)



Barricade de la place Blanche, défendue par les femmes dessin de Moloch.

celles-là même qu'il chantait à chaque soulèvement depuis la Révolution française.

De toute façon, tout au long des 72 jours que durera la Commune, les artistes révolutionnaires ne produiront pas: des tâches plus urgentes les mobilisent. Ils seront militants, organisateurs avant tout. Pottier occupait des fonctions de maire; Clément était membre de la Commission des services publics et de la Commission de l'enseignement; Courbet met sur pied et dirige la Fédération des artistes de Paris. L'écrivain Vallès se fera polémiste et fondera son propre quotidien, **Le Cri du Peuple.** Le combat est ailleurs et non plus dans le cabinet de travail ou sur le chevalet. En effet, c'est dans la rue, les cafés, les clubs révolutionnaires qui naissent à chaque jour, c'est là que tout se passe. C'est là que sont les artistes révolutionnaires.

Mais si un nouvel art n'a pas le temps de naître, tant sont impliqués les artistes, les débats et les réflexions sur l'art et la culture dans un régime prolétarien ne manquent pas. Par exemple à sa fondation, la Fédération des artistes de Paris, influencée par les idées de Proudhon, défend les principes suivants: 1) libre expression de l'art, dégagée de toute tutelle gouvernementale et de tout privilège, 2) égalité entre les membres de la fédération, 3) indépendance et dignité de chaque artiste.

Par contre, d'autres dirigeants comme Edouard Vaillant et Leo Frankel, membres de l'Internationale, tout en reconnaissant l'importance de l'égalité, de la liberté d'expression, prônaient la nécessité d'une intervention de l'Etat dans les activités culturelles; en fait, ils faisaient la différence entre l'intervention d'un Etat prolétarien et celle d'une dictature bourgeoise.

Si la Commune n'a pu donner lieu à des oeuvres durant sa brève existence, son écrasement barbare par la bourgeoisie va par contre soulever une vague de productions artistiques dénonçant le massacre de 30,000 communards et l'arrestation de plus de 50,000 d'entre eux. C'est en exil que Louise Michel, pleurant cette révolution vaincue et criant vengeance, va écrire ses plus beaux poèmes. Toute une littérature de bagne, de prison et d'exil prend forme. Cet événement est ainsi bien resté dans le coeur du prolétariat. Ecoutons le poète Charles Bonnet:

"Travailleur, c'est pour toi que ces pages sont faites
Bien simples il est vrai quand on lit nos poètes
Ou nos savants auteurs. Mais que veux-tu? L'exil
M'oblige à me servir plus souvent de l'outil
Que de la plume. Puis comment pourrais-je écrire?
Un gros livre? A douze ans sachant à peine lire
Désirant devenir un jour un ouvrier
Je sortis de l'école et fus à l'atelier
Je viens donc sans discours, te dire toutes nues
Les choses que je sais, que je sens, que j'ai vues..."[10]

(à suivre) **Charles Rajotte**

10. **Aux travailleurs,** in Les cris de la Commune, APN Editions, Paris, 1977

Les p'tites vues

Nouveautés au Cinéma d'information politique

Nicaragua après Somoza

La reconstruction n'est pas facile au Nicaragua. Tout est à faire. Le Front sandiniste de libération nationale a chassé le tyran Somoza en juillet 79. Un bon débarras. Mais maintenant par où commencer?
La cinéaste Sylvie Dreyfus nous présente cette première année de la reconstruction sous le régime sandiniste: l'année 80, appelée au Nicaragua l'Année de l'Alphabétisation.
Une partie importante se joue présentement avec les compagnies multinationales et les propriétaires terriens: ils ne lâchent rien facilement. Le film montre très bien ce rapport de force. En particulier, dans la lutte que mènent les travailleurs d'une bananeraie (et quelles images!) Un film court sur un pays où une nouvelle forme de démocratie s'instaure en respectant les traditions de son peuple.
Film 16mm couleur de Sylvie Dreyfus, 26 min.

Les voix du purgatoire

L'Afrique du Sud: Le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique. Un pays où la majorité noire (20 millions) n'a même pas encore le droit de vote et doit vivre sur 13% du territoire. Un pays où le système politique est basé sur le racisme. L'Apartheid c'est ça: le racisme institutionalisé. **Les voix du purgatoire** tourné dans la plus grande clandestinité, nous rapporte des images de ce que signifie vivre sous l'Apartheid.
Une introduction nécessaire à la compréhension des luttes qui se mènent dans ce pays.
Film 16mm, couleur, de Roeland Kerbosch, 45min.

Pourquoi les Irlandais meurent?

Un vidéo de 27 min. tourné cet été en Irlande par une équipe du Québec. Co-production Vidéographe-Cinéma d'Information Politique. Surveillez le lancement cet automne. Une primeur à ne pas manquer. Disponible au Vidéographe (521)-2116) et au CIP (523-0285)

Le Cinéma d'information politique, 1407 d'Iberville, (514) 523-0285

"La Nomenklatura", classe dirigeante de l'URSS

La Nomenklatura, paru en 1980, est un ouvrage fort intéressant du point de vue des faits qu'il révèle sur l'URSS d'aujourd'hui et le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS).

Ce témoignage d'un dissident soviétique, Michael Voleusky, fournit plusieurs faits qui appuient la thèse selon laquelle l'Union soviétique est dirigée par une nouvelle bourgeoisie. Le livre est préfacé par Jean Elleinstein, un intellectuel du Parti communiste français, célèbre pour ses positions eurocommunistes.

Qu'est-ce que la Nomenklatura?

"La Nomenklatura constitue la liste des postes les plus importants; les candidatures sont préalablement examinées, recommandées et sanctionnées par un comité du Parti d'arrondissement, de ville, de région, etc... Il faut également l'accord du comité du Parti pour que soient libérées de leur fonction les personnes admises à faire partie de la Nomenklatura du dit comité. La Nomenklatura comprend des personnes occupant des postes clefs." (p. 30)

Donc, Nomenklatura signifie:

"1) Liste des postes de direction du ressort des autorités supérieures; 2) Liste des personnes qui occupent ces postes ou qui sont tenues en réserve pour ces postes." (p. 76)

Pour avoir été l'un des membres de la Nomenklatura, Volensky, qui a quitté l'URSS en 1972, en connaît les contours et il nous en décrit l'organisation et les privilèges. Il soulève plusieurs questions et répond à certaines: comment accède-t-on à la Nomenklatura? En quoi consiste le stage du candidat? En quoi l'économie soviétique constitue-t-elle un "ultra-monopole"? Comment s'effectue l'extorsion de la plus-value en URSS? Sous quelles formes est-elle répartie dans la Nomenklatura? En quoi cette classe est-elle parasitaire? En quoi la politique extérieure d'expansion de l'URSS correspond-elle aux intérêts de cette classe? Quel pourcentage du peuple constitue-t-elle? Comment dirige-t-elle le parti et le peuple?

Il est intéressant d'examiner comment s'est développée cette classe. Elle s'est développée en trois étapes, selon Volensky:

"La première étape a été la création de l'organisation des révolutionnaires professionnels, embryon de la nouvelle classe. La deuxième a commencé par la prise du pouvoir par cette organisation en novembre 1917: il s'est formé une direction à deux niveaux, le niveau supérieur de la vieille garde léniniste et le niveau inférieur de la Nomenklatura stalinienne. La troisième étape a été la liquidation de la vieille garde léniniste par la Nomenklatura." (p. 92)

La troisième étape peut être subdivisée en deux par le XXe Congrès du Parti communiste d'URSS alors que la Nomenklatura, suite à la mort de Staline, en profite pour se débarrasser des proches collaborateurs de ce dernier:

"...Au XXe Congrès: le texte du rapport secret de Krouchtchev publié à l'ouest ne fait état de la répression stalinienne contre la Nomenklatura. Le destin de millions de simples citoyens exterminés par le stalinisme n'intéressait manifestement pas les délégués.

Avec sa précision de pensée politique habituelle, la Nomenklatura dit ce qu'elle reproche à Staline: elle ne lui reproche pas les répressions de masse, ni les répressions féroces, elle lui reproche seulement les répressions injustes." (p. 115)

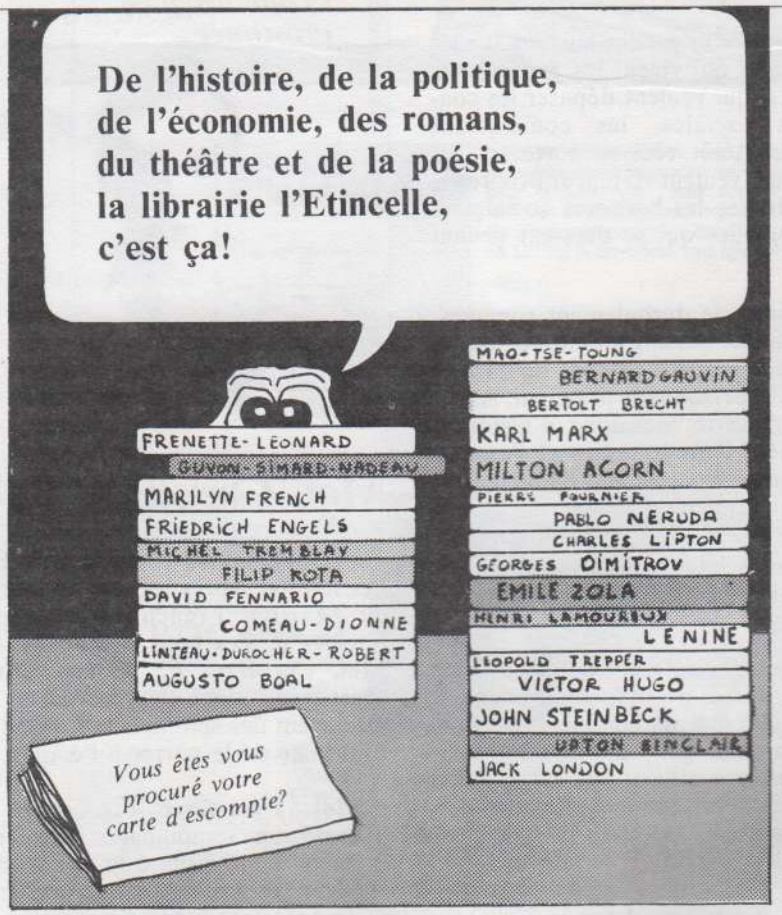
Depuis, celui qui accède à la Nomenklatura n'a plus à craindre la répression physique. S'il ne fait plus l'affaire de sa classe, il est simplement transféré avec ses privilèges à un poste insignifiant. La Nomenklatura est devenue "inaliénable".

Ce livre doit être lu pour une raison précise: les faits concrets qu'il contient sur l'existence d'une bourgeoisie en URSS et sur son développement. Dans un contexte où certains remettent en question le caractère capitaliste de l'Union soviétique, il est bon de se rafraîchir la mémoire.

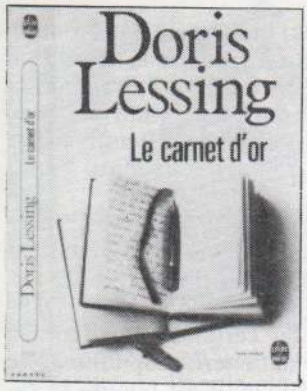
Dans ce livre, Volensky critique la conception de l'organisation révolutionnaire de Lénine et la nécessité de la prise du pouvoir. Cette critique semble à première vue peu étoffée, ce qui n'enlève rien à l'essentiel de l'ouvrage. Au contraire, l'intérêt de l'analyse de la Nomenklatura faite par Volensky incite à revenir sur ce point.

Un militant d'EN LUTTE!

Michael Valensky, La Nomenklatura, Belfond, Paris 1980, 463 p.



Librairies l'Etincelle:
Montréal: 325 Ste-Catherine est. (514) 844-0756
Québec: 110 St-Vallier ouest. (418) 522-2186
The Spark Bookstores:
Toronto: 802 Bloor St. ouest. (416) 532-1614
Vancouver: 25 Cordova ouest. (604) 681-7723



Le carnet d'or

En lisant l'oeuvre de Doris Lessing, on pourrait facilement s'attarder sur le style de l'auteur, un style qui coule admirablement, qui suit les méandres des pensées, qui décrit l'atmosphère, l'ambiance d'une certaine Angleterre contestataire et rangée, d'une Afrique au seuil de la décolonisation. Ce serait déjà beaucoup mais ce serait encore peu.

Car le livre se penche surtout sur les personnages qui vivent les événements politiques, qui veulent dépaser les conventions sociales, les conventions figées. L'intérêt réel se porte sur les femmes qui veulent vivre leur propre vie malgré toutes les barrières sociales et psychologiques qui se dressent devant elles.

Délaissant le déroulement romanesque classique, Lessing a plutôt construit son livre à partir d'extraits de carnets que tient le personnage principal, Anna. A travers cette mosaïque d'histoires, entremêlées dans le temps et l'espace, on suivra le cheminement d'une femme lucide, extrêmement lucide, en avance sur son époque dans de nombreux domaines. Une femme qui s'intéresse à la politique, à la psychologique, à l'amour.

Le roman laisse beaucoup de place à ces trois domaines mais pour ceux qui s'intéressent davantage à la politique, on doit ajouter que **Le carnet d'or** contient plusieurs révélations sur le Parti communiste britannique: sur son antidémocratisme et son suivisme à l'égard de l'URSS.

Au fil des pages, Anna nous livrera une tranche de sa vie qui s'étend du milieu des années 40, un peu avant la fin de la Deuxième Guerre, jusqu'au milieu des années 50, un peu après le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique et juste avant la vague de décolonisation des pays africains. Les déboires et les succès du personnage principal ont évidemment intimement liés à sa position sociale, et Anna elle-même en est bien consciente.

Anna n'est pas une ouvrière mais un écrivain qui vit des royautés que lui procure un premier (et unique) roman à succès. Elle a donc tout le temps de réfléchir sur son métier d'écrivain, sur la société, sur les gens qui l'entourent et de voir ce qui ne tourne pas rond. Malgré tous les efforts, la confusion et l'incertitude resteront présentes.

Le carnet d'or, un livre à lire, à goûter, à réfléchir. La Grande-Bretagne des années 50 n'est pas très différente du Canada des années 80. La confusion reste encore à dissiper.
Lessing Doris, Le carnet d'or, Le livre de poche no 5452, Paris 1980, 765 p. $7.95

Moi, Christiane F...

Les best-sellers sont loin d'être tous des navets! Après les récents ouvrages de Marilyn French, **Toilettes pour femmes** et **Les bons sentiments**, voici: **Moi, Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée...** dont les records de vente atteignent des sommets tels qu'on vient tout juste de le porter à l'écran.

Moi, Christiane F..., c'est tout d'abord un témoignage vécu, extrêmement bien rendu, à la fois avec profondeur et simplicité. Le style est coloré et d'une lecture facile. C'est déjà un bon point.

L'expérience personnelle d'une jeune allemande, toxicomane, sert de trame de fond à ce récit captivant. Ce n'est cependant pas seulement le récit d'une partie de la jeunesse "en proie" à la drogue comme on le dit couramment. C'est plus que ça. C'est aussi et surtout le procès d'une société qui condamne la jeunesse au chômage, à des lendemains incertains et à l'appauvrissement intellectuel.

On ne manquera pas de remarquer que le roman se contente presque exclusivement de décrire la vie de Christiane et que c'est là le côté "attirant", "vendable" du livre sur lequel les éditeurs ont misé. Tout cela est vrai. Mais il reste que ce récit nous fait mieux comprendre comment la jeunesse peut vivre de "l'intérieur" l'apprentissage de la société. Et à travers tout cela, il y a la recherche d'un idéal.

"Je me suis souvent demandé pourquoi les jeunes sont si mal dans leur peau. Plus rien ne leur fait plaisir. Une mob à seize ans, une bagnole à dix-huit, ça va pratiquement de soi. Et quand on ne l'a pas on se sent minable. (...)

"Pour moi -et je crois pour beaucoup de ceux de ma génération- ces quelques trucs matériels, ce petit peu de confort, c'est le "minimum vital". Il nous faut quelque chose en plus. Ce qui donne un sens à la vie. Et ça on ne le voit nulle part. Mais un certain nombre de jeunes -dont je suis- sont toujours à la recherche de ce qui pourrait donner un sens à leur vie." (p. 263)

Au terme du récit, le dernier chapitre semble porteur d'espoir.
"Malgré tout, je suis décidée à m'arranger du monde tel qu'il est. Je ne pense plus à me tirer. Je le sais très bien, ça signifierait chercher de nouveau refuge dans la drogue. Ce qui, je le conçois de plus en plus clairement, n'est pas une solution. Je me dis qu'il doit bien y avoir un moyen terme entre fuir cette société pourrie et s'y adapter totalement." (p. 267)

Loin de poser un jugement moral sur son expérience passée, Christiane envisage l'avenir. Elle ne sait cependant pas où elle se dirige. Peut-on lui en vouloir?

Peut-être le "moyen terme", pour utiliser les termes de Christiane, ce serait de changer cette société. Une des premières conditions, c'est certainement de mieux comprendre dans quelle société pourrie nous vivons. Ce livre nous en trace un portrait éloquent.

"Moi, Christiane F., 13 ans droguée, prostituée...", Traduit de l'allemand par Léa Marcou, Editions Lacombe, 1981, 280 p.

Abonnez-vous... à UNITÉ PROLÉTARIENNE

Abonnement d'un an (4 numéros): ☐ version française ☐ version anglaise

CANADA
☐ régulier ($10.00)
☐ 1ère classe ($12.00)

ETATS-UNIS
☐ surface ($12.00)
☐ avion ($15.00)

AUTRES PAYS
☐ surface ($15.00)
☐ avion ($20.00)

INSTITUTIONS:
ajouter $10.00 à n'importe quel abonnement

NOM ..... DATE .....
ADRESSE .....
CODE POSTAL ..... NO. DE TEL. (Canada) .....
OCCUPATION ..... LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez un mandat poste de préférence, à l'adresse suivante:
Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Qué. H2K 3B1 — (514) 527-7319

UNITÉ PROLÉTARIENNE analyse en profondeur les aspects les plus importants de la vie politique et économique du Canada et du monde. En vous abonnant à UNITÉ PROLÉTARIENNE, vous vous assurez de recevoir à tous les 3 mois une revue qui accepte de poser les vraies questions sur la lutte pour le socialisme.

... au journal EN LUTTE!

Abonnement d'un an (46 numéros) ☐ **version française** ☐ **version anglaise**

CANADA
☐ régulier ($22.00)
☐ 1ère classe ($30.00)
☐ d'essai, pour 10 numéros ($5.00)
☐ de soutien ($30.00 plus n'importe quel montant)

ETRANGER
☐ surface ($30.00)
☐ avion ($40.00)

INSTITUTIONS:
ajouter $10.00 à n'importe quel abonnement

NOM ..... DATE .....
ADRESSE .....
CODE POSTAL ..... NO. DE TEL. (Canada) .....
OCCUPATION ..... LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez un mandat poste de préférence, à l'adresse suivante:
Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Qué. H2K 3B1 — (514) 527-7319

EN LUTTE! est le journal de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!/IN STRUGGLE!. Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français, et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

... à FORUM INTERNATIONAL

Abonnement (4 numéros):
☐ régulier-surface ($12.00)
☐ 1ère classe-avion ($15.00)

ETRANGER
☐ surface ($15.00)
☐ avion ($20.00)

☐ version française
☐ version anglaise
☐ version espagnole

INSTITUTIONS:
ajouter $10.00 à n'importe quel abonnement

NOM ..... DATE .....
ADRESSE .....
CODE POSTAL ..... NO. DE TEL. (Canada) .....
OCCUPATION ..... LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez un mandat poste de préférence, à l'adresse suivante:
Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Qué. H2K 3B1 — (514) 527-7319

FORUM INTERNATIONAL est un instrument de polémique et d'information qui vise à intensifier la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes à l'échelle internationale. Il est publié par l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! et est diffusé dans plusieurs pays.

Adresse nationale

pour contacter EN LUTTE!

ou pour correspondre avec UNITÉ PROLÉTARIENNE:

C.P. 340, Succ. M, Montréal, Qué. H1V 3M5

No de téléphone de la revue:

(514)253-2041

Pour contacter EN LUTTE! dans les différentes provinces:

● visitez les librairies L'Etincelle ou

MONTRÉAL
LIBRAIRIE L'ETINCELLE
325 Ste-Catherine est/
Montréal, Qué.
tél.: (514) 844-0756
H2X 1L6
Heures d'ouverture
Lun., Mar., Mer., de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi de 10h à 21h
Samedi de 10h à 17h

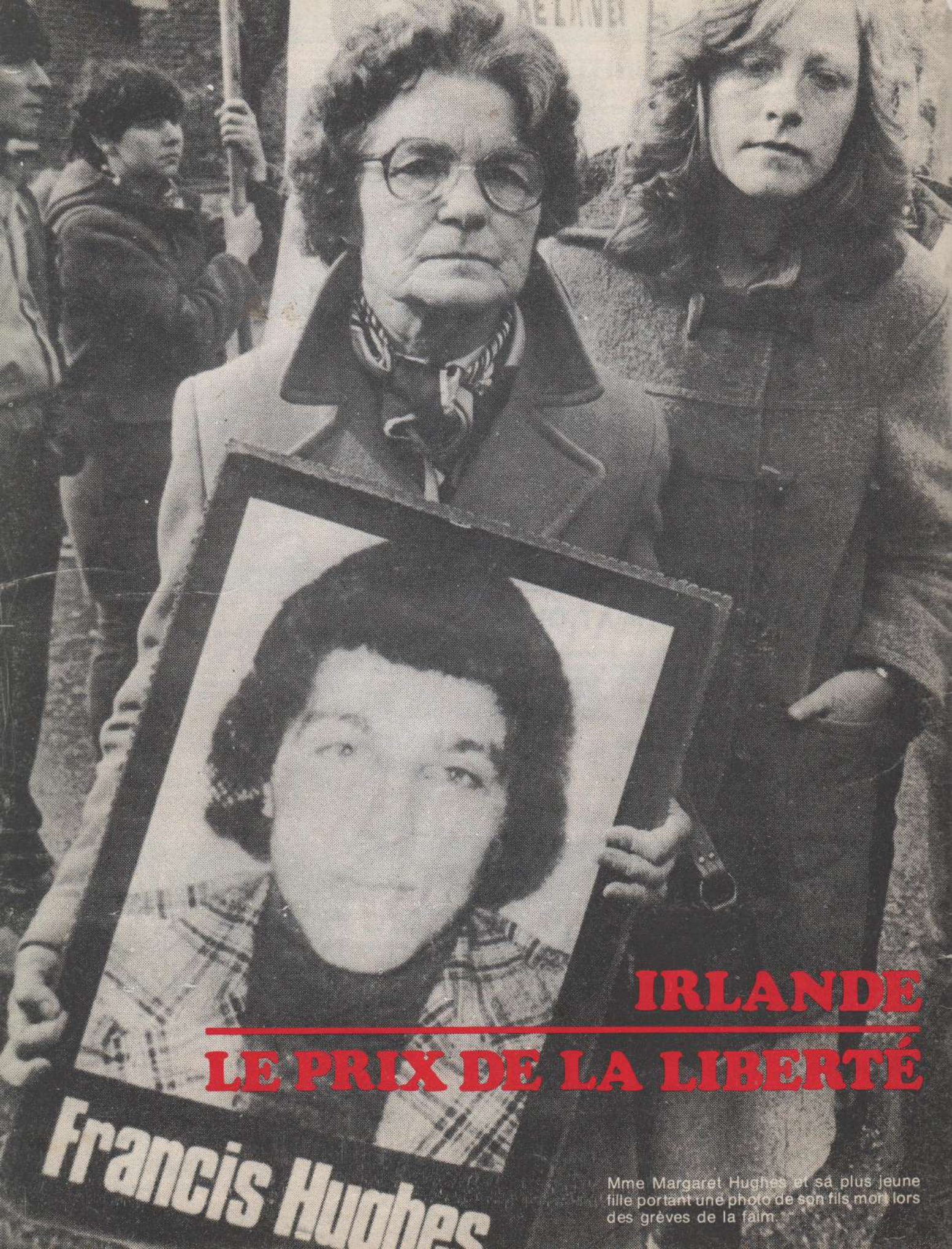
QUÉBEC
LIBRAIRIE L'ETINCELLE
110 St-Vallier ouest,
Québec, Qué. G1K 1K1
C.P. 64, St-Sauveur
tél.: (418) 522-2186
Heures d'ouverture
Merc. et ven.: 12h à 17h30
Jeu.: 12h à 21h
Sam: 12h à 17h

TORONTO
THE SPARK
802 Bloor St. ouest
Toronto, Ont.
tél: (416) 532-1614
M6G 1L9
Heures d'ouverture
Jeudi de 17h à 21h
Vend. de 19h à 21h à 21h
Sam. de 10h à 17h

VANCOUVER
THE SPARK
25 Cordova ouest,
Vancouver, C.-B.
tél.: (604) 681-7723
V6B 1C8
Merc.: 18h à 21h
Jeu. et ven.: midi à 16h et 18h à 21h.
Sam.: 11h à 17h.

● ou écrivez à l'une des adresses suivantes:

ALBERTA ..... C.P. 9601, Edmonton Sud, T6E 5X3
NOUVEAU-BRUNSWICK ..... C.P. 2488, succ. A, Moncton, E1C 6Z5
NOUVELLE-ÉCOSSE ..... C.P. 7099, Halifax-Nord, B3K 5J5
SASKATCHEWAN ..... C.P. 676, Régina S4P 3A3



IRLANDE

LE PRIX DE LA LIBERTÉ

Mme Margaret Hughes et sa plus jeune fille portant une photo de son fils mort lors des grèves de la faim.